

**LIRE PAGE 4**

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 50 c. cts.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 16 p.; Grèce, 10 fr.; Iran, 43 ris.; Italie, 250 L.; Liban, 123 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 0,85 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,80 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 d. din.

Part des abonnements cote 17

5, RUE DES ITALIENS  
75421 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Télex Paris n° 63572  
Tél. : 770-91-29

les entretiens de M. Giscard d'Estaing à Varsovie aux visites d'échangeant les dirigeants de l'Est et de l'Ouest, le sujet du rôle du conseil central de toutes les conversations diplomatiques de longue ou de longue reste. La décision de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les trente-cinq Etats qui ont rejoint depuis bientôt deux ans l'Organisation, puis à Genève, se réunissent-ils « au sommet » dans un capitale française le 22 juin, comme le demande M. Brejzef, ou en octobre si les efforts déployés ces dernières semaines suffisent pas à surmonter à temps les derniers obstacles ?

La question est au fond posée. On peut même se demander si la tenue de cette conférence au cours de l'été, à moment où le grand public, Oublié comme à l'est, ne penche qu'aux vacances, est le meilleur moyen d'éveiller un intérêt qui ne s'est guère manifesté tout au long des interminables discussions de Genève.

M. Bréjone, qui a inscrit à son agenda un impressionnant programme de rencontres « au sommaire » d'ici à la fin de l'année et il la sante n'est apparemment pas tout à fait réaltible, cherche à fuir au plus vite avec cet exercice, qui doit être un des sports forts de sa politique de bien-être. Bien disposés à son égard, les principaux dirigeants occidentaux ont cependant refusé de lui donner un tel sursis, comme l'a fait Giscard d'Estaing à Varsovie.

C'est ce « oui » restera le point de vue qui la fixation d'une date précise pas fait l'objet d'un accord entre tous les participants.

Sur les petits pu, à laquelle la fin d'un « consensus » accorde la priorité des droits, entendent profiter de cette conférence pour consolider la marge de manœuvre qui leur est ainsi accordée face aux ambitions actuelles des structures des Grands.

affaire des « suites institutionnelles » de la conférence — elle ou non d'un secrétariat permanent, engagement ou non de réunir à nouveau dans un délai déterminé — oppose surtout les pays, appuyés par les capitales. Est, aux gouvernements occidentaux et surtout à ceux des États-Unis, qui redoutent de voir l'Union soviétique disposer par ce biais d'un droit de contrôle sur le règlement de la Communauté économique. La France, notamment, n'entend pas, pour le moment, aller au-delà de la proposition danoise, qui vise à réunir, à un niveau des hauts fonctionnaires, des pays avant deux ans, les intérêts intéressés.

adieu ne semble pourtant pas nous conduire que mollement l'idée d'institutionnalisation de la conférence. Peut-être M. Brejnev, sa hâte d'en plus finir, a-t-il été de ne plus insister sur ce point. Mais les conclusions de l'évaluation contiennent tout au long des débats, même à l'origine par les dirigeants soviétiques surtout comme la consécration du « statu quo » économique et politique en Europe. L'infériorité est devenue le lieu d'un débat difficile mais nécessaire sur l'organisation d'une véritable détente entre les deux rives de l'Europe, et donc sur les conséquences démographiques, sociales, culturelles, politiques et de la grande autonomie que pensent les gouvernements, dirigeants soviétiques, qui souhaitent passer à consolider ce qui est établi et les institutions de la zone, ce qui, nous le trouvons plus d'une fois sur l'écrit.

problèmes qui restent à résoudre, notamment ceux des suites institutionnelles, des manœuvres militaires en Europe et des droits de l'Union à Berlin, ne sont pas négligeables, sans parler de points techniques mais importants pour la représentation du gouvernement de Chypre à la conférence.

Il serait regrettable que le processus d'en finir éclipse leur solution, que cette entreprise fastidieuse mais utile se termine dans l'insuccès.

La Cour suprême de l'Union indienne se réunira à New-Delhi, jusqu'au 24 juin, en séance extraordinaire, pour examiner l'appel, déjà jugé par la Haute Cour de Bombay, du jugement du tribunal d'Allahabad, annulant son élection, entachée d'irrégularités... dans la circonscription de Ras-Barrelli, en 1971. Le premier ministre demandera la suspension de ce jugement — qui lui interdit d'exercer toute fonction publique pendant une période de six ans, — afin de pouvoir continuer à assumer sa charge au cours de la procédure d'appel.

Mercredi 18 juin, le parti du Congrès avait renouvelé sa confiance à M. Gandhi, et déclaré que sa présence à la tête du gouvernement était « plus que jamais indispensable pour le pays ».

A Moscou, les « Izvestia », organe du gouvernement soviétique, ont consacré jeudi un long commentaire aux difficultés de M. Gandhi. Le journal écrit : « Ce sont les grands propriétaires terriens et les monopoles capitalistes, menacés par les réformes progressistes du gouvernement actuel », qui ont attaqué le premier ministre en justice.

par GÉRARD VIRATELLE

Souvent considérée comme « la plus grande démocratie du monde », l'Inde traverse une crise politique sérieuse. Si la Cour suprême de l'Union confirme, dans les mois à venir, le jugement du tribunal d'Allahabad, M. Indira Gandhi devra se résigner (1). Elle a violé plusieurs lois et obéini du chef du gouvernement, M. Raj Narain, dirigeant socialiste, lui a fait un bien mauvais procès. Le juge de la cour d'Allahabad a seulement retenu comme « irrégularités » l'absence du premier ministre, l'absence de la Cour suprême pendant sa campagne électorale, un fonctionnaire qui de longue date, était un familier de la

famille Nehru, et le fait, au reste normal, que le police de l'Etat Pradesh assurait sa protection. Si l'accusation est bénigne, le jugement pourrait faire l'effet d'un électrochoc salutaire, tant la corruption est grande dans la vie politique et administrative en Inde. Mais l'Inde n'a pas été jusqu'à présent directement mise en cause.

L'opposition anrait, à coup sûr, pu choisir un meilleur terrain : au fur et à mesure qu'il s'est renforcé ces dernières années, le pouvoir central a pris certaines libertés avec la Constitution et commis des abus.

(Lire la suite page 3.)

« Le Mouvement des forces armées répudie l'instauration du socialisme par les voies de la violence et de la dictature », déclare un long communiqué publié ce samedi 21 juin, dans le matut, par le Conseil de la révolution, à l'issue d'une importante réunion plénière au palais présidentiel de São Paulo. Les militaires — qui sont des modérés — pro-prononcent, passant par les sociaux-démocrates, hostiles à un nouveau renforcement de l'emprise du M.F.A. sur la vie politique portugaise et à la mise à l'écart des partis, l'ont donc, apparemment, emporté sur le petit groupe des officiers gauchistes, au nombre desquels figure le général Spínola de Carvalho, « patron » du Cocon, l'organisation

nisme de coordination des forces de sécurité  
portugaises.

Aucun bouleversement politique n'est annoncé par le Conseil de la révolution. Le communiqué se contente de rappeler l'attachement du M.F.A. au « pluralisme socialiste », qui admet : l'existence de divers courants et de divers partis politiques, même si ceux-ci ne défendent pas clairement certaines options socialistes ». L'interminable réunion de la commission politique du Conseil de la révolution, puis celle du Conseil lui-même, ont donc abouti à une confirmation de la ligne antérieure du M.F.A. (Voir page 2).

La plus grande inquiétude régnait à Londres sur le sort de M. Dennis Hills, le professeur britannique condamné à mort par le général Idi Amin Dada pour l'avoir « insulté » dans un livre, au demeurant non encore publié (le Monde du 21 juin). Radio-Kampala a annoncé, vendredi 20 juin, que l'exécution aurait lieu lundi à 10 heures (heure de Paris), malgré la demande de grâce adressée par la reine Elizabeth au président ougandais. Cette nouvelle a coupé court aux espoirs nés jeudi, après l'acquiescement d'un autre ressortissant britannique, M. Stanley Smolen.

Plusieurs gouvernements, et notamment africains, ont adressé des messages au président Amin pour lui demander d'épargner la vie de M. Hilla.

Après l'annonce, vendredi 20 juin, par Radio-Ouganda, que l'exécution de Dennis Hill aurait lieu le 23 juin, à moins que M. Callaghan ne vienne en personne demander sa grâce au président Amin, des pressions s'exercent en Grande-Bretagne sur le chef de la diplomatie britannique pour qu'il obtienne l'indulgence du Foreign Office. Indiquant, samedi matin, qu'il n'était pas question que M. Callaghan fasse ce déplacement *« sous la contrainte »*, mais que le ministre, se tenait prêt à agir *« dans les plus brefs délais si les circonstances l'exigeaient »*.

Les deux emissaires envoyés par Londres jeudi, porteurs du message de la reine Elizabeth, le général Sir Chandos Blair, ancien commandant du régiment royal de fusiliers africains dans lequel le président Amin s'est connu sergent, et M. Ian Grahame, ancien commandant de la compagnie du sergent Amin, n'avaient pas encore pu, vendredi, rencontrer le chef de l'Etat ougandais. Le président Amin indiqua qu'ils étaient tous deux les hôtes du conseil ougandais de la défense, et qu'ils *« ne traiteraient donc que de problèmes liés à la défense »*.

Le président Amin a précisé que l'exécution de M. Hills aurait lieu dans un endroit appelé « Vallée de la Mort », où vingt-sept soldats soudanais ont été exécutés les 12 et 13 février 1972. Rumeurs qui étaient muées, il faut le dire, en véritables vérités, furent fusillés par les Britanniques en 1898.

Le gouvernement a recommandé, dans un communiqué publié le vendredi 20 juin par le ministre de l'économie et des finances, aux propriétaires de logements non régis par la loi de 1948, de limiter à 7,5 % les augmentations de loyers pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1975 et le 30 juin 1976. La S.C.L.C. (Caisse des dépôts) devrait réexaminer l'augmentation annoncée de 15 % des loyers au 15 juillet et des cent vingt mille logements qu'elle gère.

« C'est un effort important qui est demandé aux propriétaires », a déclaré, vendredi 20 juin dans la soirée, M. Jean-Pierre Fourcade en commentant cette « recommandation ».

Ce «vœu» s'applique à tous les loyers : que ce soit ceux des immeubles d'habitation ou à usage mixte (professions libérales), qu'il s'agisse du secteur libre, du secteur social, du secteur primé.

L'ell fixé sur l'indice des prix. M. Faurcade cherche par tous les moyens à juguler une inflation qui reste .7wa. Au blocage des marges de certains commerçants sur un certain nombre de prix de produits de grande consommation, il ajoute maintenant la limitation de la hausse des loyers. sans doute l'annonce, vendredi matin, par la Société civile immobilière de la Calais des dépôts (S.C.I.C.) d'une hausse de 15 %, le 15 juillet, des loyers de 120 000 des 14 000 logements de cette société, a déjà incité R. de Rivecourt à brusquer les choses. On pouvait craindre l'escalade. Dans la soirée, la S.C.I.C. précisait qu'« elle tiendra compte bien entendu des recommandations du gouvernement lorsqu'elle en aura pris connaissance ».

Quant au taux de 7,5 % retenu, il est le même que celui qui sera appliqué le 1<sup>er</sup> juillet pour les loyers régis par la loi de 1948 à l'exception de catégorie 4, dont les loyers resteront bloqués (le Monde du 19 juin).

M. Fourcade a précisé que le gouvernement a « *choisi d'agir par la voie de la recommandation* » — et non de la déclaration autoritaire — car l'évolution des loyers au cours de l'année 1974 a été « *assez régulière* ». Ceux-ci sont invités à apporter une contribution significative à la lutte contre l'inflation ». Reste à savoir si tous les propriétaires — qui subissent comme tout le monde une inflation de 7 à 10 % — pourront résister au désir du gouvernement. Certains ne seront-ils pas tentés de ne pas rattraper par des hausses importantes sur les charges ? Enfin, à un moment où le secteur du bâtiment connaît une crise grave, une telle mesure ne risquerait-elle pas d'aggraver la situation de nombreux investisseurs potentiels ?

De nombreux gouvernements étrangers sont intervenus pour empêcher l'entrée de Kampala, le ministre libérien des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur du Burundi, et le ministre soudanais de l'éducation, sont arrivés à Kampala avec des messages de leurs gouvernements. Le président Habib Bourguiba a adressé au président Amin une lettre dans laquelle il déclare notamment : « En épargnant la vie de cet homme, vous accomplirez un geste que recommande le prestige de l'Afrique, terre de tolérance et de fraternité. » Les gouvernements norvégien, danois, suédois, finlandais et islandais, ainsi que le Parlement de Strasbourg, ont envoyé des messages. Au Caire, le journal *Al Ahram* écrit que l'arrestation et l'expulsion de Kampala « ont été le résultat d'une médiation égyptienne ».

Dans la capitale ougandaise, le surintendant de police Sylvester Magoma, principal témoin à charge dans le procès de M. Stanley Smolen, qui a été acquitté jeudi après avoir risqué le peloton d'exécution pour stockage d'huile de table, a été arrêté. Sur ordre du président Amin, il sera jugé par un tribunal militaire et exécuté s'il est reconnu coupable.

Si la Fête des Tuileries tente d'animer les Nuits de Paris, derrière des grilles et des guichets, avec des manèges, du cirque et de la barbe à papa, ce week-end est placé sous le signe de la gratuité.

L'Orchestre de Paris devait s'installer — dans la mesure où le temps ne s'y oppose pas — sur un podium, place de la Concorde, pour interpréter ce samedi la « Neuvième symphonie », de Beethoven, sous la direction de Daniel Barenboim. Répétition à 19 heures ; concert à 21 heures.

Entrée libre également dimanche soir, autour du même podium, pour une soirée de variétés patronnée et retransmise par Antenne 2, qui devait s'achever par un bal (Antenne 2 organise également un récital de Serge Lama, à 21 h. 30, mais il a lieu dans l'enceinte des Tuileries, pour un prix d'entrée de 10 F).

En marge de ces « fêtes de l'été », les admirateurs de Stockhausen pourront assister à une seconde exécution de « Sternklang », au parc de Saint-Cloud, du côté de la Mare-aux-Biches!

Dans une clairière du parc de Saint-Célaud, pas facile à trouver, c'était, vendredi soir, la première partie de la « *musique électronique sidérale* » de Stockhausen. Cinq podiums sont disposés en étoile sous les arbres, à une centaine de mètres d'un percussionniste central, donnant régulièrement les temps communs, sur un podium central, aux cinq groupes de musiciens. Ils chantaient, haletaient, répétaient et variaient des formules simples sur leurs instruments, traditionnels ou électroniques, amplifiés par des batteries de haut-parleurs. Des porteurs de torches couraient pour transmettre les messages musicaux d'un groupe à l'autre, dans le chaud. On écoute couché dans l'herbe douce ou assis sur des arbres adossés, attendant en vain d'être « immergé dans le Tout cosmique » ; quelques couples enlacés sont seuls dans les étoiles.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 18.)

**JACQUES LONCHAMIN**  
(Lire in suite page 18.)

La révolution portugaise est maintenant placée devant un choix qui aggrave toute la vie du pays : *démocratie populaire ou populisme militaire* ? Aucun aspect particulier de la vie sociale ne peut en ce moment être considéré pour lui-même. La question du pouvoir comme tout, même si, comme toujours, elle met en jeu forces sociales et choix économiques autant que capacités militaires et contraintes internationales.

Mais il ne s'agit pas de choisir entre deux figures entièrement opposées, et le moment n'est pas venu où la violence violente pourrait se résoudre en conflit ouvert. Bien au contraire. Les principaux acteurs politiques sont unis par deux idées

par ALAIN TOURAINE (\*)

simples et fortes : il faut poursuivre et accélérer la rupture avec le régime antérieur et cette rupture doit conduire à une transformation fondamentale du pouvoir économique et social. Bien souvent, en particulier chez les officiers chargés de la « dynamisation culturelle », le langage militant l'emporte sur tout autre.

Ce n'est donc pas entre la réputation et ses adversaires, ou même entre le socialisme démocratique et les forces dominantes du M.F.A., que

(\*) Directeur à l'Ecole pratique des hautes études.

se situe l'enjeu du problème actuel. C'est entre des hommes très proches les uns des autres, agissant ensemble au Conseil de la révolution et à l'assemblée du M.F.A. C'est au sommet que se joue la partie. Non pas que les forces sociales ne soient pas à l'œuvre; les initiatives sont nombreuses, la richesse des luttes sociales est grande, mais chacun doit savoir que l'enjeu du débat politique actuel décidera du sort de ces mouvements de base.

L'évolution la plus facile à concevoir conduit vers une fusion de plus en plus grande de l'appareil communiste et du mouvement militaire, au point de faire entrer le Portugal dans le camp socialiste.

La politique du P.C.P. consiste avant tout à s'identifier au mouvement militaire.

(Lire la suite page 2.)

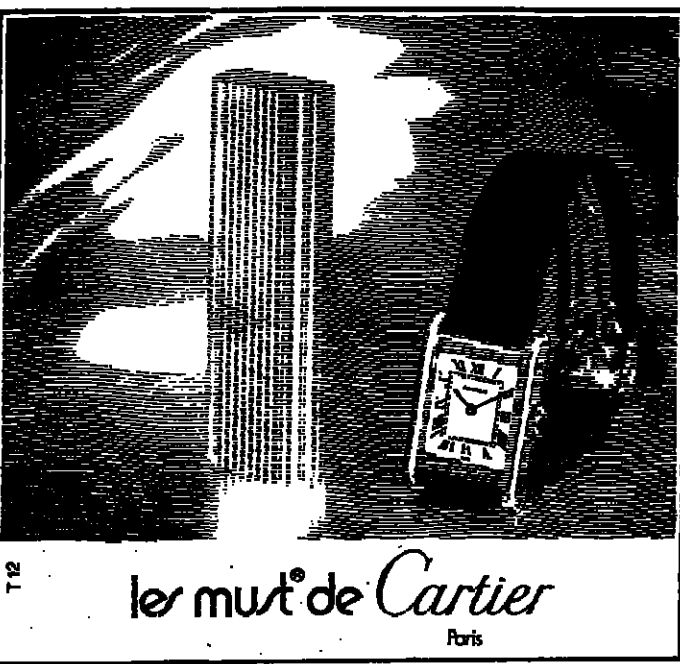
## AU JOUR LE JOUR

## COMPARATIF

Que le Mouvement des forces armées veuille faire du Portugal un Etat pluraliste, cela part d'une bonne intention, mais il faut être prudent quand on manie les degrés de comparaison. Le mieux est souvent l'ennemi du bien.

Pluraliste n'est en somme jamais qu'un comparatif unitaire. Au-delà du comparatif, il y a le superlatif. Or le superlatif, en l'occurrence, c'est le maximalisme.

**ROBERT ESCARPIT.**



## EUROPE

## Entre la démocratie populaire et le populisme militaire

(Suite de la première page.)

L'affiche du M.F.A., notamment, montrant côte à côte un soldat et un paysan est aussi placardée sur les murs des villes au nom du P.C.P. Mais il est difficile de parler seulement de soutien résolu et enthousiaste à un mouvement militaire de libération nationale et sociale. Le P.C.P. avait forgé dans la clandestinité un appareil de grande qualité, dont les militants ont souffert de dures persécutions et n'ont eu d'autre appui pendant l'interminable dictature que le parti lui-même. Cet appareil s'est parfois imposé très vite ; le plus souvent il a repris progressivement le contrôle des mouvements de base, surtout dans les usines et les quartiers. L'emprise du P.C.P. sur les moyens d'information n'est pas complète : l'affaire de República, sous tous ses aspects, vient de le montrer — mais elle est très nettement prédominante.

La 5<sup>e</sup> division de l'armée, celle de la direction idéologique, est d'orientation pro-P.C.P. et le centre de sociologie militaire, dont le but est de donner une formation politique aux militaires, est dirigé par une très forte personnalité dont les liens avec le P.C.P. ne sont contestés par personne. Au cours des dernières semaines, le mot de démocratie populaire est ouvertement écrit et prononcé. Face aux difficultés économiques qui s'annoncent, la bataille de la production actuellement engagée annonce une politique centrée sur le développement de l'effort industriel et sur une indépendance plus grande à l'égard du monde capitaliste industriel.

On commence à parler d'austérité, de discipline, à juger sévèrement certaines grèves. Les communistes affirment constamment leur solidarité avec l'Union soviétique et les pays socialistes. Ils connaissent les réserves des partis italien et espagnol à leur égard. Mais ils sont engagés, au sortir de la dictature et de plusieurs crises graves, dans une voie jacobine qui conduit directement et rapidement à l'entrée dans le camp socialiste. Peut-être des obstacles obligent-ils à ralentir ou à limiter cette marche. On imagine difficilement qu'elle ait désormais un autre but.

Ce rôle éminent du P.C.P. n'est-il pas normal dans ce pays capitaliste stérile, forcé par un Etat à la fois dictatorial, colonisateur et responsable du faible développement économique du pays ? Le blocage politique et idéologique associé au retard de la production ne définit-il pas la situation où se forment des partis léninistes, c'est-à-dire où les mouvements sociaux sont subordonnés à la conquête d'un pouvoir d'Etat à la fois autocratique et en crise ?

Le Portugal, parce qu'il appartient à l'Europe, connaît, à Porto plus qu'à Lisbonne, une tradition républicaine et socialiste. Mais combien plus visible l'autre aspect de la société portugaise qu'il vient d'évo-

### LE M.F.A. N'ADMETTRA AUCUNE « ORGANISATION CIVILE ARMÉE », annonce le Conseil de la révolution.

Lisbonne (A.F.P.). — « Le pluralisme socialiste consacré par l'accord constitutionnel signé (en avril dernier) par les partis et le Mouvement des forces armées admet l'existence de divers courants d'opinion et partis politiques, même si ceux-ci ne défendent pas clairement certaines options socialistes », déclare le communiqué publié ce samedi 21 juin dans la matinée par le Conseil de la révolution portugais.

« Le M.F.A. répudie l'instauration du socialisme par les voies de la violence et de la dictature », indique encore ce document. Le Conseil de la révolution déclare que le M.F.A. s'appuiera sur les partis qui, « par leur programme et leur action politique démontreront qu'ils portent un intérêt réel à l'adoption et à l'exécution des mesures concrètes nécessaires à la transition vers le socialisme ».

Le M.F.A., précise le document, « n'admettra pas les organisations civiles armées, organisées ou non partisans ». Toutefois, ajoute-t-il, « les organisations populaires pourront exercer des tâches de protection des centres vitaux à la demande et sous le contrôle du M.F.A. en cas d'urgence nationale ».

Le M.F.A. « est décidé à agir directement et efficacement contre les correspondants de presse étrangers qui abusent de l'hospitalité portugaise, envoient des informations fausses ou dénaturées portant intentionnellement préjudice à l'image du Portugal dans le monde ». Une législation révolutionnaire pourrait être publiée à ce sujet, déclare le communiqué du Conseil de la révolution.

quer : la dictature, la crise coloniale, le retard économique, l'absence prolongée d'expérience et d'information démocratiques. Et personne ne peut oublier les menaces qui pèsent sur la révolution : le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975 ne sont les étapes principales de l'évolution du nouveau régime que parce que ces dates ont été celles de grands périls.

Si l'avenir du Portugal ne devait se décider qu'entre éléments socialistes et communistes, l'issue ne serait guère douteuse. Les socialistes, il est vrai, ont remporté de grands succès : ils ont des appuis importants dans les catégories populaires comme dans la petite bourgeoisie. Ils progressent dans beaucoup d'élections syndicales. Mario Soares est un orateur passionné et convaincant. Mais comment, après la dictature, un régime militaire, dans lequel l'appareil communiste est plus fort que tout autre, pourrait-il conduire à un socialisme reposant sur des mécanismes de représentation parlementaire ? Ce n'est pas la « société civile » qui commande ici : c'est l'Etat. Le parti communiste est lui-même beaucoup plus puissant comme pouvoir politique qu'comme force sociale.

Le parti socialiste se bat sur la défensive, pour maintenir une certaine ouverture politique, préserver un avenir, éviter la mainmise absolue de son adversaire communiste sur toute la vie nationale — comme déjà sur l'intersyndicale et bien d'autres centres de pouvoir. Sa présence et son influence sont des éléments essentiels de la situation portugaise, mais ne suffisent pas à définir une issue socialiste à la crise présente.

Mais rien n'est plus évidemment faux que de réduire le Portugal à l'affrontement des socialistes et des communistes. C'est oublier l'acteur le plus visible et jusqu'ici le principal : le Mouvement des forces armées, dirigé maintenant au sommet par le Conseil de la révolution, et à côté de lui par l'assemblée du M.F.A., auquel participent soldats et sous-officiers au même titre qu'officiers. Car la révolution fut d'abord un coup d'Etat, et ce sont de jeunes officiers qui ont préparé et réalisé le renversement, militaire de la dictature.

Beaucoup d'entre eux n'avaient guère de formation politique. C'est la

guerre coloniale et à travers elle les mouvements de libération nationale, en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Angola qui les ont éveillés à la conscience politique et sociale. D'ailleurs, ils ont ramené l'idée d'une armée de libération nationale. Ils n'ont cessé de pousser la révolution en avant et de lutter contre les puissances d'argent. Comme certains officiers latino-américains, ils se méfient des partis, des jeux politiques, et veulent en appeler directement au peuple. Certains, comme l'amiral Rosa Coutinho, qui appuya de toutes ses forces le M.P.L.A. progressiste d'Agostinho Neto en Angola, ont pensé à une organisation politique du M.F.A. Le général Otelo Saraiva de Carvalho a souvent parlé avec mépris des partis. Le célèbre régiment RALI, visé par la tentative de coup d'Etat du 11 mars, affiche une orientation révolutionnaire.

### Le gauchisme

Parler d'une tendance gauchiste serait bien insuffisant. Il existe des mouvements gauchistes non seulement dans les universités — surtout à Lisbonne — mais aussi dans le secteur économique, en particulier dans des entreprises modernes. La plus active est le P.R.P.-B.R. Mais, au cours des derniers mois, le rapport des forces politiques leur était défavorable. Le G.C.P. récolte souvent ce qu'ils ont semé.

Les officiers qui sont le plus sensibles à une ligne révolutionnaire se sentent d'ailleurs à la fois proches et éloignés de l'action du P.C.P. Et si le premier ministre, Vasco Gonçalves, a été le plus souvent considéré comme très proche du P.C.P., il est vrai aussi que beaucoup d'officiers « populistes » le considèrent comme leur guide et lui sont personnellement attachés. Parmi les cadres du M.E.S., mouvement socialiste de gauche, relativement peu nombreux mais influents, l'hésitation entre la ligne communiste et la ligne populiste est si constante et la définition de leur desaccord avec la première si vague qu'on peut penser qu'ils préféreraient appuyer le P.C.P. plutôt que de faire courir un risque quelconque à l'orientation socialiste de la révolution.

Le gauchisme n'a donc d'importance que parce qu'il est associé à une force militaire et même à un

### Portugal

possible bonapartisme. La police a perdu le pouvoir qu'elle avait du temps de la dictature, une grande partie de l'armée ne suit plus une discipline militaire stricte. Mais il existe les troupes du GORCON, ou plutôt ce que chacun désigne de ce nom, c'est-à-dire une garde pré-torienne de cinq mille hommes environ, à la tête de laquelle se trouve le général Otelo Saraiva de Carvalho.

L'importance de ce populisme militaire s'explique aussi par l'état de la société portugaise. Société dominée par un Etat fort, mais aussi société sous-développée où la bourgeoisie nationale est faible et la classe moyenne nombreuse, où la classe ouvrière n'est qu'une fraction limitée du « peuple » urbain. Situation d'autant plus proche de l'Amérique latine que le Portugal a été de plus en plus occupé par des entreprises multinationales à technologie élevée, peu industrialisées et que la guerre coloniale a contribué à lui faire jouer un rôle d'intermédiaire entre les pays capitalistes, où il exporte ses textiles, son vin ou son liège, et l'Afrique, où il s'efforçait à maintenir son joug colonial. N'est-ce pas cette situation, où les classes sociales semblent noyées dans des classes moyennes et populaires « marginales » sous-employées et sous-productives, qui a produit en Amérique latine ou dans le monde arabe les mouvements populistes souvent à direction militaire ?

### Les conditions du choix politique

La crise actuelle n'est profonde que parce qu'elle mobilise l'un contre l'autre — mais aussi l'un avec l'autre — le passé — les deux versants d'un mouvement révolutionnaire. Ailleurs, dans l'Europe méditerranéenne, se cherchent des compromis entre le parti communiste et les institutions représentatives. Au Portugal, il n'existe que des rapports de forces, entre un appareil politique et une force militaire, mais à l'intérieur d'un mouvement révolutionnaire qui unit l'un et l'autre dans une commune volonté de transformation de la société et dans une commune méfiance à l'égard des mécanismes de la démocratie représentative.

### Grande-Bretagne

## Malgré son plan de contrôle des salaires Le gouvernement accorde aux cheminots les 30 % d'augmentation qu'ils réclamaient

Pour la troisième fois en une semaine, le premier ministre, M. Harold Wilson, a réuni, vendredi 20 juin, son cabinet dans sa résidence campagnarde de Chequers pour étudier la situation économique. Le chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, a présenté un plan qui fixerait pendant un an un plafond de 5 à 8 livres par semaine pour les augmentations de salaires. Mais ce projet de contrôle des salaires se heurte à l'opposition d'une grande partie des travaillistes et des syndicalistes. Il devra être approuvé par la confédération des syndicats et celle de l'industrie, dont les discussions se poursuivent. Vendredi soir, le gouvernement a accordé finalement aux cheminots les 30 % d'augmentation de salaire qu'ils exigeaient.

De notre correspondant

Londres. — La grève des cheminots, qui devait commencer, dimanche soir 22 juin, n'aura pas lieu. Capitulant une fois de plus devant les menaces judiciaires, la direction des chemins de fer nationaux, a accordé l'augmentation de salaires de 30 % qui lui était demandée.

Le syndicat de la Fédération nationale des cheminots (NUR), est d'autant plus spectaculaire que le gouvernement avait déjà révoqué la sentence d'arbitrage qui recommandait une augmentation de 27,50 %.

Les cheminots avaient maintenu leur revendication initiale en invoquant le fait que d'autres catégories de travailleurs, les mineurs notamment, avaient déjà obtenu près de 30 %.

Le syndicat a seulement consenti quelques aménagements destinés à sauver la face des dirigeants des chemins de fer : une partie des augmentations (2,5 %) ne sera payée qu'à partir du mois d'août. Les deux autres organisations syndicales (employés et conducteurs de locomotives), qui avaient accepté la sentence d'arbitrage, vont bénéficier, elles aussi, des avantages accordés à la NUR.

Le gouvernement ne paraît cependant pas disposé à accorder ses subventions aux chemins de fer pour couvrir la nouvelle hausse des salaires. Les tarifs, qui ont déjà augmenté de 17,5 % cette année, devraient encore subir en automne une nouvelle hausse de 15 %. Celle-ci sera sans doute plus importante que prévu. La direction des chemins de fer devra également envisager des compressions de personnel qui risquent d'entraîner, selon elle, une « détérioration du service ».

poursuivent entre le cabinet de M. Wilson, la confédération des syndicats et la confédération patronale de l'industrie en vue de conclure un nouveau contrat social, qui ramènerait la hausse des salaires aux alentours de 10 % par an, l'issue du conflit des chemins de fer n'inclut pas à l'optimisme.

JEAN WETZ.



DES ETUDES A 1300 m.  
LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL  
BEAU-SOLEIL  
A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m<sup>2</sup> : natation, tennis, patinage, ski, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation année scolaire 1975-1976, écrire à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL  
VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL. : 79.41.25.321.54

### Espagne

## Le gouvernement rapporte la mesure d'interdiction de séjour prise contre le comte de Barcelone

Le gouvernement espagnol a rapporté la mesure d'interdiction de séjour prise à l'encontre du comte de Barcelone (le Monde, du 21 juin). Il est désormais simplement « recommandé » au père du prince Juan Carlos de ne pas rentrer en Espagne.

Sept militants basques accusés d'avoir volé 2 tonnes et demi de dynamite sur un chantier, à Hernani, en Guipuscoa, le 31 janvier 1973, ont été condamnés, le 20 juin, à de lourdes peines de prison par un tribunal militaire à Burgos. MM. José María Yarz, Miguel Lascurain, Lorenzo Egula et Manuel Michelena ont été condamnés chacun à vingt-huit ans de détention, et

MM. Manuel Irujo, Fernando Elizaguirre et Maria Zabillaga respectivement à vingt, dix et trois ans. Un économiste de renom, procoeur d'une démocratie d'Espagne, M. R. Tamames, a d'autre part été arrêté le jeudi 19 à Madrid.

Le nouveau ministre du Mouvement national M. José Solís Ruiz, prêtant serment devant le premier ministre, a déclaré le 20 juin : « C'est le dénominateur commun à l'opposition — excusés les extrémistes intransigeants — ne doit pas oublier que la patrie a besoin d'eux et qu'elle peut la servir, même avec leur non-concurrence, aux côtés de tous les autres Espagnols ».

### Une « gaffe » du Caudillo ?

De notre correspondant

La décision. Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi la décision d'interdiction de séjour prise contre le comte de Barcelone, quarante-cinq mille télégrammes de sympathie avaient été adressés à la résidence de don Juan. Est-ce une « gaffe » du Caudillo ?

Quant au quotidien monarchiste madrilène ABC, il a réalisé une nouvelle volte-face en publiant, le 20 juin, un éditorial intitulé « Cela non plus ! », où l'on peut lire : « Il convient de ne pas oublier que don Juan de Bourbourg, plus encore que le chef de nation royale d'Espagne, est le père du prince d'Espagne. Il a le droit de tout, pour le présent et pour l'avenir, que soit facilitée au maximum les relations et la cordialité entre l'Etat et l'extérieur ».

La décision prise par le général Franco, peut-être dans un moment de mauvaise humeur, a été révoquée, probablement par Caudillo lui-même, revenu à plus de sérénité. Cet épisode fait apparaître un nouvel aspect de la personnalité du général Franco : peut-être dû à l'âge. Jamais jusqu'alors le chef de l'Etat espagnol n'avait pris de décision impulsive. Encore moins il était-il arrivé de revenir sur un de ses décisions.

De sources proches du prince Juan Carlos, on indique que celui-ci, malgré l'inconfort d'une situation où il devait choisir entre la fidélité à son père et celle qu'il doit au général Franco, est demeuré serin. L'opinion publique, après avoir douté de lui, reconnaît maintenant qu'il a donné une leçon de contrôle de soi.

JOSÉ ANTONIO NOVAES.

suprême de



# DIPLOMATIE

Après la visite en Pologne du président de la République

## Paris et Varsovie doivent devenir des « partenaires exceptionnels »

ESTIME M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing est rentré vendredi à Paris à l'issue d'un voyage de trois jours en Pologne. Avant son départ, il a déclaré à une conférence de presse que sa visite avait été « une étape très positive dans ce qui est une très longue histoire ». Dans le domaine bilatéral, a-t-il dit, les textes signés devant être la volonté des deux parties de devenir « partenaires exceptionnels ».

Dans le domaine international, M. Giscard d'Estaing s'est déclaré favorable à la proposition

de M. Brejnev de tenir, le 22 juillet, la troisième phase de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. « Il faut naturellement, a-t-il dit, pour que cette date puisse être tenue, que s'accroissent les derniers travaux de la conférence. La France est prête à participer à cette accélération et à cette conclusion. Au sujet des relations entre Bonn et Varsovie, il a dit que « la France comprend les motifs humanitaires qui sont à l'origine de la position de la Pologne » sur la question des dédommagements.

### De notre envoyé spécial

Particulier, le taux d'intérêt appliqué serait assez proche de celui du marché mondial.

Dans le domaine du charbon, les achats français devaient s'élever progressivement à 4 millions de tonnes en 1983. En contre-partie, la France a consenti à la Pologne des crédits d'un montant non précisé, destinés à l'acquisition de produits semi-finis et de biens d'équipement, notamment en vue d'accroître la capacité de production des industries extractives. Cet accord a long temps — et c'est là l'un de ses intérêts — devrait servir d'exemple à des accords similaires pour d'autres matières premières : cuivre, soufre, potasse. Pour le cuivre, les Polonais auraient proposé d'assurer des livraisons annuelles d'un volume de 25 000 tonnes pendant quinze ans.

Exemplaire est aussi la déclaration sur la coopération culturelle et les échanges humains adoptée par les deux parties à plusieurs reprises, ce document insiste sur la nécessité de faciliter sur le plan individuel ou collectif, public ou privé, les mouvements et contacts entre personnes, institutions et organismes des deux pays, y compris les échanges de jeunes. Le côté français, d'autre part, obtient une figure de disposition prévoyant de « favoriser une meilleure adaptation des importations de biens culturels aux besoins publics concernés ». Cette formulation quelque peu barbare recouvre notamment un problème

très simple, qui est celui du choix des livres introduits dans chacun des deux pays par les voies officielles. A cet égard, le document franco-polonais représente un progrès par rapport aux dispositions retenues jusqu'à présent à la conférence sur la sécurité et la coopération à Genève.

Enfin, sur le plan politique, l'adoption d'une charte des principes de la coopération donne à l'exemplarité des relations entre Paris et Varsovie un caractère solennel. Outre M. Giscard d'Estaing, a invité le chef du gouvernement polonais, M. Jaruzelski, à venir prochainement en France.

## La « charte des principes » de la coopération

La « charte des principes de coopération amicale entre la République française et la République populaire de Pologne », déclare notamment :

« 1) Les deux parties se conforment aux dispositions de la charte des Nations unies et fondent leurs relations mutuelles sur le respect absolu des principes suivants : égalité souveraine ; respect des droits inhérents à la souveraineté ; non-recours à la menace ou à l'emploi de la force ; inviolabilité des frontières ; intégrité territoriale des Etats ; règlement pacifique des différends ; non-intervention dans les affaires intérieures ; respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; égalité des droits des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; coopération entre les Etats ; exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international.

« 2) Conscientes de l'importance des consultations entre les Etats et soucieuses de contribuer pour leur part au renforcement de la paix en Europe, les deux parties déclarent que leur coopération politique a à tous les niveaux devra être sans cesse approfondie et élargie dans l'esprit des dispositions de la déclaration du 8 octobre 1972 sur l'amitié et la coopération entre la République française et la République populaire de Pologne. Des consultations politiques entre les deux gouvernements se tiendront, en principe, une fois par an, au niveau des ministères ou de leurs représentants, indépendamment des échanges de vues pouvant avoir lieu à tout moment entre représentants diplomatiques. En outre, des rencontres spéciales pourront être organisées au niveau approprié chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Ces consultations devront permettre non seulement d'échanger des vues sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, mais aussi de rechercher, le cas

échéant, la possibilité d'initiatives concertées.

« 3) Les deux parties, dans la ligne des efforts poursuivis qu'elles ont déployés de longue date pour favoriser l'évolution positive de la situation en Europe, agissent de manière à approfondir et consolider la détente que le continent européen pour lui donner un caractère durable. A cet effet, elles s'appliqueront sans relâche à mettre en œuvre les résolutions de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (...).

« 4) Se félicitant de ce que la détente contribue à la création de conditions plus favorables au règlement des problèmes économiques, les deux parties conviennent d'œuvrer activement et communément au développement et à l'approfondissement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique, sur la base de l'accord décennal signé à Paris le 5 octobre 1972, ainsi que du nouvel accord quinquennal de coopération économique et du programme décennal signé ce jour à Varsovie. Elles s'efforceront de mettre pleinement à profit toutes les possibilités de cette coopération, notamment dans la coopération industrielle, et rechercheront des formes nouvelles de développement assurant une ré-

procité effective et mutuellement avantageuse (...).

« 5) Les deux parties déclarent qu'une place de choix dans leurs relations devra être réservée à la coopération culturelle et aux contacts entre les ressortissants des deux pays, afin de rapprocher davantage les peuples français et polonais qu'unissent tant de liens traditionnels (...).

« 6) Il va de soi que la présente charte ne porte nullement atteinte aux engagements des deux parties résultant d'accords conclus par elles antérieurement. Les deux parties sont convaincues que la mise en œuvre de cette charte dans toutes ses dispositions permettra de renforcer les liens d'indivisible amitié entre la France et la Pologne et contribuera à accélérer le processus de détente et d'amélioration des relations internationales en Europe et dans le monde.

« Elles expriment l'espoir que tous les Etats européens indépendamment de leurs systèmes politiques, économiques et sociaux et, le cas échéant, de leur appartenance à des systèmes d'alliance, s'inspireront à leur tour, dans leurs relations, des principes énoncés dans la présente charte. »

## Vers un triplement des échanges en cinq ans

De gros contrats en suspens pour le secteur privé, des crédits importants mis dans la balance, des achats de charbon qui croissent jusqu'en 1982, un accord quinquennal, un programme décennal d'échanges... La liste est longue des projets et des promesses qu'on échangeait Polonais et Français à Varsovie. Mais les premiers bilans sont souvent trompeurs : quand arrivent les commandes, une différence apparaît entre espoirs et réalisations. Mais les firmes françaises sont durement concurrencées par des sociétés étrangères et les jeux sont loin d'être faits.

Les nouvelles livraisons de charbon polonais (troué aux centrales de l'E.D.F., mais aussi à la sidérurgie. Les achats d'E.D.F., qui sont actuellement de 1,2 million de tonnes par an, passeront annuellement à 2 millions de tonnes, et cela jusqu'en 1982. A partir de cette date, les achats d'E.D.F.

diminueront de 250 000 tonnes par an pour passer vers 1990. La sidérurgie, quant à elle, importera 1,6 million de tonnes par an jusqu'en 1982, puis 2,5 millions de tonnes annuelles de 1983 à 1991. Au total, les achats français devraient s'élever à 4 millions de tonnes en 1983.

Le programme commun publié vendredi à Varsovie à l'issue de la visite de M. Giscard d'Estaing indique que la France et la Pologne doivent tripler leurs échanges commerciaux au cours des cinq prochaines années. Actuellement, ceux-ci sont très déséquilibrés, la Pologne achetant beaucoup plus à la France qu'elle ne lui vend. Le déficit a atteint 443 millions de francs en 1973 et 413 millions de francs pour les seuls dix premiers mois de 1974. Outre un accord quinquennal de coopération économique, un programme décennal mis au point par les deux pays énumère une série de projets industriels polonais qui pourraient intéresser des firmes françaises. C'est probablement à partir de ces projets que les industriels français devront choisir puis programmer les efforts qu'ils comptent faire pour conquérir le marché polonais ou y consolider leurs positions au cours des prochaines années. — A. V.

## ASIE

## La Cour suprême de l'Inde examine l'appel de Mme Gandhi

Suite de la première page.

as abus, la Cour suprême s'est pas fait faute de dénoncer, au point que les tensions entre les pouvoirs exécutif et judiciaire s'étaient beaucoup détériorées en 1970 (l'abolition par la Cour suprême de la nationalisation de cinquante entreprises et de la décision laissant les droits et privilèges maharajahs) puis en 1973 (annulation de dispositions législatives autorisant la détention préventive, notamment de révo-

l'opposition. Trois juges plus âgés que M. Ray, et qui pouvaient prétendre à la présidence de la cour, donnèrent leur démission. L'avis politique de Mme Gandhi — celui, peut-être, de l'Inde — « reprend maintenant de l'attitude de cet homme. »

C'est une situation très compliquée. Des aspects politiques, juridiques et des mutations de personnes sont imbriqués, a déclaré un juriste indien. Mais il est clair que le premier ministre, qui avait pourtant accepté la démission de son ministre de la sidérurgie, M. Chandra Reddy, coupable lui aussi d'avoir porté atteinte aux lois électorales, n'a pas l'intention de quitter le pouvoir. « Nous avons encore tant de choses à faire », a-t-elle déclaré après avoir pris connaissance du jugement d'Allahabad. C'est dans l'épreuve — elle l'a prouvé au moment de la crise du Bangladesh — que la fille de Nehru montre le plus de caractère.

firmes ne plus reconnaître Mme Gandhi comme premier ministre, réclame sa démission et appelle la population à manifester.

Cette opposition comprend des personnalités — dont M. Desai — que Mme Gandhi élimina du Congrès en 1969 ; elles n'ont cessé, depuis, dans un esprit de revanche, de chercher à discréditer le chef du gouvernement, non seulement en contestant la validité de certaines de ses décisions, mais aussi en l'accusant de conduire — en « dictateur » — le pays au communisme.

En outre, un vieil héritier spirituel du mahatma Gandhi, M. Jayaprakash Narayan, est parti en croisade contre la corruption des dirigeants. Le courant gandhien ne compte plus aujourd'hui que quelques poignées de fidèles. Mais le nom de Gandhi et la référence aux valeurs dont l'apôtre de la non-violence se réclamait gardent une certaine résonance. Et, pour les adversaires du premier ministre, toutes les occasions sont bonnes de lui porter des coups. M. Narayan devient peu à peu, sur le plan national, comme

M. Desai l'a été au Goudjerat, le fédérateur de courants contestataires et des principaux mouvements d'opposition (à l'exception du parti communiste pro-soviétique). Le rassemblement hétérogène qu'il anime réunit des éléments provenant des troupes de choc de l'extrême droite ultra-nationaliste hindouiste — les forces les plus conservatrices, sinon réactionnaires du pays, — les représentants de propriétaires fonciers, des communistes marxistes (indépendants de Moscou et de Pékin), des jeunes aussi, avides de changement. Le seul dénominateur commun de ces tendances, qui comptent des partisans d'une mise en veilleuse de la démocratie parlementaire et de l'instauration d'un régime présidentiel autoritaire, est leur farouche détermination d'écarter Mme Gandhi du pouvoir. Mais celle-ci bénéficie encore du soutien inconditionnel des trois quarts des membres du Parlement central. Le Congrès et le P.C.I. viennent d'ailleurs d'appeler « les masses » à se mobiliser pour faire échouer « les bruts socialistes de la réaction ».

GERARD VIRATELLE.

Selon M. Schlesinger

## Les Soviétiques déploient plusieurs modèles de fusées à ogives multiples

Washington (A.F.P., A.P., Rويتر). — M. Schlesinger, secrétaire américain à la défense, a donné des précisions, vendredi 20 juin, au cours d'une conférence de presse au Pentagone, sur les progrès réalisés à l'heure actuelle par l'U.R.S.S. dans la modernisation de ses fusées stratégiques intercontinentales, dont trois nouveaux types sont dotés désormais, selon lui, de têtes nucléaires multiples (MIRV).

Le secrétaire américain à la défense a indiqué que l'U.R.S.S. avait déployé cinquante missiles SS-19, dont chacun avait été testé avec six ogives, dix SS-17 possédant chacun quatre ogives, ainsi que dix SS-18, le missile soviétique le plus puissant, équipé d'une seule ogive.

Cependant, a-t-il dit, lors des essais qu'ils ont effectués dans le Pacifique au début de ce mois, les Soviétiques

ont lancé au moins sept ogives multiples à l'aide d'un seul missile SS-18, ce qui laisse penser que les progrès de l'U.R.S.S. dans ce domaine ont été plus rapides que prévu.

M. Schlesinger a souligné qu'il ne voulait pas accorder trop d'importance au déploiement des têtes nucléaires intercontinentales soviétiques, qui, a-t-il dit, se déroule plus ou moins comme prévu.

En réponse à une question, le chef du Pentagone a rappelé que les forces américaines disposaient en Corée du Sud d'armes nucléaires tactiques. Il n'a pas caché que leur emploi ne pouvait être exclu dans l'éventualité d'une invasion de ce pays par les Nord-Coréens, en insistant sur les obligations découlant pour les Etats-Unis du traité de défense mutuelle conclu avec la Corée du Sud.

## A TRAVERS LE MONDE

### Brésil

● ACCUSE D'AVOIR APPARTENU à l'ESCADRON DE LA MORTE, un ancien politicien, M. Silvio Carneiro, a été condamné, le 20 juin, à Rio de Janeiro, à trente-deux ans de prison pour l'assassinat de deux personnes. — (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

● M. JAMES CALLAGHAN, secrétaire au Foreign Office, est attendu en visite officielle à Rome les 2 et 4 juillet à l'invitation de son homologue italien, M. Mariano Rumor.

### Irlande du Nord

● UN JEUNE CATHOLIQUE de dix-huit ans a été abattu vendredi 20 juin à Belfast, portant à soixante-quatre le nombre des personnes assassinées dans la capitale depuis le début de

l'année, malgré le cessez-le-feu observé par l'I.R.A. provisoire depuis le 9 février dernier.

### Italie

● M. TODOR JIVKOV, président de la République bulgare, est attendu lundi 23 juin à Rome, pour une visite officielle de deux jours. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale qu'un dirigeant bulgare se rend en Italie.

### Zaire

● UNE MISSION AMERICAINE devait arriver, samedi 21 juin, à Kinshasa. Composée de MM. Vance, ancien ambassadeur américain au Zaire, et Oulien, directeur des affaires africaines au département d'Etat, elle est chargée de répondre aux accusations de complot portées à l'encontre de la C.I.A. — (A.F.P.)

Pensez aussi à votre liste de mariage

Pavillons Christofle De Paris

12, rue Royale  
17, Cours de Vincennes - 31, bd des Italiens  
95, rue de Passy - Centre Commercial PARLY II

هكذا من العمل



OUTRE-MER

POLITIQUE

A SAINT-BARTHÉLEMY, AUX ANTILLES

ANGÈLES TIME  
sont entrés en

compétence pour un droit de quai

Après plusieurs semaines de tension et d'agitation, le calme s'est rétabli sur l'île de Saint-Barthélemy. Cette « dépendance », étendue à quelque 250 kilomètres au nord-ouest de la Guadeloupe et rattachée administrativement à ce département français d'outre-mer, peuplée de deux mille cinq cents habitants, blancs dans leur majorité, descendants de colons et de marins bretons et normands.

Les incidents qui s'y sont produits dans la première quinzaine de juin ont provoqué un déploiement considérable de forces de l'ordre : des C.R.S., plusieurs dizaines de gendarmes, des véhicules et du matériel ont été amenés à pied d'œuvre, par mer et par air, provoquant une vive émotion dans la population. Quatre personnes ont été appréhendées, gardées à vue à Basse-Terre (Guadeloupe), puis relâchées.

Les récents événements trouvent leur source dans un désaccord entre l'administration et les commerçants de l'île. Le 17 mars 1974, un arrêté municipal, confirmé le 28 décembre par un arrêté aditif à la loi de finances, instituait un « droit de quai » remplaçant la taxe relative au stationnement des marchandises sur les quais et considérée comme une contribution volontaire au budget communal. (Depuis 1966 un désaccord opposait les commerçants et l'administration communale à propos de l'augmentation de cette contribution.) Malgré les protestations, une commission des commerçants et un recours au tribunal administratif ont été déposés.

Dans un climat d'hostilité croissante aux pouvoirs publics, les deux parties (l'administration préfectorale et la municipalité d'un côté, les commerçants et une partie de la population de l'autre) durcissent leurs positions. D'autres événements interviennent tels que la mutation en Guadeloupe du directeur-économiste de l'hôpital-hospice de l'île, M. Charles Querrard, décision interprétée comme la mesure de représailles de la part de l'administration, du maire, Remy de Haenen, et du médecin-chef de l'hôpital, M. Bernard Poltuna.

Le dernier est « renvoyé » de l'île le 2 juin par trois cents manifestants qui ont cherché à son domicile et le conduisent à l'aéroport. Il reprendra le lendemain de Guadeloupe, même temps que dix C.R.S. et procureur général. Trois personnes ont été arrêtées, et ces arrestations aggravent encore la tension, provoquant la démission de cinq des conseillers municipaux.

L'aéroport est bloqué par les manifestants qui empêchent ainsi le procureur général de repartir pour la Guadeloupe avec les prévenus. L'atterrissage de l'avion amenant de grande île des renforts de forces de l'ordre est rendu impossible. (Les C.R.S. arrivent le lendemain de la Guadeloupe par un bateau de la marine française, le « La Fayette ».)

Les prévenus sont libérés sous pression des manifestants. Ils se font de leur propre initiative le lendemain à Basse-Terre, accompagnés de leurs avocats pour se mettre à la disposition de la justice. Charles Querrard est à son tour arrêté et conduit en Guadeloupe. Une arrestation aura lieu le 9 juin sur un restaurant de Saint-Martin. Le 6 à Francis-Garnier, bateau de pêche basé à Fort-de-France et

équipe pour recevoir des hélicoptères, est arrivé en rade de Gustavia, avec à son bord plus de cent gendarmes, des camions et des jeep... Le port est bloqué, l'aéroport interdit aux avions étrangers (l'île est presque exclusivement desservie par une filiale de la compagnie hollandaise K.L.M., la Winair), le courrier est arrêté pendant quarante-huit heures.

Au nombre des « affaires » qui ont contribué à compliquer la situation figurent aussi : la décision prise par l'administration de déclasser et d'arrêter à 300 mètres du rivage un projet de route donnant accès à une plage, propriété privée de M. David Rockefeller, de même que les polémiques nées à propos de l'installation d'une usine de dessalement d'eau.

L'atmosphère ne commencera à se détendre que, le 11 juin, quand apparaîtra le Francis-Garnier et que les quatre détenus sont libérés (ils restent sous le coup de la loi anticasseurs). Les autorités, en particulier le maire de Gustavia et M. Jacques Le Comec, préfet de la Guadeloupe, ont du mal à renouer les contacts avec la population. Le préfet déclarera aux habitants de l'île : « Toutes les décisions administratives contraires des intérêts particuliers sont immédiatement déniées et entraînées sans aucun examen objectif ni sincérité. Il est scandaleux que ceux qui ont le plus de moyens refusent de contribuer à l'équipement et au fonctionnement des services publics qui sont payés par les autres contribuables du département. En violant un domicile, en agressant des personnes, en empêchant le procureur de la République de mener une enquête, en barrant votre aéroport (...), en faisant de l'intimidation, en terrorisant les gens, ceux qui vous ont entraînés dans cette affaire sont coupables ».

C'est sans doute un tournant décisif qu'a connu, avec ces événements, la vie de Saint-Barthélemy. M. Charles Querrard fait figure maintenant de candidat à la succession de M. de Haenen, personnage haut en couleur, témoin d'une époque à laquelle une nouvelle génération de « Saint-Barth », plus cultivée, plus riche, se sent étrangère. Le préfet a récemment manifesté à M. Querrard son souci d'apaisement et de réconciliation. Sans succès. Demeurent encore dans l'île nombre de gendarmes, inspecteurs et contrôleurs ; et si les risques d'affrontements avec les forces de l'ordre semblent être, à ce jour, écartés, l'affaire n'en est pas terminée pour autant. Son prochain épisode se déroulera dans les bureaux de l'île, puisque des élections municipales complémentaires doivent être organisées.

CORRESPONDANCE

Un effectif habituel de trois gendarmes

Dans une lettre qu'il nous adresse à propos de ces événements, de nos lecteurs, M. Stéphane Lédée, médecin, originaire de Saint-Barthélemy, nous écrit notamment :

Pourquoi ? Pourquoi de telles mesures d'intimidation et de provocation de la part des autorités ? On veut punir la population pour avoir osé contester un arrêté municipal et de demander l'arbitrage de la justice ? (...)

Nous doutons fort que de tels incidents aient pu se produire en un autre lieu de la République française sans soulever l'indignation générale, et l'intervention immédiate des autorités de l'Etat. (...) Malgré toutes les provocations, il n'y a jamais eu de violence avec effusion de sang, de la part des habitants. Le départ de la majorité des gendarmes mobiles a répondu la crise, presque normale, de

l'activité. Il serait heureux que cette petite île retrouve son calme avec son effectif habituel de trois gendarmes. Il serait éminemment regrettable que, du fait de condamnations purement politiques, des jeunes hommes qui ont décidé de servir se voient systématiquement écartés des postes de responsabilité. Une telle attitude ne serait pas compatible avec la politique de renouveau dans laquelle s'est engagé le président Giscard d'Estaing, auquel la population de Saint-Barthélemy a manifesté sa confiance.

[N.D.L.R. : près de 84 % des suffrages au second tour.]

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

MM. Debré et Bas (U.D.R.) évoquent le «drame de la dénatalité»

Vendredi 20 juin, l'Assemblée nationale a évoqué, à l'occasion de questions orales sans débat, les sujets suivants : la ratification de la consultation organisée aux Comores (question de M. Gayraud, P.S., Ande) ; la formule du tiers-payant et les difficultés des assurés sociaux pour encaisser les prestations d'assurance-maladie (M. Garbet, R.I., Eure-et-Loir) ; la situation financière de cer-

tains foyers de jeunes travailleurs (M. Carpentier, P.S., Loire-Atlantique) ; la politique de l'administration centrale de la santé en matière de constructions hospitalières (M. Briane, réf., Aveyron) ; la revalorisation des rentes viagères (M. Chaumont, U.D.R., Sarthe) ; l'amélioration des équipements généraux ruraux (M. André Billoux, P.S., Tarn) ; la situation du personnel de l'office

interdépartemental H.I.M. de la région parisienne (M. Villa, P.C., Paris) ; la réalisation de travaux de décoration dans les constructions scolaires (M. Drouin, réf., Sarthe) et la modernisation des voies navigables à grand gabarit (M. Hamel, R.I., Rhône).

La politique familiale et le déclin démographique ont été évoqués à l'occasion de questions orales sans débat.

Interrogé par M. MICHEL DEBRE (U.D.R., la Réunion), qui évoque « la dénatalité », M. PONCELET, secrétaire d'Etat au budget, reconnaît que, sur le plan démographique, l'année 1973 et surtout l'année 1974 constituent « un tournant dans l'histoire de la population française ». Le port est bloqué, l'aéroport interdit aux avions étrangers (l'île est presque exclusivement desservie par une filiale de la compagnie hollandaise K.L.M., la Winair), le courrier est arrêté pendant quarante-huit heures.

En 1974, 800 000 naissances ont été enregistrées contre 845 000 décès, soit une augmentation de 55 000. En ce qui concerne la situation matérielle des familles, il n'est pas exact, selon M. Poncelet, d'affirmer qu'elle s'est dégradée. « Le développement est tout à fait conscient de la nécessité de revaloriser les prestations familiales, affirmer-t-il, et il convient de dans le cadre de la préparation du septennat, avec le concours des partenaires sociaux, à un règlement global de la politique familiale. Dès la fin du mois de juin,

un conseil restreint doit, par ailleurs, définir les lignes directrices de l'action gouvernementale en faveur des familles. Il apparaît donc préférable au gouvernement d'attendre cette échéance avant d'inscrire la proposition de loi déposée par M. Debré, proposition qui tend notamment à accorder un soutien aux familles d'au moins trois enfants ».

« Nous nous le drame de la dénatalité », répond M. DEBRE, qui ajoute : « Si l'on avait pas les enfants des immigrés, les décès l'emporteraient dès maintenant sur les naissances et la rapidité de la dégradation dépasserait toutes les prévisions. Voilà la réalité. Il faut réagir. Le temps est passé où l'on se réjouissait que la population n'augmente pas. Dans un pays frappé par la dénatalité, il ne peut plus y avoir ni sécurité, ni croissance économique ni progrès social (...). Dès la rentrée d'octobre 1974, nos écoles primaires ont accueilli quarante-cinq mille enfants de moins que les années précédentes (...). Ne dites pas que vous allez étudier

cette situation. Les études sont déjà faites ; on sait à quoi s'en tenir. »

Pour M. Debré, une des clés du

52,6 millions de Français en 1975

Répondant ensuite à une question de M. PIERRE BAS (U.D.R., Paris), qui soulignait surtout la dimension historique du déclin démographique (« L'ombre du désastre démographique se profile sur l'Europe. Dans dix ans, y aura-t-il encore des jeunes pour payer les retraites d'un gigantesque asile de vieillards ? Il faut agir massivement et tout de suite face à une situation qui met en danger l'existence même de la France en tant que nation »), M. PONCELET déclare : « Nous n'en sommes pas au suicide collectif par le refus de l'enfant. Les deux observés à l'heure actuelle sont légèrement supérieurs à ceux nécessaires au strict remplacement des générations. La situation de la France demeure par ailleurs meilleure que celle de beaucoup d'autres pays européens

Malgré la baisse de la fécondité, la population française est passée de 48,5 millions d'habitants en 1965 à 52,6 millions en 1975. » Puis il affirme : « La chute de la fécondité n'aura pas d'effets sensibles sur la charge financière totale qui pèsera sur la population active. » Opinion contestée par M. Bas.

Le secrétaire d'Etat au budget annonce ensuite que le président de la République a demandé au directeur de l'Institut national d'études démographiques d'étudier, d'ici au 1<sup>er</sup> octobre prochain, l'influence mesurable que peut avoir une politique familiale sur la fécondité dans un pays. Lorsque les résultats de cette étude seront connus, le gouvernement tirera les conclusions qui s'imposent pour la définition de sa politique démographique.

Lundi 23 juin, dans le Nouvel Observateur un grand document inédit.



Jean-Paul Sartre : Autoportrait à 70 ans. — L'écrivain qui a sans doute le plus profondément marqué notre époque a, ce mois-ci, soixante-dix ans. — Quel

regard jette-t-il sur sa vie ? — Qu'a-t-il cherché, aimé, réussi, manqué ? — Qu'ont représenté pour lui l'écriture, la célébrité, les femmes, les amitiés, l'argent, la politique ? — Pour la première fois, cet homme que les mêmes certitudes ont conduit dans tant de combats livre un portrait de lui-même. — Ce document exceptionnel paraîtra, à partir du 23 juin, dans trois numéros du «Nouvel Observateur»

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

ENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice d'AUXERRE (89) le JEUDI 26 JUIN 1975, à 14 h - En 27 LOTS

PORTANTS BIENS IMMOBILIERS à AVALLON (89)

5 IMMEUBLES

5, AV. P.-DOUMER sur 3.853 m<sup>2</sup> - M. à P. : 100.000 F  
AV. PAUL-DOUMER sur 1.972 m<sup>2</sup> ..... M. à P. : 30.000 F  
RUE DU GENERAL-LECLERC sur 1.522 m<sup>2</sup> ..... M. à P. : 20.000 F  
de PROPRIÉTÉ Castel sur 1.545 m<sup>2</sup> ..... M. à P. : 9.000 F  
RUE DU PAVE-DE-COUSIN-LE-PONT ..... M. à P. : 3.000 F

ERRAINS A BATIR de 517 à 600 m<sup>2</sup> M. à P. de 3 à 4.000 F

APPARTEMENTS - Mises à prix : 6.000 à 13.000 F

18 GARAGES - EN UN SEUL LOT - Mise à Prix : 8.000 francs

TERREAINS à usage industriel de 2.000 à 7.400 m<sup>2</sup> - M. à P. : 3 à 10.000 F et divers lots

TOTAL DES MISES À PRIX : 275.500 FRANCS

adr. S.C.P. d'AVOCATS DELORME-MAUROIS-ROBERT, 5, rue Marcellin-Strébelot, B.P. 227, 89004 AUXERRE, Téléphone (89) 32-53-00, Poste 04.

Box 80972 M<sup>re</sup> TRARIEUX, avocat, 7, rue Mal-Foeh, 89200 AVALLON

RETENEZ CE NUMERO DES AUJOURD'HUI  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LUNDI 23 JUIN

LE NOUVEL  
observateur





A PARTIR DU LUNDI 23 JUIN, DANS **LE NOUVEL** **observateur**  
**UNE GRANDE AVANT-PREMIERE**  
*EN COULEUR !*  
 "LA GUERISON DES DALTON". UNE BANDE DESSINEE  
 VA ETRE PUBLIEE INTEGRALEMENT EN PRE-PARUTION

## JUSTICE

Pour obtenir la révision du procès de leur père

### LES QUATRE ENFANTS D'ARMAND ROHART COMMENCENT LEUR SIXIÈME JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM.

De notre correspondant.  
Melun. — Les quatre enfants d'Armand Rohart, ancien maire de Feuplingues (Pas-de-Calais), condamné à la réclusion perpétuelle pour le meurtre de son épouse, entament ce samedi 21 juin leur sixième jour de grève de la faim. Ils se trouvent toujours dans le local mis à leur disposition (après consultation de l'assemblée générale de la paroisse) par le conseil presbytéral de l'église réformée de Melun et n'absorbent que de l'eau minérale. Ils entendent continuer cette grève de la faim, parallèlement à celle menée dans sa cellule de la maison centrale par leur père. Le conseil presbytéral de l'église réformée de Melun a publié, vendredi après-midi, un communiqué dans lequel il affirme sa solidarité avec l'action entreprise et menée par les enfants Rohart.

Le dossier de la demande de révision du procès d'Armand Rohart a été déposé le 1<sup>er</sup> février 1973. De nouvelles pièces y ont été jointes en février dernier par les avocats d'Armand Rohart, notamment une consultation du professeur Derobert remontrant en cause les conditions du décès de Mme Rohart. Il est dans les attributions exclusives du ministre de la Justice de décider si, oui ou non, la demande de révision doit être transmise à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Pour éclairer la décision qu'il doit prendre, le garde des sceaux, en mars dernier, a fait ouvrir une enquête sur l'opportunité de la révision. Les trois mois qui se sont écoulés depuis lors paraissent à beaucoup un délai suffisant pour se faire une opinion, quelle qu'elle soit. D'autant que permettre la demande de révision n'implique pas qu'elle sera à l'issue factu reconvenue fondée par la Cour de cassation, seule juge en la matière. — Ph. B.

### LA CATASTROPHE DE LIÉVIN Le président des Houillères critique les déclarations de M. Pascal

De notre correspondant

Lille. — Alors que la chambre d'accusation de Douai est saisie de deux cas de nullité relevés dans la procédure d'instruction menée par M. Henri Pascal sur la catastrophe de Liévin (le Monde du 21 juin), M. Pierre Delmon, président des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, a précisé, le 20 juin, quelle était la position de M. Augustin Coquidé — chef de la fosse où s'est produite la catastrophe — inculpé d'homicide et de blessures involontaires.  
« Le juge d'instruction, a déclaré M. Delmon, a pris l'initiative de convoquer M. Coquidé pour lui faire savoir que des erreurs avaient été commises dans le cours de l'instruction, et lui demander s'il envisageait d'écarter de ces erreurs pour soulever des cas de nullité. Je ne trouve rien de choquant à ce qu'un accusé sauvegarde tous ses moyens de défense. Ce qui est inadmissible et odieux c'est que l'on puisse laisser entendre qu'il y a une manœuvre des Houillères ».

« Fûts radioactifs au centre de Bordeaux ? — Quatre fûts en ciment, marqués déchets radioactifs, ont été découverts, ce samedi 21 juin au matin, en plein centre de Bordeaux. Il s'agit sans doute des aiguilles de radium utilisées en médecine, et qui ont été enfermées dans des fûts en ciment. On ignore pour l'instant s'il s'agit d'un canular ou d'une manifestation des adversaires de centrales nucléaires.

### Le dossier des fiers truqués

#### L'ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JOCKEYS EST ÉCROUÉ

Un ancien jockey, M. Yves Daniel, qui fut, il y a quelques années, le président de l'Association des Jockeys de Galop, a été inculpé, le vendredi 20 juin, de corruption d'employé et de complicité de tentative d'escroquerie par le juge d'instruction M. Jean Michaud, et il a été placé sous mandat de dépôt à la prison de la Santé.

Il est accusé d'avoir joué un certain rôle, non encore précisé publiquement, dans un tiré contesté, le prix Talhouet-Roy, couru à Autheil le 2 novembre 1969. Dans cette course, cinq chevaux favoris ne s'étaient pas trouvés à l'arrivée et l'on avait constaté des mises anormales sur les autres chevaux qui auraient dû rapporter 5 170 000 francs à M. Patrice Des Médès, alors président de l'Association des Jockeys de Galop, et de nombreux complices. Les gains furent bloqués et l'information judiciaire pour le seul délit d'escroquerie a été lancée sur les courses entrées quarante-cinq tentatives. Personne n'avait alors affirmé qu'il s'agissait d'une course truquée.

Mais il faut remarquer que l'affaire du prix Talhouet-Roy se trouve maintenant jointe dans une même dossier à l'affaire du prix Brice Abatte, couru le 9 décembre 1973 à Autheil et dans laquelle certains jockeys ont reconnu avoir été payés pour faire gagner certains chevaux. Le dossier du juge Michaud comporte actuellement cent deux inculpés, dont le plus connu est M. Des Médès, détenu depuis le 20 février dernier.

### Au tribunal permanent des forces armées de Paris

#### Un jeune appelé est condamné à vingt mois d'emprisonnement pour refus d'obéissance

« Profession ?  
— Artiste.  
— Quel genre ?  
— Chanteur », répond Maxime La Forestier, qui vient de décliner son identité. La salle s'esclaffe, à tort, semble-t-il, car le question posé par M. Paul-Julien Doll, président le 20 juin l'audience du tribunal permanent des forces armées de Paris, n'est pas si naïve que cela. C'était montrer que le tribunal, qui avait à juger M. François Feutren, vingt ans, pour insoumission, n'entendait pas se laisser impressionner par la renommée des témoins. Ni par la composition d'un public bien plus nombreux que d'habitude et parmi lequel figuraient une trentaine d'élèves de l'École polytechnique en uniforme.

M. François Feutren s'attache à montrer qu'il n'appartient pas au groupe d'ICI (Insoumission collective internationale), dont un membre suisse est tenu à la barre. Il avait fait appel aussi à un paysan de Fontenay, menacé d'expulsion par l'armée ; à un représentant des C.D.A. (Comité de défense des appelés), M. Serge Rappet, l'un des condamnés de Dr-

guignan ; à une militante du MLAC : « La lutte des femmes commence à être prise en considération, pourquoi pas la leur. » ; au comédien Manu Grillet, récemment condamné à un an d'emprisonnement pour refus d'obéissance.

Ces témoignages ont permis à l'avocat du prévenu, M. Leclerc, de résumer des débats riches en arguments de qualité. « On ne peut rien attendre en ce domaine du législateur, c'est à nous à imposer une modification des lois », avait dit M. François Feutren. « L'origine de notre révolte démocratique et son maintien sont dans la désobéissance, au roi en 1789, au maréchal Pétain en 1940 », renchérit M. Leclerc.

L'avocat conclut : « Vous pouvez acquiescer, comme vous l'avez fait pour Christian Dufréne, il y a un an, Vous pouvez condamner à deux ans de prison, comme le réclame M. le commissaire du gouvernement. En réalité, c'est vous que vous allez juger. En fonction du jugement que vous allez prononcer, nous jugerons, quant à nous, de la valeur de la justice militaire. »

Le tribunal a condamné M. Feutren à vingt mois d'emprisonnement. — P. S.

## SPORTS

### NATATION NOUVEAU RECORD DU MONDE DU 400 MÈTRES NAGE LIBRE POUR SHIRLEY BABASHOFF

La jeune étudiante californienne Shirley Babashoff a battu son propre record du monde du 400 mètres nage libre, vendredi 20 juin, à Long-Beach, en parcourant la distance en 4 minutes 14 secondes 76 (son précédent record était de 4 minutes 15 secondes 77). Une autre nageuse, Dany Hedry, classée seconde, a réalisé 4 minutes 15 secondes 57, battant elle aussi l'ancien record.

### TENNIS EN COUPE DAVIS

#### La France et l'Italie sont à égalité

Commencée sous une forte chaleur d'orage par la victoire de François Jauffret sur Adriano Panatta (6-7, 6-4, 8-5), la première journée de la rencontre de Coupe Davis France-Italie, disputée au stade Roland-Garros le 20 juin, s'est achevée par une douche écossaise avec la sévère défaite de Patrice Dominguez devant Corrado Barazzutti (4-6, 6-0, 6-1, 6-3).

De fait, quand, après deux heures et cinq minutes de jeu, François Jauffret, au prix d'un bon d'arrêt, a saisi au cou du capitaine Pierre Darmon et y a résisté suspendu en cachant mal son émotion, les chances françaises se trouvaient singulièrement accrues. Avec une autorité jamais démentie, François Jauffret, qui avait retrouvé la précision de son coup droit, s'était imposé au demi-finaliste des championnats de France en occupant toujours le filet le premier pour empêcher son adversaire, qui y excelle, d'y monter.

Incapable de trouver la bonne distance d'un service, troublé devant un joueur qui n'a jamais perdu un set devant lui, Adriano Panatta était alors l'image même de la résignation. Une victoire de Patrice Dominguez sur Corrado Barazzutti aurait sans doute eu des conséquences irréversibles pour l'Italie. C'était oublier un peu vite les événements singuliers de l'équipe de France de Coupe Davis ces dernières années, où, chaque fois que François Jauffret réussit l'exploit de battre les numéros un adverses (Metrevell à Moscou, Nastase à Bucarest), ses seconds le trahissent.

### ATHLÉTISME

#### Aux championnats des États-Unis

#### DRUT ET FOSTER TOMBENT DANS LA FINALE DU 110 MÈTRES HAIES

Les championnats des États-Unis d'athlétisme ont débuté le 20 juin à Eugene (Oregon), devant quinze mille spectateurs, par la finale du 110 mètres haies, remportée en 13 sec. 383 par Gerald Wilson, qui devançait Clint Jackson et Vance Roland. L'absence des favoris dans les trois premières places de cette finale s'explique par le fait que le Français Guy Drut est tombé dès la première haie, et l'Américain Charles Foster, le cinquième. Les deux hommes avaient réalisé les meilleurs temps en demi-finale. Billy Davenport, champion olympique en 1968, s'était blessé en tombant. Lui aussi, au cours des demi-finales. Au saut en hauteur, Tom Woods a remporté le concours en franchissant 2,27 m. Le Français Paul Ponsant (2,18 m) se classant cinquième.

en s'inclinant devant de modestes concurrents (Proley devant Kakoulis, Barazzutti devant Oviog). Joueur de fond de court doté d'un bon passing-shot de revers, Corrado Barazzutti n'a rien d'un terroriste. Une pression continue, quelques montées opportunes au filet, auraient sans doute suffi à Patrice Dominguez pour en venir à bout. Hélas ! Sans qu'il se l'explique, ce n'était pas le jour du gaucher bordelais, complètement désuni, rapidement déconcentré, sans jambes et incapable d'imposer un rythme au jeu. Il lui reste une belle occasion de se racheter en double.

G. A.

## RAPATRIÉS

### Pris en otage par quatre jeunes Français musulmans

#### Le directeur du camp de harkis de Saint-Maurice-l'Ardoise a été libéré

Après avoir obtenu l'assurance écrite qu'ils ne seraient ni arrêtés ni poursuivis, les quatre jeunes Français musulmans, âgés de vingt à vingt-deux ans, qui détenaient, depuis jeudi, dans la mairie de Saint-Laurent-les-Arbres (Gard), M. François Langlet, directeur du camp de harkis de Saint-Maurice-l'Ardoise (le Monde du 21 juin), ont libéré leur otage vendredi 20 juin à 20 heures.

C'est pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions de vie « absolument lamentables » qui sont faites « aux suppléants de l'armée française et à leurs enfants, treize ans après la fin de la guerre d'Algérie », que ces quatre jeunes gens, masqués et armés de fusils de dynamite et d'essence, avaient entrepris cette action, qui a du reste failli tourner au drame.

En effet, les forces de police, en nombre très important, avaient commencé, peu après 19 heures, à donner l'assaut et deux fortes détonations étaient alors entendues. Une vive effervescence gagnait alors les « ravisseurs », et il fallait les objurgations de M. Langlet. « C'est moi qui ai demandé qu'on arrête cet assaut insubordonné ».

Un représentant de l'ambassade du Danemark à Paris, s'est rendu, le 19 juin, au quel d'Ursy pour déposer une demande d'expulsion sur la manière dont s'est produit l'incident qui avait opposé, la nuit précédente, un parlementaire danois et trois fonctionnaires du Parlement européen à des policiers de Strasbourg (le Monde des 20 et 21 juin). Pour sa part, le gouvernement de Copenhague s'informe sur cette affaire et le ministère des affaires étrangères danois prendra, probablement, le

lundi 23 juin, une décision si suite à donner à l'incident. A la suite de la décision, le ministre de l'Intérieur déclarera vouloir faire savoir comment se déroule l'enquête ouverte par l'Intérieur générale de la police nationale danoise. Ces faits, à Strasbourg, une confrontation au lieu, le 20 juin, dans un bureau de la préfecture, à la demande M. Georges Spéna, président du Parlement européen, entre les deux « chargés des contrôles » où ont lieu l'incident et les qui ressortissent danois. Ces derniers ont identifié trois policiers accusés de l'incident. Ce sont, selon M. Knud Nielsen, des quatre victimes de l'incident policier qui s'était produit « le 19 juin » à Strasbourg. M. Nielsen, l'un des compagnons, n'était pas présent à la confrontation. M. Nielsen, un avocat strasbourgeois, M. Marcel Rudloff, a déposé plainte auprès du procureur de la République, précisant qu'elle n'aurait été déposée que si l'enquête n'avait été faite à des sanctions. C'est, dit-il, des excuses ne s'excusant pas, car elle a trait à des faits juridiques importants pour l'aspect des droits dans un « démocratique », a-t-il dit.

L'affaire a aussi suscité quelque émotion dans les milieux parlementaires européens. M. Nielsen, a ses deux autres collègues, groupe social-démocrate danois, annoncé leur intention de ne pas se rendre à Strasbourg qu'après avoir connaissance des mesures prises l'encontre des policiers. De son côté M. Jean Feldt, président du com du personnel du Parlement européen, a déclaré : « Nous appréhensions le résultat de l'enquête pour déterminer la position du personnel qui au fait de revenir ou non à Strasbourg. » On craint, d'autre part, que le groupe socialiste du Parlement européen de demander l'inscription de cet incident à l'ordre du jour de réunion du bureau du Parlement européen prévu les 23 et 24 juin à Luxembourg. Les représentants socialistes français au Parlement européen pourraient, quant à eux, déposer une question écrite à l'Assemblée nationale.

« Nous attendons beaucoup », a déclaré l'un d'eux, de la commission d'enquête qui doit venir le 24 juin. Si rien n'est fait, nous serions prêts à recommencer et beaucoup d'autres après nous sont prêts à mourir pour que nous puissions vivre comme des Français à part entière. » L'association des fils de rapatriés et leurs amis, présidée par M. Jacques Rocco, a exprimé, dans un communiqué, sa plus totale solidarité aux fils de harkis dans la douleur et la lamentable épreuve qu'ils endurent. Elle demande « à tous les Français de soutenir d'une façon effective les justes revendications des Français musulmans qui ont été sacrifiés par l'État à la France », et elle estime qu'« il serait grand temps que le gouvernement se décide à prendre les décisions indispensables avant qu'un nouveau drame n'éclate ».

Des forces de l'ordre stationnaient, toujours, samedi en fin de matinée, aux alentours de la commune de Saint-Laurent-les-Arbres et du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise. En particulier, une dizaine de gendarmes mobiles gardaient l'entrée de la mairie.

**Crédit du Nord et Union Parisienne**  
Union Bancaire

**Vous gagnez beaucoup à mieux nous connaître.**

Le Crédit du Nord et Union Parisienne-Union Bancaire est une grande banque qui a su rester près de ses clients. Dites-vous, en effet, que nous ne proposons pas de formules standard à nos clients. Comme les besoins de chacun sont différents, nos conseils sont personnalisés, en fonction de vos désirs, suivant vos possibilités. Venez donc nous voir. Ensemble, nous ferons le point. Et vous découvrirez, de cette manière, que vous pouvez réellement gagner à mieux nous connaître.

مكتبة ابن النجار



# Le Monde

## aujourd'hui

FORMATION PERMANENTE

### Les travailleurs au château

CULTURE populaire n'égale pas paupérisme. Formation permanente ne veut pas dire nul. Ces deux principes ont conduit d'anciens syndicalistes à se réunir, à 40 kilomètres de Paris, une entreprise originale : CREAR. Au milieu de 6 hectares bois, le château de Monville, à Gouvilleux, près de Châtillon (Oise), une ancienne demeure des Rothschild qui abrite depuis la guerre un pensionnat des Dames du Sacré-Cœur, a accueilli, pour sa première année d'existence, quelque dix mille stagiaires.

Les gens pensent souvent que la formation permanente est la production du modèle scolaire. N'est-ce pas une erreur de retourner école ? Pour Dominique Allami, directeur de l'Institut national de formation permanente de l'éducation (INFPAC) (1), la maison de CREAR, la formation permanente doit proposer une expérience différente de celle des établissements de l'éducation nationale comme du travail dans l'entreprise : rendre possible un apprentissage, et, pour obtenir le maximum d'efficacité, organiser l'environnement. C'est une façon de « traiter avec le monde » que les stagiaires viennent former, qu'ils soient en milieu ou en bas de l'échelle.

#### Acteur de sa culture

L'originalité de CREAR n'est pas d'offrir aux travailleurs un hôtel trois étoiles ou un lieu agréable pour les séminaires de cadres. Il s'agit d'en faire un vaste centre où pourront être utilisés, sous un mode nouveau, une grande quantité de moyens d'expression : quarante ateliers dans diverses spécialités des arts plastiques et graphiques, de l'audiovisuel et des techniques de communication. Un sorte de maison de la culture, mais qui n'est pas réservée à une élite. « Dans un monde où l'on est toujours spectateur, nous voulons faire participer. Que chaque stagiaire ait sa part de culture, exprime ce qu'il a en lui et que la vie quotidienne ne lui permet pas de faire jaillir », déclare Marc Chevalier, directeur artistique, l'ancien « patron » du cabaret de l'Elisée.

Pour réduire la distance entre le public et les créateurs d'art, CREAR, château de Monville, 60270 Gouvilleux. Tél. : 457-05-14.

CREAR devient lui-même centre de production. Certains des quarante ateliers que comporte le projet définitif (les derniers travaux seront achevés à l'automne) sont dirigés par les professionnels hautement qualifiés — ainsi Pierre Daquin pour la tapisserie — qui y travaillent en permanence. La plupart des ateliers sont ou seront équipés en matériels professionnels, la sérigraphie comme le vidéo ou le tissage. C'est donc moins des « recettes » à acquiescer en un week-end ou en une semaine que l'on propose aux stagiaires qu'une connaissance « de l'intérieur » des arts et des techniques artistiques.

Ce dispositif permet d'accueillir, outre le « grand public » de la formation permanente et les éducateurs de toutes sortes, des « techniciens » qui viendront en stage de longue durée, approfondir leur spécialité. Des artisans alpins l'ont déjà expérimenté pour la céramique. L'ensemble audiovisuel permettra la formation en deux ans de techniciens « image et son », actuellement dispensés au siège de l'INFPAC à Nogent-sur-Arne. D'autre part, l'infrastructure de CREAR permet de former des animateurs qui soient à la fois compétents dans une technique d'expression et qui aient de solides connaissances en gestion, en vie de groupe, en animation socio-culturelle.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 15.)

### Au fil de la semaine

Le « marché du travail », quel mot affreux ! Rémunérations : on imagine les esclaves enchaînés et vendus à l'encan. Ou encore, plus près de nous, ces « loués » de la Saint-Martin où, sur la place du bourg, les fermiers étaient les biceps des valets venus offrir leurs services et parfois même leur retour à la terre de leurs gros doigts malhabiles, comme à des chevaux, pour vérifier l'état de leur denture. Est-on sûr d'ailleurs que les choses aient tellement changé et que, au petit matin, l'embauche des manoeuvres dans les usines et sur certains chantiers n'évoque pas davantage la vente aux bestiaux que l'accès au travail dont on dit sans rire qu'il « robit l'homme » ?

Six cent mille garçons et filles pénètrent dans les portes closes de ce marché où le travail est marchandisé. Un chômeur sur deux n'a aucune formation, aucune qualification technique ou professionnelle. « Que faire avec un diplôme ? », lit-on sur la couverture d'un hebdomadaire (1). Oui, bien sûr, mais que faire sans diplôme ? Pour eux qui ont un on, il n'est pas rare qu'il soit un handicap plutôt qu'un avantage : ou bien ce n'est justement pas le diplôme qu'il faudrait ; ou encore il n'est pas une garantie suffisante de compétence ; ou même, et cela arrive, il est d'un niveau trop élevé, ce qui fait craindre que, déclassé, son titulaire n'en ressente de l'orgueil et ne se montre trop exigeant.

Ennui, lassitude, épuisement, isolement, découragement, voilà pour l'avenir : c'est la réalité quotidienne vécue aujourd'hui, par nos pays, par des centaines de milliers de jeunes, et ces mots viennent comme autant de rengaines dans les discours, les articles, les reportages consacrés à leur sort (2). Après quoi, un peu fatigué même d'en avoir tant dit et conscient de son impuissance, l'orateur — qu'il soit patron ou syndicaliste, ministre ou élu de l'opposition — et le reporter reviennent à des sujets plus brûlants à leurs yeux, la prostitution ou l'évolution de l'U.D.R., par exemple. Ainsi a-t-on pas consacré aux jeunes chômeurs, qui, il est vrai, ne font pas de bruit, la moitié des temps d'antenne, des flots d'éloquence des larmes, fuselles-elles de crocodile, versées ces derniers temps sur la grande misère des dames de petite vertu.

Les jeunes n'ont pas de travail ? Qu'ils prennent patience, ça viendra. De toute façon, ils ont la chance de n'être pas chargés de famille et ils reçoivent même des indemnités en attendant d'être sés. Alors de quoi se plaignent-ils ? « Moi, de mon temps... » Et ils qu'ils aillent s'inscrire à l'Agence de l'emploi, elle leur trouvera quelque chose, elle est là pour cela. Voilà ce qu'on entend souvent, ici et là. Encore s'agit-il de réactions du genre plutôt bienveillant.

L'Agence nationale pour l'emploi ? Nombreux — le pourcentage exact serait intéressant à connaître — sont les jeunes qui pourraient, il devrait, y être enregistrés et n'y sont pas inscrits. Faut-il leur enner tort ? Pour le mois d'avril, assurent (2) les membres d'une jupe chargée de l'accueil des chômeurs dans un bureau de l'Agence, il y a eu trente-quatre offres pour mille quatre cent dixante demandes ; et, dans une des semaines suivantes, pour cent cinquante jeunes sans formation, une place de coursier et une offre de manutentionnaire.

Tous les témoignages le confirment : la plupart des jeunes qui présentent actuellement sur le fameux « marché du travail » ne rencontrent absolument pas les difficultés auxquelles ils vont se urter. L'image d'une vie facile et diverses idées reçues que leur pensent certains médias et parfois leur entourage à longueur innée ont faussé dès le départ leur vision du monde qu'ils entourent de ce qui les attend. La crise économique ? Une abstraction ; mais elle existe réellement, elle ne concerne que les autres. L'école ? est une prison, et ce qu'on y enseigne ne sert à rien. Apprendre métier ? A quoi bon : Johnny et Sylvia, Marck et Bourrier ont-ils pris, eux, autre chose qu'à chanter, pédales ou cogner ? Et ils ont assés, ils ont fait fortune, tout le monde, à commencer par les filles, à leurs pieds.

Alors on quitte l'école, on refuse l'apprentissage parce qu'on a « ras le bol ». Si on a eu la chance de trouver du travail, on porte mal la monotonie des tâches répétitives et médiocres, une lexion désagréable, une décision jugée injuste ou stupide. Et on n'a vu un beau jour en claquant la porte, en disant son fait ou petit chef », sûr de retrouver une autre place.

Pour s'inscrire à l'Agence, pour toucher des indemnités, si l'on droit, pour faire acte de candidature, il faut remplir des formulaires, écrire des lettres, entreprendre des démarches, au moins savoir un document. Or, et ce n'est pas le moins sérieux, tous ceux ont à connaître des problèmes de l'emploi des jeunes en sont

L'ANGOISSE

### Occident, sexualité, sexologie

par ROMAIN GARY

JE ne crois pas que l'obsession de la sexualité, si flagrante et insistante en Occident, soit à l'origine d'une obsession sexuelle. Il s'agit d'une grande mesure d'un transfert d'angoisse : la sexualité est une réalité qui offre un refuge idéal contre la réalité. Cerné par d'inquiétantes incertitudes, l'homme occidental doit choisir entre l'action et la réaction, cette dernière devenant la plus souvent recherche d'un refuge, d'une assurance, d'une sûreté. La certitude du « jour » a toujours été une consolation réponse à l'angoisse existentielle. Aujourd'hui, sous l'impact d'une effrayante et toujours grandissante visibilité du monde, nous prenons à chaque instant conscience de ce qui nous paraît souvent insoluble et qui met en jeu le destin de l'humanité entière : l'arsenal nucléaire dispose de l'équivalent de 250 kg de TNT par habitant sur l'ensemble du globe.

On raconte que pendant la première guerre mondiale les poilus sortant des B.M.C. (1) avaient coutume de dire avec satisfaction, à propos du rapide plaisir consommé : « Encore un que les Boches n'auront pas ». Nous observons aujourd'hui un peu la même attitude face à la peur, à l'insécurité et au doute dans les rapports de l'homme occidental avec le présent et l'avenir. La sexualité seule échappe à la remise en cause radicale et accélérée de toutes les réponses aux questions de notre existence et de notre signification. Elle est « ce qui nous reste », ce qui ne trompe pas ». Elle tend à devenir une véritable raison d'être. En dehors donc des cas indivi-

duels, l'obsession sexuelle témoigne d'une confrontation de l'homme à l'absence angoissante de réponse à son angoisse. Celle-ci s'aggrave d'autant plus que, à notre époque de triomphes technologiques où sont accomplis de véritables prodiges de solutions pratiques, nous sommes de moins en moins capables de coexister pacifiquement avec ce qui nous semble sans solution et encore moins avec la part d'échec inhérente à l'homme. Aux États-Unis, ce goût pragmatique d'un « know-how », du savoir-faire, est une des causes reconnues de névrose, de l'alcoolisme et du recours à la drogue. Il est aussi à l'origine du crime, solution radicale, comme le fascisme, de tout « état d'âme ».

#### La sublimation terroriste

Il me semble donc que la détermination de la pornographie, la multiplication galopante des cliniques sexologiques en Amérique, la volonté presque panique de chacun de s'assurer son « SMIC » sexuel, ne témoignent point de quelque dégradation des mœurs, de décadence, de « fin du monde » et de ce qu'on pourrait appeler, avec référence à Pouchkine, une « fête de temps de peste », mais que ce sont là des signes d'une volonté bilieuse visant à aggrandir ce terrain de certitude dont nous avons besoin pour vivre et qui devient chaque jour plus réduit. C'est une recherche d'un gîte d'étape

dans la course effrayante vers l'inconnu parmi les périis, manifestation d'une terreur « compensée » mais créatrice, car l'angoisse est liée à toute dynamique de changement et de découverte.

Sans doute s'agit-il d'une situation temporaire et fourvoyée dont l'initiation sexuelle elle-même déterminera la sortie. Mais en attendant la sexualité risque fort de faire les frais de la sexologie. En ouvrant à démythifier la sexualité, les sexologues disciples des mécanistes Masters et Johnson insèrent l'orgasme dans le domaine des objets acquisitifs de consommation courante, et ils vont même au-delà : ils transforment les rapports humains en des « choses », ce que Marx avait du reste prédit dans un domaine plus général que celui de la vie sexuelle. En cherchant à situer l'acte « libéré » de la sublimation dans le domaine purement physique, matériel, en le banalisant à l'extrême, les sexologues de l'école behavioriste, mécaniciens de la sexualité, deviennent ainsi eux-mêmes victimes de cette conduite castratrice qu'ils connaissent pourtant bien : ils châtient le « jour » de sa dimension mythologique.

La démythification de la sexualité est un acte castrateur qui tend à rompre le rapport avec la transcendance et supprime l'extraordinaire réponse que donne la sublimation mythologique à la sexualité. Rien de plus absurde, certes, que de parler à ce propos de « chienne » de « retour à la bête », et autres cris de haine des psychismes déformés. Mais la banalisation de l'acte aboutit à son appauvrissement et parfois aussi à de périlleux transferts, car elle mène à la recherche d'une mythologie nouvelle, celle de la drogue, notamment, qui semble offrir justement une transcendance, si trompeuse soit-elle, au rapport avec la nudité du réel. La sublimation terroriste est elle aussi recherche de transcendance.

#### Le soleil a besoin de ciel

On reproche souvent aux sexologues de faire du « jour » un dieu païen, une exaltante réponse à l'absence de Dieu. Il me semble qu'il s'agit d'une opération exactement contraire : la banalisation tue le dieu Eros. En réduisant la sexualité à une mécanique, en lui enlevant radicalement tout caractère hors commun, épique, divin même au sens païen du terme, on fait du plus grand mystère et de la plus grânde ivresse du monde un verre d'eau avalé au comptoir d'un self-service. Que l'utilité de la sexologie mécanique soit indéniable dans des cas précis et élémentaires de mal-fonctionnement névrotique, nulle personne sensée ne le contestera. Mais, en temps que systématisation, elle est castratrice et vise à sa propre mise en vente et à la commercialisation du sexe-objet.

Le mythe des interdits agit souvent en lui-même comme un aphrodisiaque puissant et la banalisation de l'acte peut provoquer elle-même un désintérêt inhibiteur. Faut-il rappeler que Wilhelm Stekel réussissait quelquefois à guérir l'impuissance en interdisant à ses sujets de pratiquer l'acte sexuel ? Les mêmes résultats ont été obtenus tout récemment par le professeur Paulin de l'Université de Genève.

La tendance de nombreux sexologues, surtout aux États-Unis, est de se situer symétriquement par rapport au délire moralisateur du siècle passé. Le haut âge de la morale bourgeoise châtiait l'homme de sa dimension sexuelle pour l'enfermer dans celle de la « pureté » des sentiments élevés. Les sexologues sont aujourd'hui en train d'adopter une attitude analogique en abolissant la dimension émotionnelle quasi mystique, l'adoration, la sublimation exaltante, la vibration d'infini. On tend à réduire l'acte au seul plaisir excrémentiel, ce qu'il n'est, justement, que lorsqu'il est « réduit ». L'homme comme l'autre de ces réductions relève d'une dialectique d'unijambisme. L'être humain ne doit être châté ni de sa plénitude sexuelle physiologique ni de sa dimension mythologique féconde. Groddeck, disciple de Freud, a été le premier à prôner la reconstitution de l'unité corporelle. La sexualité réduite à la sexologie serait une entreprise de mutilation symétrique de toutes celles auxquelles se sont livrés pendant plus d'un siècle les défenseurs de la bienséance bourgeoise. La sexualité a besoin de ciel.

(1) Borden militaire de campagne.

### Chômeur à vingt ans

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

frappés : beaucoup ne savent pas comment s'y prendre, ils oublient ou ignorent ce qu'ils doivent faire et comment le faire, même pour des formalités élémentaires. Papiers égarés, bulletins de salaires déchirés, adresses incomplètes, convocations oubliées, indications mal lues ou mal comprises... On leur a tant dit que la bureaucratie, la paperasserie et le formalisme sont stérilisants, écrasants — et d'ailleurs c'est vrai — qu'ils affrontent avec crainte, au risque de perdre une partie de leurs moyens, ces monstres redoutables. De là à parler de négligence, d'inconscience, de paresse, il n'y a qu'un pas, vite franchi par certains.

Et pourtant, presque toujours la cause est infiniment plus simple et plus grave en même temps : ils ne savent pas comment s'y prendre, comment faire, parce que personne ne leur a appris.

L'incompréhension, c'est la réaction la plus bienveillante, et elle reste l'ignorance. La règle, c'est l'hostilité. « Que je ne te vois plus traîner à ne rien faire ! », dit la mère. « Tu as de la chance que je sois là pour te nourrir », renchérit le père. Et même si les parents sont compréhensifs, ce sont les voisins qui ricament : « Un feignait ! N'a qu'à chercher du boulot. » Des bons à rien, de la graine de voyous. Ah ! On a bien raison de dire que l'oisiveté est la mère de tous les vices.

Comment, dans un tel climat, ne pas se sentir coupable d'être chômeur ? Comment ne pas se croire, se voir, rejeté, incapable, inutile ? Et comment ne pas avoir le sentiment, dès l'aube de la vie, que les cartes sont truquées, qu'on a été floué ? Ainsi les années d'école, tout ce qu'on a appris, cela ne sert vraiment à rien et vous laissez complètement désemparés ? S'il fallait pousser plus loin les études, acquiescer une formation, pourquoi ne pas l'avoir dit clairement au lieu de se dérober, de tergiverser en se contentant de grogner un peu ?

C'est l'imposée et le dégoût. Comment en sortir ? Pour les garçons, le service militaire apparaît souvent comme un palliatif. On devance l'appel. « Pourvu qu'ils ne me fassent pas le coup de me réformer, mon père ne me le pardonnerait pas ! », dit l'un d'eux, toujours prompt pourtant à aller manifester pour les soldats du contingent ou à accepter un emploi « à petit boulot », quelques heures mal payées par-ci, par-là, quand on en trouve, ce qui n'est pas souvent le cas, et on végète ainsi en attendant... En attendant quoi ? Un travail quelconque qui risque fort de ne jamais devenir un vrai métier, qui ne présentera pas le moindre intérêt et fort peu de garanties, qui permettra tout juste de subsister, de survivre.

Pour l'avoir, ce travail, il faut quand même le chercher, se ramener, essayer des dizaines de refus sans se décourager, apprendre à baliser la tête, à ravalier une réplique trop vive, à accepter l'injustice, à se taire. Or, trois, six mois, un an et parfois davantage de chômage, d'inaction forcée, de honte et de reproches, d'angoisses, cela coupe brutalement. « On n'a guère goûté à rien, on ne cherche même plus... Le moral, quand on est chômeur, c'est primordial », dit l'un (2). « On vous traite comme un chien, et encore il faut dire merci, il faudrait presque demander « pardon », assure l'autre.

Quelques-uns, les plus faibles, se laissent glisser. Drogue, délinquance, prostitution ou des « bêtises » qui peuvent aller — c'est heureusement très rare, mais cela s'est vu — jusqu'au suicide. Mais parmi les plus forts qui ne se résignent pas, comme parmi les plus dociles en apparence, la tentation est grande de se désintéresser du travail, de le prendre en grippe. Ce refus du travail explique pour une part le fait que l'on compte aujourd'hui, alors que la pression de la demande est si forte, cent dix mille offres d'emploi non satisfaites, cent dix mille postes qui ne trouvent pas preneur. Métiers parfois pénibles, souvent manuels, avec des horaires élastiques et des servitudes lourdes, qui exigent néanmoins une formation sérieuse ; crainte de la déqualification et, surtout, emplois sans prestige social : on préfère le chômage (3).

Au mieux, si l'on peut dire, une mentalité d'assistés, d'incapables, d'infirmités tombées du tramway nommé progrès ; ou pire, une sourde fureur, une rage contenue — jusqu'à quand ? — contre l'absurdité de cette situation, la colère et la violence qui s'accumulent et qui risquent d'exploser un jour.

(1) Le Nouvel Observateur du 16-22 juin.  
(2) Et par exemple la même semaine (18-25 juin) aussi bien dans la Vie sexuelle que dans l'Humanité-Dimanche, qui consacrent l'une et l'autre des reportages au chômage des jeunes.  
(3) En tête des emplois « inventés » : le commerce, le bâtiment et les « bureaux », indiquant à ce sujet les Informations (16 juin) dans un excellent article intitulé : « Le dialogue de sourds de l'emploi ».

## ETRANGER

## Reflets du monde entier

# hn

## Un citoyen très ordinaire

L'hebdomadaire économique tchécoslovaque *HOSPODARSKÉ NOVINY* s'interroge, sur le mode satirique, de la montée de la corruption dans la vie publique. Il met en scène un employé qui est entré dans le bureau de son chef de service pour lui demander une augmentation. Après avoir valablement expliqué que sa fille doit aller au collège, sa femme subir une opération et qu'il doit distribuer des pots-de-vin ici et là, il poursuit :

« Mon fils et sa famille attendent un appartement en coopérative. Ils font des économies depuis des années pour cela. Huit catégories sociales sont déjà passées devant eux, y compris quatre veufs sans enfants. Si je ne réussis pas quelques parties, mon fils aura son appartement quand il sera mûr pour la maison de retraite. Je suis quelqu'un de très ordinaire, sans amis et sans protecteur. Je ne peux rien pour personne, et ce que je gagne part en pots-de-vin. Si ma fille veut une nouvelle robe d'été, il faut que je donne une bouteille d'alcool à la couturière... Et je ne parle pas du boucher : savez-vous ce que coûte une livre de foin ? Trois fois son prix officiel ! Au bar, on consent à pousser devant moi un verre de bière sans mousse parce que je laisse un kopek de pourboire... »

Excédé, le patron finit par s'exclamer : « Combien voulez-vous ? »

Alors, avec une expression vertueuse, l'employé tire une enveloppe sale de sa poche et la tend : « Nous ne sommes que des humains, n'est-ce pas ? Il faut bien s'entraider, sinon rien ne marcherait... »



## Des requins ! Quels requins ?

« Édouard Bassot, dix-sept ans, faisait du surf ce matin-là. Vers 10 heures, se sentant fatigué, il s'allongea sur sa planche. Il n'eut pas le temps d'apercevoir l'aile d'un requin. Le choc le précipita dans l'eau et le requin lui attrapa le pied droit. Édouard réussit à se dégager et nagea frénétiquement jusqu'à la plage, traînant derrière lui son moignon sanglant. »

Cette horrible histoire, que rapporte *NEWSWEEK*, n'a pas eu la presse qu'elle méritait à Daytona (Floride), où s'est produit l'accident.

« Les journalistes ont affirmé en souriant qu'il n'y avait pas de requins, mais seulement de gros poissons au dents pointues ! Des avertissements sur les plages ? pardi ! Mais quelques jours seulement après « l'affaire Bassot », une petite fille de dix ans a été mutilée. Le responsable des informations télévisées d'une station locale décida de filmer les plages d'un avion. Il revint avec des documents à donner la chair de poule : deux douzaines de requins en deux heures. On proposa 2 500 dollars par an pour la surveillance et la protection des plages, la commission municipale refusa, arguant que ce serait une dépense inutile. »

Après la projection du film, un commissaire de ville, au moins, était convaincu. Il annonça sans malice : « Les gens en ville me disent : ne parlez pas des requins, vous chasserez les touristes ! »

## PACIFIC ISLANDS MONTHLY

## Le kina, le toca et le culte du cargo

Le mensuel australien *PACIFIC ISLANDS MONTHLY* rapporte que l'adoption en Papouasie-Nouvelle-Guinée d'une monnaie nationale est généralement bien reçue. Le dollar et le cent australiens sont ainsi progressivement remplacés par le kina et le toca. Il existe cependant des poches de résistance, là où les adeptes du culte du cargo (qui croient qu'un gros avion ou un gros navire apportera au peuple les biens et le savoir des Blancs) demeurent puissants.

« Près de Sidor, sur la côte septentrionale, une campagne a été lancée — l'été dernier — pour lutter contre les prêches des adeptes du culte selon lesquels la nouvelle monnaie n'a aucun « pouvoir ». »

« Environ quarante chefs du culte et deux cent cinquante adeptes ont déclaré que Yuli, l'un de leurs anciens, qu'ils qualifient de « roi d'Australie », est mécontent, car son portrait n'apparaît pas sur les nouveaux billets. »

« Ils ont affirmé qu'aucune monnaie ne peut avoir de valeur si elle ne présente pas le portrait d'un ancêtre ou d'un chef. Selon eux, puisque sur les nouvelles pièces apparaissent les images d'ancêtres, bien des étrangers vont croire que les habitants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont des crocodiles, des tortues, des oiseaux ou des papillons... »



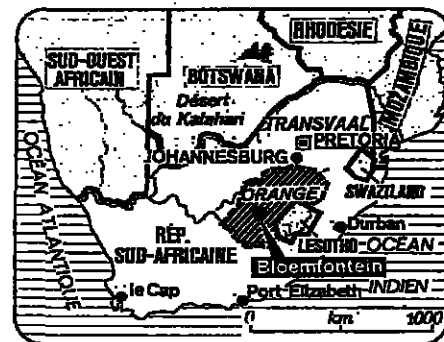
## Pas de supermen pour l'armée

Dans une très longue interview, au quotidien israélien *YEDYOT AHARONOT*, le général de parachutistes Aharon Davidi, actuellement professeur de géographie à l'université de Tel-Aviv, explique comment Israël doit se préparer à la prochaine guerre, à son avis inévitable. Aujourd'hui, l'armée israélienne ne présente pas, estime-t-il, toutes les garanties que nécessite la situation :

« La licence sexuelle affaiblit notre puissance militaire, dit le général. Employons un langage précis : des jeunes qui commencent leur vie sexuelle beaucoup trop tôt — à quatorze ou quinze ans, comme cela arrive maintenant — font de moins bons soldats que ceux qui ont une vie sexuelle plus modérée. Le libertinage est peut-être agréable dans une société riche où la production n'est pas déterminante. Il ne vaut rien à un peuple de combattants. Le fait est que, dans les pays où l'Etat incarne les valeurs suprêmes, la licence est désapprouvée et la sublimation de l'énergie sexuelle recommandée. »

## Lettre de Bloemfontein

## Le dernier bastion du conservatisme boer



« Je vous jure que nous n'avons plus jamais de gouvernement anglais en Afrique du Sud. Les « Britishers » ont perdu le pouvoir dans ce pays en 1948 et les nationalistes africains ne le leur rendront plus... », dit avec fierté M. Joubert, professeur de langue française à l'université de l'Etat libre d'Orange. Les quelques collègues qui l'entourent approuvent sans réserve et l'un d'eux ajoute en persiflant : « Vous connaissez l'impopularité du président ougandais Idi Amin Dada dans votre pays. Eh bien ! Il y a au moins un point de son programme politique qui ne soulève aucune objection de notre part : celui qui prévoit qu'il se substitue à la reine d'Angleterre... »

L'hostilité de ces « chers professeurs », pourtant si semblables à leurs collègues européens et américains, tant dans leur façon de penser, que dans leur manière de s'exprimer, est d'une vigueur et d'une détermination surprenantes. Elle est surtout sans faille et ne suscite chez eux aucune remise en cause possible. Bloemfontein, siège de l'université et « capitale » de l'Etat libre d'Orange est le fief incontesté de l'afrikanerdom. On y défend avec la même conviction inébranlable la pureté de la langue afrikaans et celle des traditions de la boerenasie, la nation boër, héritage de la culture des premiers colons hollandais. d'abord installés dans la région du Cap, puis venus chercher refuge

ici, au milieu du dix-neuvième siècle, au cœur des vastes plaines du plateau, pour y fuir l'emprise britannique. Les conducteurs de chars à bœufs du « Grand Trek », héros d'une longue marche qui prend, avec le recul du temps, les dimensions d'une véritable épopée, repèrent dans cette région de la République sud-africaine, l'esprit du légendaire, celui du camp retranché que l'on constituait le soir, à l'étape, en faisant former le cercle aux chariots, pour se protéger des attaques des tribus noires.

Les guerres anglo-boers ont laissé une empreinte profonde, et leur souvenir paraît encore « ineffaçable ». Certes, pour l'étranger de passage, le nom de Bloemfontein évoque littéralement la bucolique « fontaine des fleurs ». Mais, pour les fermiers du plateau et pour leurs fils, ce nom rappelle celui du plus vaste des camps de concentration mis en place au début du siècle par les troupes de leurs majestés Victoria et Edouard VII. Aux abords immédiats de la ville s'élevaient les miradors d'un camp, où périrait lentement, de faim et de maladie, des milliers de femmes et d'enfants, dont les maris et les pères avaient pris les armes pour, vainement, s'opposer à la conquête britannique. En effet, comme le président Kruger au Transvaal, le président Steyn incarne l'esprit d'indépendance de l'Etat d'Orange, et les deux hommes unirent leurs efforts pour barrer la route à l'impérialisme anglais.

Aujourd'hui encore, Bloemfontein fait figure de véritable mémorial du conflit anglo-boer. En plein centre la cité s'étend au sein d'enclos différents, des combattants d'outre-Manche — highlanders, lanciers, artilleurs — tombés « for King and Empire », des volontaires allemands ou français, des membres des commandos boers. Près de la gare se dresse un obélisque de pierre, flanqué de deux bas-reliefs de bronze. Cet ensemble, simple, mais imposant, commémore le sacrifice des vingt-cinq mille trois cent soixante-dix femmes et enfants, disparus dans ces premiers camps de la mort, dont les Allemands devaient s'inspirer à l'époque du nazisme, en poussant leur organisation à un degré de rationalisation et de perfection technique sans commune mesure avec celui des initiateurs du système.

Le musée de Bloemfontein, à l'intérieur duquel règne un silence sépulcral et dont l'éclairage évoque, à dessein, celui d'une veillée mortuaire, contient une documentation unique sur les camps de concentration britanniques en Afrique du Sud et sur les camps de prisonniers boers installés dans les îles de Ceylan et de Sainte-Hélène jusqu'en 1902, date de la paix de Vereeniging, qui mit un terme à trois années de lutte stérile. Daguerotypes et photographies d'enfants squelettiques, statistiques sur la mortalité infantile, scènes de pillages et d'exécutions — dont celle du chef de commando boer Gideon Schappens, fusillé sur une chaise, en raison de son état de santé — laissent le visiteur muet.

Compte tenu de sa position géographique, au centre de ce qui constitue d'abord l'Union, puis, à partir de 1961, la République sud-africaine, Bloemfontein aurait pu devenir la capitale du pays tout entier. Les sessions parlementaires au Cap obligent en effet, six mois par an, les députés du Transvaal, du Natal et de l'Orange à abandonner leur foyer et leurs occupations, ce qui est à la fois onéreux et incommode. D'autre part, Pretoria centralise tou-

jours la totalité des services administratifs. Il n'est pas étonnant que le « regroupement » de la totalité des activités politiques, africaines. Mais ces projets sont aujourd'hui abandonnés. Bloemfontein est la capitale judiciaire de la République, et abrite la Cour suprême, l'instance suprême, dont les locaux sont face au Raadsaal, le palais de l'Assemblée régionale.

En dépit de leur indécrottable fidélité au passé, les habitants de Bloemfontein, restent fiers du caractère providentiel de leur cité, d'où toute victoire est bannie après 18 heures. Ils ont pourtant volontiers réévalué l'expansion économique dont la province est le cadre depuis quelques années. En effet, Bloemfontein n'est plus aujourd'hui le mu agricole, où les fermiers des rons venaient chaque semaine à quelques transactions, et l'Etat d'Orange n'est plus, comme la province nord-américaine du neuvième siècle, une simple terre crétée.

A côté des innombrables parcs jardins publics qui constituent ornements de la ville, près de versité dont cinq mille étudiants quantent les huit facultés, e monuments historiques et des tiers résidentiels, les zones trilles gagnent chaque jour e tension. Simultanément, les qu noirs se développent, attirés Lesotho voisin, dépourvu de ressources économiques adreux flot de migrants condamnés à les rigueurs de la ségrégation cielle. Les guerriers sothos, de cien protectorat britannique d'outelard, deviennent, en n croissant, manoeuvres ou mine fond, journalistes agricoles ou d tiques. Hier encore, ville à l minance blanche, Bloemfontein compte aujourd'hui plus de habitants noirs, pour environ 1 Blancs, et il est de plus en plus clair, au moins pour l'étranger ce prolétariat de couleur n'a tera plus très longtemps d'être tarru en lisière par le p pèle.

## Brésil

## Dom Helder Camara et l'opération Espérance

RUE Barbosa, à Recife. Une bédaine d'homme à la tête abrite, dès le petit matin, une foule silencieuse. C'est le vivant Dom Helder Camara, l'opérateur de l'opération Espérance. C'est là que travaille Dom Helder, comme on appelle familièrement, au Brésil, l'évêque de Recife.

L'opération Espérance a été lancée par Dom Helder Camara en 1965, lors des grandes inondations qui ont fait des milliers de sans-abris. Si une inondation est une calamité, dit-il, alors le prêt, dans le Nordeste sous-développé, la calamité est un fait permanent : une inondation ne fait que révéler une situation de détresse. Il s'agissait de mobiliser les populations déshéritées de Recife et des campagnes environnantes en vue de leur faire prendre en charge l'amélioration de leurs conditions sanitaires, de leur cadre de vie et de leur niveau d'instruction et de formation professionnelle.

Agitée par la Sudepe (Superintendance pour le développement du Nordeste) en 1968, reconnue d'utilité publique en 1970, l'opération Espérance a contribué à la création d'innombrables « comités de quartiers », « conseils d'habitants » et « commissions » diverses, qui prennent en charge les tâches d'éducation et de formation professionnelle, les problèmes sanitaires et les petits travaux d'infrastructure, etc. Ainsi sont nés des « clubs de soins d'enfants », des « centres d'enseignement ménager », des centres d'apprentissage, des crèches, des maternelles, des dispensaires, des canalisations, des campagnes de vaccination. Ainsi la population s'est-elle mobilisée pour obtenir des adductions d'eau, l'installation de l'électricité, des travaux d'assainissement, des transports en commun, etc.

La foule qui, en permanence, emplit le palais est là, quant à elle, pour obtenir des bons alimentaires, pour demander un emploi, un logement, pour consulter un médecin ou une assistante sociale.

Les promoteurs de l'opération Espérance s'efforcent de travailler en relation avec les pouvoirs publics dans les domaines de la santé et de l'éducation. Mais le but des uns et des autres n'est pas le même. Les pouvoirs publics souhaitent « intégrer » la population au Brésil développé. Ils luttent contre la misère pour effacer l'ombre qu'elle porte au tableau optimiste d'un Brésil dynamique à l'économie en pleine expansion.

L'opération Espérance ambitionne plutôt d'apprendre aux gens à se débarrasser de leur fatalisme et à réagir devant la réalité qu'ils vivent. Dom Helder parle, à ce propos, de « l'apprentissage de la responsabilité ». Il n'est donc pas étonnant que, dans les réunions de toutes sortes, « disparitions » pouvant durer plusieurs mois, comme ce fut le cas pour Antonio Vieira — un des principaux animateurs de l'opération. Ces difficultés n'ont pas empêché Dom Helder d'étendre l'opération à la zone explosive, de la monoculture de la canne à

sucré. En mai 1972, l'évêque achetait, au prix d'énormes difficultés, une partie d'une exploitation de canne à Itaquari, à une centaine de kilomètres de Recife. Antonio Vieira s'est installé dans le hameau où vivaient déjà une dizaine de familles. Des réunions se sont organisées ; les gens y parlaient peu, n'osaient pas, ne croyant pas pouvoir expliquer leurs problèmes. Ils finirent par les dire pourtant : l'obligation de cultiver exclusivement la canne à sucre ; l'interdiction d'avoir un lopin de terre à soi pour y faire des cultures vivrières, pour y élever quelques volailles ; les salaires de 2 francs par jour ; l'obligation de s'approvisionner dans les coopératives des patrons.

## L'ironie du dérisoire

Peu à peu, le travail s'est organisé. La terre a été défrichée, les champs au soleil, ni des gens qui s'endorment dans la poussière, et que la police militaire — partout présente à Recife — chasse à coups de pied pour qu'ils n'empêchent pas les travailleurs, qu'elle emmène au petit matin s'ils ne se relèvent plus.

Mais il sait aussi que parler aide à décoller la répression. Et que le moindre geste accompli porte en lui une capacité étonnante de stimulation.

REGINE MELLAC.  
Professeur à l'ESSESO.

VOUS VOUS DESTINEZ  
aux carrières de la  
gestion  
elles vous sont ouvertes  
en préparant :

Bac G2  
BTS  
Aptitude - Probatoire  
DEES - Expertise  
Téléphoner au :  
523.05.41  
523.01.98



35, bd de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>

L'Etat libre d'Orange a 44% du blé, 41% du 30% du sorgho sud-africain. On considère, à juste titre, la République « à la granerie à vivres ». Vingt-cinq millions — toutes blanches — y recensées. Sur leurs herpages sont 12 000 000 de moutons, qui présentent environ le tiers de la production de viande du monde occidental — et la d'Harmony produit, à elle seule, 4% de tout l'or sud-africain, proximité de la frontière du T'vau se trouve Sasoil, qui est plus grande usine mondiale de brication d'essence synthétique.

Participant de plus en plus mise en valeur économique, les l'Etat libre d'Orange, déjà, à fois plus nombreux que les Bls sont progressivement intégrés processus de développement. Le troné blanc, sous la pression faite, augmente de plus en plus gement les salaires, qui restent faibles, comparés à l'étendue profits réalisés. En revanche, descendants des Vorreviers du cie dernier semblent rester int aigés en ce qui concerne le tage du pouvoir politique. L'un représentants nous a dit : « Il y a des Noirs dans l'Etat l'Orange, mais ce sont tous gens qui, politiquement et ethnique, appartiennent aux Etats n qu'il s'agit de Lesotho ou Bantoustan (1) du Labor ou Quequa. Ils ne sont pas que com travailleurs migrants, comme les tuguais ou les Yougoisloves, travaillent dans la banlieue p sienne... »

Pour la majorité des Blancs l'Etat d'Orange, le développem séparé semble donc encore dogme. Comme la ségrégation cielle abouit, qui en est d corollaires. Pourtant, comme le n fait récemment, avec surprise et a tification, un commentateur à Johannesburg, la foire de Bloer fontein fut la première fo cette année, ouverte à tout le mon sans distinction de race. Même d l'Etat libre d'Orange, dernier bastio du conservatisme boer, les aigües de l'horloge du temps commencent rallent-elles enfin à tourner dans l sens de l'histoire ?

PHILIPPE DECRACNE.

(1) Etats semi-autonomes noirs de la République, promis à l'indépendance puis à l'indépendance.  
(2) Mary Johnson, dans la *Best Daily Mail* du 18 avril 1975.

مكتبة الشعب



# RADIO-TELEVISION

## UROPE 1

### uit mois après a crise...

livre de l'ancien directeur

### iegel s'abandonne au persiflage

« Il y a huit mois, tel fut prononcé par le premier ministre et par le délégué à l'information Maurice Siegel, en dernier, et il est juste que qui porte ce titre s'ouvre, récite de son « exécution », en renvoyant « comme une de ménage » le directeur d'Europe 1, M. Jacques Siegel et Denis Baudouin n'ont eu seulement à sanctionner « persiflage » sur les ondes. Il est bien plus encore de marque « le vrai patron de cette station », comme dit l'un des journalistes qui suivit Siegel à part, ou encore que, « quand il se levait avec l'Etat, il faut savoir », selon la formule du directeur général d'Europe 1, M. Jean-Luc Lagardère.

Il y a des souvenirs, racontés avec un mélange de l'un ou l'autre de la presse écrite la familiarité de Léon Blum. J'ai dit au Populaire reste de ses féttes, — Maurice Siegel participe en 1955 au démarrage de la station au moment précis où il dit trouve son second souffle au transistor, au microscopie magnétique portatif. En vingt ans, il en a beaucoup vu, il a vu vécu et il a approché non seulement d'hommes illustres ou connus, mais à peu près tous, pour une heure, un jour, ou un demi-siècle, se sont en vedette sous la lumière de l'actualité. Aussi se bousculent-ils dans un espace étroit, les premiers ministres, les hommes de la finance se

ment en imprints du show-business, où Albert Simon et Mme Solé prennent largement l'avantage sur nombre d'hommes politiques, dans un palmarès qui réserve bien des surprises.

Voici l'incroyable Michelson, fondateur d'Europe presque par hasard, qui mourra oublié et presque dans le besoin. Son successeur sera M. Sylvain Floirat, personnage alors obscur qui a gagné quelques millions de piastres en Indochine, a obtenu de les rapatrier et de les transformer en francs, caduques en échange duquel, le ministre des finances de l'époque, M. Pierre Pflimlin, l'oblige à reprendre une entreprise en difficulté, R.B.V.-Radio-Industrie, parce qu'elle fabrique des radars pour la marine. L'entreprise comporte dans son malgach toute jeune société dont il ne sait rien, images et son, c'est-à-dire Europe 1. « J'ai senti la truffe », confiera plus tard le matou parigourd, qui, quelques années après, prodigieusement enrichi par le bon travail des journalistes de la station, donnera tous les quinze jours une chasse pour le Tout-Paris de la politique et des affaires dans les 500 hectares de terre et de bois de son château de Villiers en Seine-et-Marne. C'est le même « patron » d'ailleurs qui, l'an passé, lâchant Siegel, capitula devant la volonté du pouvoir, le renvoie, doit payer les indemnités de ceux qui donnent leur démission par solidarité avec leur directeur, et finalement constate, désemparé : « Y'a plus un rond. Ils ont grâté le fond de la marmite ! »

P. V.-P.

(Lire la suite page 12.)

Le 21 octobre 1974, M. Maurice Siegel, directeur général d'Europe 1, était brutalement relevé de ses fonctions par le conseil de gérance de la station, composé de MM. Sylvain Floirat, Jean-Luc Lagardère et Denis Baudouin. En la circonstance, MM. Floirat — président de la société d'Europe 1 et d'Images et Son — et Lagardère — vice-président délégué — ne s'étaient pas opposés à la volonté de changement exprimée par M. Denis Baudouin, président de la Sofrad.

Dans son livre, « Vingt ans, ça suffit », M. Siegel raconte comment cette disgrâce était en liaison directe avec un certain dîner avec M. Jacques Chirac, chez Taillevent, trois jours plus tôt. Les conditions de ce « départ » provoquent des remous au sein d'Europe 1, qui enregistrerait les démissions de MM. Jean Guinié (n° 2) et Georges Leroy (n° 3). L'idée de nommer un nou-



(Dessin de Bonnajet.)

## UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT - DÉLÉGUÉ

### M. Jean-Luc Lagardère en position de challenger

« Il y a huit mois, le gouvernement reprochait à Europe 1 son « persiflage », ce qui était M. Denis Baudouin, président de la Sofrad et membre du conseil de gérance de la station, à demander « la tête » de M. Siegel, directeur général d'Europe 1. Qu'en est-il de ces « pressions » ?

— Depuis que j'ai pris les choses en main, aucune intervention du pouvoir ne s'est produite. Mais je constate avec satisfaction que le ton des informations diffusées par Europe 1 est moins crispé. Par tempérament, je ne suis pas pessimiste, et je trouve qu'on ne gagne pas à brosser un tableau trop sombre des événements.

— Dans son livre « Vingt ans, ça suffit », M. Siegel prétend que vous étiez habitué depuis longtemps à travailler pour l'Etat, à qui vous ne savez pas dire non, car pour vous le client a toujours raison (!). Est-ce exact ?

— D'abord, je m'interdis d'ouvrir une polémique avec M. Siegel. Ce que j'ai fait, jusqu'à ce jour, en particulier chez Matra, me dispense d'avoir à comparer mes qualités de caractère avec celles de l'ancien directeur d'Europe 1 se prévalant dans son livre.

— Je ne dis jamais non par principe, mais oui par principe non plus. Il n'y a pas de système figé en un sens ou dans l'autre. Mais il est exclu, tant que je serai à la tête de cette station, que son objectif soit de faire n'importe quoi pour faire plaisir.

— Les derniers sondages d'écoute ont confirmé que

R.T.L. vous précédait légèrement. Comment pensez-vous réagir ?

— D'abord, je tiens à dire que R.T.L. est un poste de qualité qui fait de la très bonne radio. Il n'y a donc pas lieu de se sentir humilié d'être derrière lui, après avoir été longtemps devant. D'autant plus que le seul d'écoute d'Europe 1, avec plus de 25 %, n'a jamais été aussi élevé.

— Nous sommes dans la position du challenger, et cela est de nature à nous stimuler et à repartir à la conquête des auditeurs.

— L'information sera-t-elle toujours la « locomotive » d'Europe 1 ?

— Le secteur information jouera toujours un rôle essentiel, en particulier vis-à-vis des cadres et des cadres supérieurs, qui constituent notre cible traditionnelle. Mais il n'est pas question de faire une radio élitiste.

— Nous avons d'ailleurs commencé à dérouler un « fil rouge » assurant la continuité entre les informations et le reste des programmes. Il faut harmoniser le tout.

— Plus pratiquement, pensez-vous changer des choses ?

— A la rentrée, Europe 1 va bouger très, très fort. Je ne peux encore rien dire de précis, mais je vous confie que, de diverses manières, Europe 1 va « s'engager ».

— Pour cela, recréerez-vous de nouveaux talents ?

— Peut-être, mais ce n'est pas sur eux que je mise d'abord pour la réussite de l'opération : c'est sur l'enthousiasme, l'esprit d'équipe, le dynamisme des jeunes

teins qu'ils se manifestent déjà.

Et vous pensez que vos projets seront aussi les leurs ?

— J'espère bien. Le non-recours au placement de M. Siegel correspond d'ailleurs à une modification des structures de l'entreprise pour l'élaboration et la direction des programmes.

— C'est ainsi que vient d'être créé un comité exécutif que je préside et qui rassemble les cinq directeurs de la station. C'est lui qui dirige Télécompagnie, la société spécialement chargée des programmes.

— Désormais, c'est dans la concertation que sont prises les grandes orientations d'Europe 1. A cet égard, l'accord signé en janvier dernier (le Monde du 4 janvier) entre la direction et le personnel pour garantir l'indépendance de la station est tout à fait exemplaire.

— 1975, c'est aussi le vingtième anniversaire de la station. Un nouveau départ est-il possible ?

— J'ai toujours été habité par l'idée de « faire des choses ». Avec Matra, nous sommes partis de zéro... pour arriver aux Vingt-Quatre Heures du Mans ! Ici, Europe 1 est déjà un magnifique outil. Nous allons tout faire pour donner de la station une image différente. Et je compte surtout sur les jeunes pour cela.

Propos recueillis par CLAUDE DURIEUX.

(1) Rappelons que l'Etat, par l'intermédiaire de la Sofrad, possède près de 38 % du capital d'Europe 1 (soit 46,85 % des voix).

## « LES ATOMISÉS »

### Le fantastique en blouse blanche

DÉTENDUS, souriants, les personnages portent des blouses blanches. Et leurs paroles (des chiffres, des ordres échangés dans une langue étrangère) semblent empruntées à un niveau quotidien. Aucun danger devant ce gros bloc d'acier que l'on escalade comme un toboggan, près de ces appareils grisâtres piqués de manettes multicolores, derrière ces portes blindées et ces murs aveugles : rien ici ne peut arriver d'inolite.

Non, rien ne devait logiquement se produire aux alentours de la pile 1, à la centrale nucléaire de Vincennes, près de Boulogne, le 15 octobre 1958. Un mécanisme s'est cependant mis en marche, qui eut pour effet de rendre ces cinq hommes stériles, cette femme décharnée et chauve, avant de les vider de toutes leurs défenses organiques.

Le plus atteint devait en mourir. Les quatre autres furent guéris un peu par chance, à la faveur d'une « grande première médicale » souvent interprétée comme une victoire de la médecine française : un traitement par greffe de la moelle osseuse, alors à l'état expérimental à la Fondation Curie (le Monde du 3 février 1959).

## Les vieilles terreurs

« Document reconstitué » joué par des acteurs et entrecoupé d'extraits fictifs, les Atomisés, de Gérard Philou, retracent, dans le détail, à partir d'informations recueillies auprès des intéressés français et yougoslaves, toutes les étapes du combat, ses recules tragiques, ses pauses incertaines, ses aboutissements inespérés. Certains (l'auteur n'est pas contre) y verront un réquisitoire calme et efficace, dénonçant les méfaits de l'énergie nucléaire au lendemain d'un accident propre à relancer le débat, survenu en Italie. Mais ceux que cette dramatique dérangera physiquement jusqu'au malaise, jusqu'à l'évanouissement, devront creuser un peu plus loin : toute fiction (même inspirée d'événements réels) est reçue comme un spectacle. Et celui-ci remue probablement, au-delà des faits, dans l'ordre du symbole, de vieilles terreurs enfouies.

Sans doute, il y a des piqûres, les examens, les greffes, tous ces actes médicaux que l'on dirait filmés « sur le vif » : la lente apparition des symptômes ; leur minutieuse interprétation. Mais il y a surtout la nature même de ce mal « mystérieux et fourbe » que provoque — comme nul ne l'ignore plus depuis Hiroshima — une importante irradiation atomique : l'attaque par traîtres ; les méfaits imparables ; les trois semaines d'angoisse ; puis les premiers délabrements importants de l'organisme ; ces êtres que l'on recrée, que l'on soigne, que l'on transporte en hâte, en grand mystère et qui — tel le voyageur qui ne retrouve plus au matin la chambre où il a dormi — s'effarant de ne plus reconnaître ce qui les entoure, de plus comprendre ce qu'on leur dit.

## Une frontière indistincte

« Il n'est pas l'air malade », se dit-on, sans ignorer qu'ils portent quelque part le signe qui les situe « dans l'autre camp » : angoisse de se sentir soi-même sur cette frontière indistincte.

« Terreur irrationnelle ou peu fondée sur les dangers réels » (selon le commentaire final de Gérard Philou), les effets physiologiques de l'atome ressemblent aux manifestations de « l'au-delà » qui ponctuent les récits fantastiques du XIX<sup>e</sup> siècle : déchirure minuscule qui, en s'insinuant dans les lois immuables de l'univers quotidien, livre lentement passage à l'Inadmissible.

ANNE REY.

\* Mercredi 25 juin, TFI, 20 h. 30.

CLAUDE SARRAUTE.

## S ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

### Réalisme social-démocrate en Scandinavie

bord d'une voiture de police, deux films, un jeune, un vieux. Message radio : « Les patrouilles vingt-trois, il y a une voiture de police à l'Unité, rue X, pour un hold-up. »

Le jeune film : « Ce qui est sûr, ce n'est pas de cambriver la banque, c'est d'en construire ». Le vieux : « D'où ça sort ? Le vieux : « De Brecht, le scénario, d'où croit-on qu'elle ira ? D'un sketch du Petit Rieur ? D'un film satirique polonois ? Pas du tout : d'une brave famille suédoise présentée à des programmes scandinaves ont de se tenir à Stockholm.

de croisière vous promenant d'île en île sur les eaux balisées de la Baltique...

La leçon de Resselini

On connaissait, et pourtant à suivre en anglais, ces histoires d'aujourd'hui et d'autrefois racontées sans fioritures, tout uniment, avec le souci de dire le vrai, pas de faire du beau, on se croyait pas à deux heures mais à deux millions d'années lumière des Buttes Chaumont. On découvrait à l'écran le reflet d'une société d'ouï l'abandonnée et la (sociale) démocratie en réduisant les sources d'irritation, de frustration ont diminué le besoin d'évasion et développé le sens des responsabilités.

Des exemples ? En voici : d'abord l'évocation de la vie de château au Danemark autour de 1750, une vie modeste relativement. Parfois mal poudrées, bottes mal cirées, le français tel que le parlaient des gouvernantes ou rabais. Maîtres et valets, salons et cuisines, jardins et forêts, tout cela très mêlé, très familier, très situé, portes et fenêtres ouvertes, encadrant les étreintes, exhalant les odeurs, les soupirs. La leçon de Resselini (qui, naguère, collaborait avec F.O.R.T.F.) n'a pas été perdue pour tout le monde heureusement.

Du Resselini encore, au dix-neuvième siècle cette fois, dans la campagne suédoise, où l'on obligeait les ouvriers agricoles à balayer — le dit bien à balayer — les champs de seigle pour empêcher la gelée de se former sur les épis. Il y passait la nuit après avoir passé la journée à la charrue. De quel luxe un bout. A plus forte raison, un même de dix ans aux grosses joues, aux grands yeux.

Et cet enfant finlandais, un enfant des faubourgs, grave, silencieux, attentif. Sa mère calbalre

— elle est vendeuse. Je crois, — flanquée d'un affreux bonhomme gras, gai, vulgaire. Solitude des retours d'école, des soirées et même des week-ends : « Je sors, mon lapin, je pars, je reviens, je le laisse, il y a du jambon dans le frigidaire. » Et les amusantes disputes de ce couple suédois — elle très M.L.F. lui pas — pour savoir qui fera le lit, qui la vaisselle, qui les courses. Faut-il poursuivre ? Vous emmener à l'hôpital, à l'hospice, à l'asile de nuit ? Vous présenter des fous, des malades, des alcooliques ? Inutile. En gros vous voyez le tableau. Un peu triste ? Non, sérieux. Et souriant.

Il emprunte au procédé Pail ses tons cassés, ses demi-teintes, ses dégradés, ses grisailles de préférence à la somptueuse palette de nos cartes postales façon Secam. Un visage sans fard et une voix sans méchanceté. Le quotidien ici se voit, s'embrume, ses contours se fondent dans un halo de tendresse. D'accord, les problèmes soulevés sont des problèmes sociaux ou plutôt des problèmes de société. On les expose, on ne les résout pas. C'est à peine si l'on distribue les encouragements et les blâmes. On n'est pas très tendre pour les gros bonnets, c'est vrai. Pas très indulgent non plus pour les petites gens. Aucun rapport, cependant, avec le maniérisme en noir et blanc du réalisme socialiste.

## Cela n'intéresse pas TF1

Il y avait là un acheteur de TF1 à qui je demandais ce qu'il avait intéressé dans tout cela. Rien. Comment dire ? Non, rien : c'était beaucoup trop simple, trop primaire, trop engagé, trop sévère pour le goût français. Ce n'est pas du Kan Russell évidemment. Encore que Peter Watkins, l'auteur de Culloden, son ému, soit très demandé en Scandinavie. On nous a montré ses deux

dernières émissions. Une biographie fleurie, baroque, tabacotée, frigidienne — elle dure six heures, — d'Edward Munk, le peintre impressionniste. Et Trappe, une œuvre de science-fiction, terrifiante, sur les centrales nucléaires. C'est le public, ce sont les Suédois qui en ont suggéré le thème. On n'est livré à un sondage, on leur a demandé quels sujets ils aimeraient voir traiter à la télé. Ils en ont suggéré trois ou quatre dont celui-là et un autre, très calé, je l'ai vu aussi, sur l'évolution. On imagine mal nos compatriotes mettant en tête de leurs desiderata ce genre de dramatiques, d'ailleurs suivies de débats.

Non-assistance...

Cela n'empêche pas d'admirer le cinéma. A Oslo, Reykjavik et Stockholm, les films arrivent en tête des indices d'écoute, suivis par les sports et les variétés. Ce qui n'empêche pas non plus les responsables de les mesurer au compte-gouttes. Un par semaine en Norvège et en Islande. Deux par semaine et par chaîne en Suède, un peu plus en hiver, un peu moins en été, quatre en moyenne. A signaler qu'en juillet l'Islande, qui se ménage le reste de l'année un jour de relâche hebdomadaire, en l'occurrence le jeudi, oui, l'Islande, en juillet, ferme carrément son antenne.

On Irène donc sur les films et on force sur les documentaires et les magazines. Dans quelles proportions ? Pour en donner une idée, le plus simple est de choisir au hasard, parmi tous les programmes, celui de la deuxième chaîne suédoise les 9, 10 à 11 juin 1975. Lundi 9, à 19 h. : magazine ; 19 h. 30 : journal ; 20 h. : film américain avec Katherine Hepburn ; 21 h. 40 : documentaire sur l'U.R.S.S. ; 22 h. 30 : enquête britannique sur le Women's Lib. Mardi : feuilleton américain,

journal, pièce de théâtre, musique folklorique, magazine de grand reportage suivi d'un document anglais sur la dernière guerre mondiale. Mercredi : feuilleton emprunté à la B.B.C., journal, dramatique, documentaire sur les Lapons et rétrospective américaine : Hollywood 1934 vu par Hollywood 1975. Au total, si mes comptes sont exacts, deux magazines et cinq documentaires en trois jours. Pas mal, non ?

Au rayon reportages toujours, les Danols ont présenté un court métrage qui a soulevé des réactions passionnées et assez symptomatiques. Il s'agissait d'une secte religieuse en Virginie dont les adeptes se parent de serpents venimeux, chantent et dansent au risque de leur vie, en n'implorant d'autre protection que celle du Seigneur. Le réalisateur a ainsi pu filmer une morsure suivie de la mort, au son des cantiques, de l'un de ces fanatiques. Grosses émotions dans la salle. Cela posait un cas de conscience. Il y avait non-assistance à personne en danger. Acheter ce document c'était se rendre, au même titre que le journaliste, complice d'un crime. Cela peut se discuter. Et il est bon qu'on en discute, justement.

A propos, lancé à la poursuite d'un blouson noir, le jeune fils aux goûts littéraires, dont nous vous entretenions tout à l'heure, recevra un mauvais coup de pied dans le bas-ventre et, en guise de riposte, émettra un méchant coup de matraque à son agresseur. Harassé par son geste, il semblera dans une grave dépression nerveuse et n'en émergera que pour démissionner de la police. Cela nous paraissait un peu forcé. Pas à nos voisins suédois. Partagés entre la compréhension et la pitié, ils en avaient la larme à l'œil. Heureux Suédois !

## RADIO-TELEVISION

## Écouter, voir

## ● RADIOSCOPIE. — Tous les jours, France-Inter, 17 h.

Jacques Chancel invite, lundi, à sa « Radioscopie », M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à l'Immigration; mardi, M. Yves Nayme, président des Jeux olympiques pour handicapés physiques; mercredi, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur; jeudi, M. Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*; vendredi, Pierre Cardin.

## ● LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE SUR LES TROIS CHAINES. — Du 26 juin au 20 juillet.

Fidèle à une tradition de la première chaîne, TF1 assurera la « couverture complète » du 62<sup>e</sup> Tour de France cycliste qui aura lieu du 26 juin au 20 juillet. La retransmission en direct et en Eurovision des vingt derniers kilomètres de chaque étape (de 15 h. 30 à 16 h. 30) sera suivie (hors Eurovision) par dix minutes d'entretien avec les coureurs après la course. Tous les soirs, à 19 h. 45, TF1 proposera également un résumé filmé de l'étape du jour, commentée par Daniel Pautrat et Bernard Giron, assistés de Roger Pingeon, vainqueur du Tour en 1967.

Sur Antenne 2, le « Spécial Tour de France » quotidien de Robert Chapatte et Jean-Michel Leulliot terminera le journal de 20 heures, avec un résumé filmé et des entretiens. L'arrivée des étapes du 28 juin, du 5 juillet, et tout le parcours des Alpes (du 13 au 16 juillet) seront retransmis en couleurs.

FR3 commentera, dans une optique touristique et régionale, les grands moments du Tour au cours du journal télévisé de fin de soirée (22 h. 15). La première semaine (le 28 juin) sera consacrée à Roubaix.

## ● MAGAZINE : « SOIXANTE MINUTES POUR CONVAINCRE ». — Jeudi 26 juin, TF1, 21 h. 55.

La semaine sera médicale sur TF1, avec une dramatique traitant des méfaits physiologiques de l'atome, suivie par un

débat sur l'évolution et les malformations de la cellule génétique (mercredi 26), et avec le premier numéro d'un nouveau magazine de J.-M. Lech, E. Vannier, J.-O. Chataud et F. Moreau : « Soixante minutes pour convaincre ». Le professeur Jean-Yves Neveux, trente-cinq ans, spécialisé en chirurgie cardiaque, disposera d'une heure pour défendre l'idée qu'il faut dire la vérité aux malades.

Le sujet a récemment fait l'objet d'une communication à la Société de thanatologie (le Monde du 18 juin). Et, selon des sondages préalables effectués par l'IFOP pour TF1, la majorité des Français restent attachés au maintien du secret professionnel en cas de pronostic fatal.

Face à Jean Gorini (qui jouera le rôle du « téléspectateur » à qui - on - ne - la - fait - pas », l'invité devra surmonter ce handicap en s'aidant de témoignages, de documents, de films. Six sondages effectués dans le courant de l'émission, sur un échantillon de deux mille personnes, vérifieront les répercussions sur l'opinion de sa performance, inspirée - selon les producteurs - des joutes oratoires à la curie romaine : et si Ciceron avait connu les sondages...

## ABRÉVIATIONS

Les émissions précédées du signe (\*) figurent dans la rubrique « Écouter voir » ou bien font l'objet de commentaires à l'intérieur de cet encart. Les lettres (S.) indiquent les programmes de radio diffusés en stéréophonie et (N.) les émissions en noir et blanc diffusées sur les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> chaînes. Le signe (●) à l'intérieur des programmes indique des productions sortant de l'ordinaire.

## Les films de la semaine

## ● LE VOLEUR DU ROI, de Robert Z. Leonard. — Dimanche 22 juin, A 2, 16 h. 45.

Un film - américain - de cape et d'épée, et sans surprise. L'aventurier justicier vient à bout du gentilhomme félon pour les beaux yeux d'une héroïne un peu pâle. George Sanders est très bien dans le rôle de Charles II, roi d'Angleterre.

## ● LE PRINTEMPS, L'AUTOMNE ET L'AMOUR, de Gilles Grangier. — Dimanche 22 juin, TF1, 20 h. 35.

Nicole Berger, avec ses vingt ans radieux, représente le démon de midi pour Fernandel, quinquagénaire et industriel du nougat à Montélimar. Sourires et larmes, comédie et drame, triomphe des bons sentiments. L'habileté commerciale de Gilles Grangier dans les années 50.

## ● LA DUCHESSE DE LANGAIS, de Jacques de Baroncelli. — Lundi 23 juin, TF1, 20 h. 35.

Première étape de la résurrection artistique du cinéma français sous l'occupation allemande. Un roman de Balzac adapté et dialogué par Jean Giraudoux; un grand couple d'acteurs : Edwige Fenech et Pierre Richard-Willm; une mise en scène élégante et soignée de Jacques de Baroncelli.

## ● LES SULTANS, de Jean Delannoy. — Lundi 23 juin, FR 3, 20 h. 30.

Comédie psychologique d'après un roman de Christine de Rivoyre. Ces quadragénaires qui jouent aux « sultans » avec les femmes amoureuses sont peut-être à gîter mais on se demande pourquoi toutes ces dames se pâment, pleurent en les attendant ou veulent se suicider. Elles doivent aimer cela...

## ● L'ARMÉE DES OMBRES, de Jean-Pierre Melville. — Lundi 23 juin et mardi 24 juin, A 2, 20 h. 35.

Moins une chronique de la Résistance (d'après le livre de Joseph Kessel publié à Alger en 1943) qu'un film de moraliste montrant le courage et les luttes d'hommes et de femmes, « en marge », qui poursuivent obstinément un but. Melville ancien résistant et Melville cinéaste de l'amitié, de la virilité, de l'honneur, se rejoignent. L'aventure intérieure l'emporte sur l'événement concret. Voici les clandestins sans héroïsme officiel.

## ● L'INCONNU DE LAS VEGAS, de Lewis Milsstone. — Mardi 24 juin, FR 3, 20 h. 30.

Le coup classique du grand hold-up minutieusement ruminé et exécuté, et puis, à la fin, le grain de sable qui ruine tout. Seule originalité : les voleurs sont d'anciens paracétistes et appliquent à leur entreprise la stratégie du commando en temps de guerre. Mais Basil Dearden, battant Hollywood d'une tête, avait déjà traité - en plus drôle - un sujet semblable dans *Hold-up à Londres*.

## ● MADAME DE..., de Max Ophüls. — Mercredi 25 juin, FR 3, 20 h. 30.

Des boucles d'oreille perdues, en forme de cœur, appartenant à Mme de... Parisienne, aristocrate, folle, frivole et menteuse, lui revient, apportant, celle fois, l'amour qui fait frémir le cœur et la brise. La caméra d'Ophüls décrit, dans ses volutes, ses arabesques et ses travellings, la trajectoire qui mène du jeu mondain à la passion vaine. C'est beau à en pleurer et on

pleure. Danielle Darrieux est sublime lorsqu'elle ment à Charles Boyer, lorsqu'elle valse avec Vittorio de Sica, lorsqu'elle promène sa tristesse le long d'un lac italien, lorsqu'elle détaille, à en mourir.

## ● MAJOR DUNDEE, de Sam Peckinpah. — Jeudi 26 juin, FR 3, 20 h. 30.

Un des derniers grands westerns américains, du temps où Peckinpah ne sacrifiait pas tout à la violence. Un départ superbe, puis la marche à l'aventure jusqu'au Mexique où les soldats de Napoléon III jouent les terribles, d'un major nordiste et de prisonniers sudistes, devenus volontaires pour la chasse aux Apaches. Charlton Heston et Richard Harris se détestent et s'estiment : on les suit jusqu'au bout.

## ● L'INVRAISemblable VÉRITÉ, de Fritz Lang. — Vendredi 27 juin, A 2, 22 h. 55.

Invraisemblable scénario : campagne contre la peine de mort, machination de journaliste, faux coupable pour un vrai meurtrier, pièces à conviction qui disparaissent, innocent condamné à mort et ce n'est pas tout. Fritz Lang exprime un pessimisme total à l'égard de la société américaine et de la nature humaine, transforme un récit arbitraire en tragédie glacée. Mais c'est, tout de même, bien déconcertant.

## ● CALIFORNIE EN FLAMMES, de Lew Landers. — Dimanche 29 juin, A 2, 14 h. 30.

Un début du dix-neuvième siècle, un aristocrate espagnol de Californie choisit le rattachement de son pays aux États-Unis plutôt que la colonisation par les Russes. Difficile de croire à

l'innocence de ce d'aventures tourné en 1935. C'est Zorro au service de la guerre froide.

## ● LES QUATRE COUPS, de François Truffaut. — Dimanche 29 juin, TF1, 20 h. 35.

La solitude morale, le garçon de treize ans, ses gribouilles dans les rues de Paris, du côté de Pigalle de la place Clichy. Le premier film de François Truffaut fit triompher à l'écran, en 1959, la « non vague ». Autobiographie têtue à Truffaut, au du cinéma, hommage à Renoult, Rosellini et au tique André Bazin. Un réalisme qui posait de problèmes. Et, tout sir ment, un bon film.

## ● QUAND PASSENT CIGOGNES, de Mikheil Tsovetz. — Lundi 30 juin, A 2, 22 h. 55.

Ouvre chère au cœur cinéphilie. Le « dégel » du cinéma soviétique après la guerre, les conflits vécus et amoureux rayonnent, les sourires larmes de Tati Samoilova. Et aussi mouvements de caméra billonnants de Serge Selysk.

## ● LES JEUNES LOU, de Michael Anderson. — 30 juin, FR 3, 20 h. 30.

Robert Wagner et Wood, pauvres du monde, ambassadeurs des problèmes et des vices en cadieux à l'air et une sœur, gosses de new-yorkais qui n'a pas besoin de cela. Ces mes lous » sont de animaux un peu bêtes ennuyeux.

## Samedi 21 juin

## ● CHAÎNE I : TF 1

19 h. 45 La vie des animaux : « Les oiseaux », de F. Rossif.

20 h. 35 Variétés : Numéro un.

Avec Johnny Hallyday, Jean Chiffre, Eddy Mitchell, Richard Anthony, Françoise Hardy, Sylvie Vartan.

21 h. 35 Série : Maîtres et valets.

La Hudson d'Elizabeth avec un riche Arménien suscite un nouveau scandale.

22 h. 25 À bout portant : George Zamfir.

## ● CHAÎNE II (couleur) : A 2

17 h. 55 Sport : Coupe Davis (France-Italie).

19 h. 45 Feuilleton : Pilotes de course.

20 h. 35 Télé-film : « Les Rois maudits » (N° 3). « Les poisons de la couronne », de M. Druon, de l'Académie française; adapté M. Juhan, réal. C. Barma, avec M. Lejeune, G. Béhat, J.-M. Flotiau.

Des destins tragiques - et comment on voyageait par terre et par mer en Moyen Age, comment on soignait les malades dans les hôpitaux, comment se déroulait un mariage royal, et comment les magiciens préparaient philtres et poisons.

22 h. 20 (●) Jeu : Pièces à conviction.

## ● CHAÎNE III (couleur) : FR 3

19 h. Feuilleton : Dans le sillage des vaisseaux vikings. « La saga d'Égil ».

19 h. 40 Un homme, un événement : M. Badré, ingénieur des eaux et forêts.

20 h. Courts métrages : « Le Palais du Louvre », de D. Basdevant; et « Les Yeux d'Elisir », de A. Magrou.

20 h. 30 Opérette : « La Vie parisienne », de H. Meilhac et L. Halévy; livret et musique de J. Offenbach; mise en scène de J.-L. Barrault et M. Beray. Un spectacle du Théâtre de France (Odéon); avec J. Desailly, P. Bertin, G. Aminel, J. Parédes, M. Dax, G. Kervine, S. Valère.

16 h. 20, Le livre d'or : Jeunes interprètes honoires; 17 h. 30, Pour mémoire : Les Indes d'Amérique du Nord, de R. Barthelemy; 19 h. 55, Poésie; 20 h. (S.), « Skandale », de R. Kallisk, avec P. Samini, P. Bellot, N. Bergeaud, F. Girel, Y. Peneau, R. Cogoli.

## ● FRANCE-CULTURE

16 h. 20, Le livre d'or : Jeunes interprètes honoires; 17 h. 30, Pour mémoire : Les Indes d'Amérique du Nord, de R. Barthelemy; 19 h. 55, Poésie; 20 h. (S.), « Skandale », de R. Kallisk, avec P. Samini, P. Bellot, N. Bergeaud, F. Girel, Y. Peneau, R. Cogoli.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

## ● FRANCE-MUSIQUE

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 18 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 19 h. 55, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 20 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 21 h. 25, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 22 h. 40, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe.

14 h. 5, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 15 h. 10, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 16 h. 20, « l'Orage », de A.-H. Ostrander, interprété par les comédiens de la Compagnie de la rue de la Harpe; 17 h. 30, « l'Or



# RADIO-TELEVISION

## Lundi 23 juin

### CHAINE I : TF 1

- 12 h. 30 Variétés : Midi première.
- 13 h. 30 Séries : Les échiquiers du ciel. « Parachutage ».
- 14 h. 20 Le fil des jours.
- 14 h. 45 Pour les petits : Chapli-Chapo. « Le repas ».
- 15 h. 55 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
- 16 h. 40 Une minute pour les femmes.
- 17 h. 45 La vie des animaux, de F. Rosati.
- 18 h. 30 (S) La caméra du lundi : Regardez sur l'échiquier. « La duchesse de Langeais », de J. de Baroncelli (1941), avec E. Feuillère, P. Richard-Willm, A. Clarendon, L. Delamaré, G. Grey, Ch. Granval. Sous la Restauration, une grande dame, coquette célèbre des salons de l'aristocratie, sous le coup d'un officier peu habitué aux escarmouches galantes, s'égare de lui en moment où une fabrique de sœurs d'après Balzac.
- La projection du film est suivie d'un débat animé par J.-P. Chappet.

### CHAINE II (couleur) : A 2

- 14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.
- 15 h. 30 Séries : L'homme de fer. « Les péripéties du sergent Brown ».
- 16 h. 10 Les après-midi d'A. Jammot. « Hier, aujourd'hui, demain ».

- 18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
- 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h. 45 Feuilleton : Pilote de course.
- 20 h. 30 (S) L'Armée des ombres, de J.-P. Melville (1969), avec L. Ventura, P. Meresse, J.-P. Cassel, S. Signoret (1<sup>re</sup> partie). Les activités quotidiennes d'un réseau de résistants en 1942-1943. Des hommes, des femmes, des idées, des actions, des secrets, des trahisons, des espoirs, des désespoirs. La deuxième partie du film sera présentée aux « Dossiers de l'écran » du mardi 24 juin.
- 21 h. 50 Magazine : « F comme Femme », de M. Honorin et S. Genevoix.
- Le film, l'homme, les femmes, les idées, les actions, les secrets, les trahisons, les espoirs, les désespoirs. La deuxième partie du film sera présentée aux « Dossiers de l'écran » du mardi 24 juin.

### CHAINE III (couleur) : FR 3

- 19 h. 40 Pour les jeunes : Flash.
- 19 h. 40 Tribune libre : Club pour le nouveau contrat social.
- 20 h. 30 Prestige du cinéma : « Les Sultans », de J. Delannoy (1968), avec G. Lollobrigida, L. Jourdan, M. Baptiste, C. Marchand, P. Noiret, D. Gélis.
- Un homme de quarante ans, léger et adroit, se comporte en sultan avec une maîtresse nouvelle. Il découvre les plaisirs du cœur en voyant sa fille adolescente épouser un autre sultan.

### FRANCE-CULTURE

- 7 h. Matinales, par C. Dupont ; 8 h. Les chemins de la connaissance : Civilisation du cheval (1), par R. Augier (réalisation de Carroux) ; 8 h. 30. A chacun selon sa loi ; 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. Les matinales de l'histoire, par D. Richet ; 9 h. 30. Surveiller et punir, de Michel Foucault, avec E. Le Roy Ladurie, M. Perrot, J.-L. Flandrin ; 10 h. 45. Le texte et le marquis ; 11 h. 2. Evénement-musique ; 12 h. 5. Ainsi va le monde ; Paris pris, par J. Paganon (Pierre Serval) et Roland Lascaud ; 13 h. 45. Analyse d'un insécable (Hilary) ; 14 h. 45. Panorama, par J. Duchateau ; 15 h. 30. Trévis, ans de musique française (1945-1955) ; Philippe Manoury ; 16 h. 5. Les après-midi de France-Culture. L'histoire du livre : Jost de Rozay, musiciste ; 17 h. 5. Un livre, des voix : « Les Eaux mortes », de F.-J. Termès (réalisation G. Godbert) ; 17 h. 45. Musique plurilingue, par G. Charbonnier ; 18 h. 30. Feuilleton : Le Maître et Marguerite ; 19 h. 15. Présence des arts, par F. Le Terrier ; 20 h. 30. Poèmes ; 21 h. 50. Poèmes ; 22 h. 30. Carte blanche, par L. Slat ; « Miroir d'ombre », d'A. Gaudelin, avec J. Maure et B. Lanza (réalisation H. Soubeiran) ; 21 h. (S.), Concert. Orchestre de chambre de Radio-France (A. Girard, avec le Quatuor de percussions de Paris et A. Marion, flûte) : « Surveys » (M. Kallman) ; « Voix VI » (Ton Tiet) ; « Une fête au sein du sol » (P. L. Sauer) ; « Silencieux » (M. Chénier) ; 22 h. 30. Musique plurilingue et classique (P. Philidor, J. Vandevelde, W. Christle, clavier) ; 22 h. 30. Entréisme avec Henri Thomas, romancier et poète (1), par Ch. Glodion ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie ; 24 h. 30. Poésie ; 25 h. 30. Poésie ; 26 h. 30. Poésie ; 27 h. 30. Poésie ; 28 h. 30. Poésie ; 29 h. 30. Poésie ; 30 h. 30. Poésie ; 31 h. 30. Poésie ; 32 h. 30. Poésie ; 33 h. 30. Poésie ; 34 h. 30. Poésie ; 35 h. 30. Poésie ; 36 h. 30. Poésie ; 37 h. 30. Poésie ; 38 h. 30. Poésie ; 39 h. 30. Poésie ; 40 h. 30. Poésie ; 41 h. 30. Poésie ; 42 h. 30. Poésie ; 43 h. 30. Poésie ; 44 h. 30. Poésie ; 45 h. 30. Poésie ; 46 h. 30. Poésie ; 47 h. 30. Poésie ; 48 h. 30. Poésie ; 49 h. 30. Poésie ; 50 h. 30. Poésie ; 51 h. 30. Poésie ; 52 h. 30. Poésie ; 53 h. 30. Poésie ; 54 h. 30. Poésie ; 55 h. 30. Poésie ; 56 h. 30. Poésie ; 57 h. 30. Poésie ; 58 h. 30. Poésie ; 59 h. 30. Poésie ; 60 h. 30. Poésie ; 61 h. 30. Poésie ; 62 h. 30. Poésie ; 63 h. 30. Poésie ; 64 h. 30. Poésie ; 65 h. 30. Poésie ; 66 h. 30. Poésie ; 67 h. 30. Poésie ; 68 h. 30. Poésie ; 69 h. 30. Poésie ; 70 h. 30. Poésie ; 71 h. 30. Poésie ; 72 h. 30. Poésie ; 73 h. 30. Poésie ; 74 h. 30. Poésie ; 75 h. 30. Poésie ; 76 h. 30. Poésie ; 77 h. 30. Poésie ; 78 h. 30. Poésie ; 79 h. 30. Poésie ; 80 h. 30. Poésie ; 81 h. 30. Poésie ; 82 h. 30. Poésie ; 83 h. 30. Poésie ; 84 h. 30. Poésie ; 85 h. 30. Poésie ; 86 h. 30. Poésie ; 87 h. 30. Poésie ; 88 h. 30. Poésie ; 89 h. 30. Poésie ; 90 h. 30. Poésie ; 91 h. 30. Poésie ; 92 h. 30. Poésie ; 93 h. 30. Poésie ; 94 h. 30. Poésie ; 95 h. 30. Poésie ; 96 h. 30. Poésie ; 97 h. 30. Poésie ; 98 h. 30. Poésie ; 99 h. 30. Poésie ; 100 h. 30. Poésie ; 101 h. 30. Poésie ; 102 h. 30. Poésie ; 103 h. 30. Poésie ; 104 h. 30. Poésie ; 105 h. 30. Poésie ; 106 h. 30. Poésie ; 107 h. 30. Poésie ; 108 h. 30. Poésie ; 109 h. 30. Poésie ; 110 h. 30. Poésie ; 111 h. 30. Poésie ; 112 h. 30. Poésie ; 113 h. 30. Poésie ; 114 h. 30. Poésie ; 115 h. 30. Poésie ; 116 h. 30. Poésie ; 117 h. 30. Poésie ; 118 h. 30. Poésie ; 119 h. 30. Poésie ; 120 h. 30. Poésie ; 121 h. 30. Poésie ; 122 h. 30. Poésie ; 123 h. 30. Poésie ; 124 h. 30. Poésie ; 125 h. 30. Poésie ; 126 h. 30. Poésie ; 127 h. 30. Poésie ; 128 h. 30. Poésie ; 129 h. 30. Poésie ; 130 h. 30. Poésie ; 131 h. 30. Poésie ; 132 h. 30. Poésie ; 133 h. 30. Poésie ; 134 h. 30. Poésie ; 135 h. 30. Poésie ; 136 h. 30. Poésie ; 137 h. 30. Poésie ; 138 h. 30. Poésie ; 139 h. 30. Poésie ; 140 h. 30. Poésie ; 141 h. 30. Poésie ; 142 h. 30. Poésie ; 143 h. 30. Poésie ; 144 h. 30. Poésie ; 145 h. 30. Poésie ; 146 h. 30. Poésie ; 147 h. 30. Poésie ; 148 h. 30. Poésie ; 149 h. 30. Poésie ; 150 h. 30. Poésie ; 151 h. 30. Poésie ; 152 h. 30. Poésie ; 153 h. 30. Poésie ; 154 h. 30. Poésie ; 155 h. 30. Poésie ; 156 h. 30. Poésie ; 157 h. 30. Poésie ; 158 h. 30. Poésie ; 159 h. 30. Poésie ; 160 h. 30. Poésie ; 161 h. 30. Poésie ; 162 h. 30. Poésie ; 163 h. 30. Poésie ; 164 h. 30. Poésie ; 165 h. 30. Poésie ; 166 h. 30. Poésie ; 167 h. 30. Poésie ; 168 h. 30. Poésie ; 169 h. 30. Poésie ; 170 h. 30. Poésie ; 171 h. 30. Poésie ; 172 h. 30. Poésie ; 173 h. 30. Poésie ; 174 h. 30. Poésie ; 175 h. 30. Poésie ; 176 h. 30. Poésie ; 177 h. 30. Poésie ; 178 h. 30. Poésie ; 179 h. 30. Poésie ; 180 h. 30. Poésie ; 181 h. 30. Poésie ; 182 h. 30. Poésie ; 183 h. 30. Poésie ; 184 h. 30. Poésie ; 185 h. 30. Poésie ; 186 h. 30. Poésie ; 187 h. 30. Poésie ; 188 h. 30. Poésie ; 189 h. 30. Poésie ; 190 h. 30. Poésie ; 191 h. 30. Poésie ; 192 h. 30. Poésie ; 193 h. 30. Poésie ; 194 h. 30. Poésie ; 195 h. 30. Poésie ; 196 h. 30. Poésie ; 197 h. 30. Poésie ; 198 h. 30. Poésie ; 199 h. 30. Poésie ; 200 h. 30. Poésie ; 201 h. 30. Poésie ; 202 h. 30. Poésie ; 203 h. 30. Poésie ; 204 h. 30. Poésie ; 205 h. 30. Poésie ; 206 h. 30. Poésie ; 207 h. 30. Poésie ; 208 h. 30. Poésie ; 209 h. 30. Poésie ; 210 h. 30. Poésie ; 211 h. 30. Poésie ; 212 h. 30. Poésie ; 213 h. 30. Poésie ; 214 h. 30. Poésie ; 215 h. 30. Poésie ; 216 h. 30. Poésie ; 217 h. 30. Poésie ; 218 h. 30. Poésie ; 219 h. 30. Poésie ; 220 h. 30. Poésie ; 221 h. 30. Poésie ; 222 h. 30. Poésie ; 223 h. 30. Poésie ; 224 h. 30. Poésie ; 225 h. 30. Poésie ; 226 h. 30. Poésie ; 227 h. 30. Poésie ; 228 h. 30. Poésie ; 229 h. 30. Poésie ; 230 h. 30. Poésie ; 231 h. 30. Poésie ; 232 h. 30. Poésie ; 233 h. 30. Poésie ; 234 h. 30. Poésie ; 235 h. 30. Poésie ; 236 h. 30. Poésie ; 237 h. 30. Poésie ; 238 h. 30. Poésie ; 239 h. 30. Poésie ; 240 h. 30. Poésie ; 241 h. 30. Poésie ; 242 h. 30. Poésie ; 243 h. 30. Poésie ; 244 h. 30. Poésie ; 245 h. 30. Poésie ; 246 h. 30. Poésie ; 247 h. 30. Poésie ; 248 h. 30. Poésie ; 249 h. 30. Poésie ; 250 h. 30. Poésie ; 251 h. 30. Poésie ; 252 h. 30. Poésie ; 253 h. 30. Poésie ; 254 h. 30. Poésie ; 255 h. 30. Poésie ; 256 h. 30. Poésie ; 257 h. 30. Poésie ; 258 h. 30. Poésie ; 259 h. 30. Poésie ; 260 h. 30. Poésie ; 261 h. 30. Poésie ; 262 h. 30. Poésie ; 263 h. 30. Poésie ; 264 h. 30. Poésie ; 265 h. 30. Poésie ; 266 h. 30. Poésie ; 267 h. 30. Poésie ; 268 h. 30. Poésie ; 269 h. 30. Poésie ; 270 h. 30. Poésie ; 271 h. 30. Poésie ; 272 h. 30. Poésie ; 273 h. 30. Poésie ; 274 h. 30. Poésie ; 275 h. 30. Poésie ; 276 h. 30. Poésie ; 277 h. 30. Poésie ; 278 h. 30. Poésie ; 279 h. 30. Poésie ; 280 h. 30. Poésie ; 281 h. 30. Poésie ; 282 h. 30. Poésie ; 283 h. 30. Poésie ; 284 h. 30. Poésie ; 285 h. 30. Poésie ; 286 h. 30. Poésie ; 287 h. 30. Poésie ; 288 h. 30. Poésie ; 289 h. 30. Poésie ; 290 h. 30. Poésie ; 291 h. 30. Poésie ; 292 h. 30. Poésie ; 293 h. 30. Poésie ; 294 h. 30. Poésie ; 295 h. 30. Poésie ; 296 h. 30. Poésie ; 297 h. 30. Poésie ; 298 h. 30. Poésie ; 299 h. 30. Poésie ; 300 h. 30. Poésie ; 301 h. 30. Poésie ; 302 h. 30. Poésie ; 303 h. 30. Poésie ; 304 h. 30. Poésie ; 305 h. 30. Poésie ; 306 h. 30. Poésie ; 307 h. 30. Poésie ; 308 h. 30. Poésie ; 309 h. 30. Poésie ; 310 h. 30. Poésie ; 311 h. 30. Poésie ; 312 h. 30. Poésie ; 313 h. 30. Poésie ; 314 h. 30. Poésie ; 315 h. 30. Poésie ; 316 h. 30. Poésie ; 317 h. 30. Poésie ; 318 h. 30. Poésie ; 319 h. 30. Poésie ; 320 h. 30. Poésie ; 321 h. 30. Poésie ; 322 h. 30. Poésie ; 323 h. 30. Poésie ; 324 h. 30. Poésie ; 325 h. 30. Poésie ; 326 h. 30. Poésie ; 327 h. 30. Poésie ; 328 h. 30. Poésie ; 329 h. 30. Poésie ; 330 h. 30. Poésie ; 331 h. 30. Poésie ; 332 h. 30. Poésie ; 333 h. 30. Poésie ; 334 h. 30. Poésie ; 335 h. 30. Poésie ; 336 h. 30. Poésie ; 337 h. 30. Poésie ; 338 h. 30. Poésie ; 339 h. 30. Poésie ; 340 h. 30. Poésie ; 341 h. 30. Poésie ; 342 h. 30. Poésie ; 343 h. 30. Poésie ; 344 h. 30. Poésie ; 345 h. 30. Poésie ; 346 h. 30. Poésie ; 347 h. 30. Poésie ; 348 h. 30. Poésie ; 349 h. 30. Poésie ; 350 h. 30. Poésie ; 351 h. 30. Poésie ; 352 h. 30. Poésie ; 353 h. 30. Poésie ; 354 h. 30. Poésie ; 355 h. 30. Poésie ; 356 h. 30. Poésie ; 357 h. 30. Poésie ; 358 h. 30. Poésie ; 359 h. 30. Poésie ; 360 h. 30. Poésie ; 361 h. 30. Poésie ; 362 h. 30. Poésie ; 363 h. 30. Poésie ; 364 h. 30. Poésie ; 365 h. 30. Poésie ; 366 h. 30. Poésie ; 367 h. 30. Poésie ; 368 h. 30. Poésie ; 369 h. 30. Poésie ; 370 h. 30. Poésie ; 371 h. 30. Poésie ; 372 h. 30. Poésie ; 373 h. 30. Poésie ; 374 h. 30. Poésie ; 375 h. 30. Poésie ; 376 h. 30. Poésie ; 377 h. 30. Poésie ; 378 h. 30. Poésie ; 379 h. 30. Poésie ; 380 h. 30. Poésie ; 381 h. 30. Poésie ; 382 h. 30. Poésie ; 383 h. 30. Poésie ; 384 h. 30. Poésie ; 385 h. 30. Poésie ; 386 h. 30. Poésie ; 387 h. 30. Poésie ; 388 h. 30. Poésie ; 389 h. 30. Poésie ; 390 h. 30. Poésie ; 391 h. 30. Poésie ; 392 h. 30. Poésie ; 393 h. 30. Poésie ; 394 h. 30. Poésie ; 395 h. 30. Poésie ; 396 h. 30. Poésie ; 397 h. 30. Poésie ; 398 h. 30. Poésie ; 399 h. 30. Poésie ; 400 h. 30. Poésie ; 401 h. 30. Poésie ; 402 h. 30. Poésie ; 403 h. 30. Poésie ; 404 h. 30. Poésie ; 405 h. 30. Poésie ; 406 h. 30. Poésie ; 407 h. 30. Poésie ; 408 h. 30. Poésie ; 409 h. 30. Poésie ; 410 h. 30. Poésie ; 411 h. 30. Poésie ; 412 h. 30. Poésie ; 413 h. 30. Poésie ; 414 h. 30. Poésie ; 415 h. 30. Poésie ; 416 h. 30. Poésie ; 417 h. 30. Poésie ; 418 h. 30. Poésie ; 419 h. 30. Poésie ; 420 h. 30. Poésie ; 421 h. 30. Poésie ; 422 h. 30. Poésie ; 423 h. 30. Poésie ; 424 h. 30. Poésie ; 425 h. 30. Poésie ; 426 h. 30. Poésie ; 427 h. 30. Poésie ; 428 h. 30. Poésie ; 429 h. 30. Poésie ; 430 h. 30. Poésie ; 431 h. 30. Poésie ; 432 h. 30. Poésie ; 433 h. 30. Poésie ; 434 h. 30. Poésie ; 435 h. 30. Poésie ; 436 h. 30. Poésie ; 437 h. 30. Poésie ; 438 h. 30. Poésie ; 439 h. 30. Poésie ; 440 h. 30. Poésie ; 441 h. 30. Poésie ; 442 h. 30. Poésie ; 443 h. 30. Poésie ; 444 h. 30. Poésie ; 445 h. 30. Poésie ; 446 h. 30. Poésie ; 447 h. 30. Poésie ; 448 h. 30. Poésie ; 449 h. 30. Poésie ; 450 h. 30. Poésie ; 451 h. 30. Poésie ; 452 h. 30. Poésie ; 453 h. 30. Poésie ; 454 h. 30. Poésie ; 455 h. 30. Poésie ; 456 h. 30. Poésie ; 457 h. 30. Poésie ; 458 h. 30. Poésie ; 459 h. 30. Poésie ; 460 h. 30. Poésie ; 461 h. 30. Poésie ; 462 h. 30. Poésie ; 463 h. 30. Poésie ; 464 h. 30. Poésie ; 465 h. 30. Poésie ; 466 h. 30. Poésie ; 467 h. 30. Poésie ; 468 h. 30. Poésie ; 469 h. 30. Poésie ; 470 h. 30. Poésie ; 471 h. 30. Poésie ; 472 h. 30. Poésie ; 473 h. 30. Poésie ; 474 h. 30. Poésie ; 475 h. 30. Poésie ; 476 h. 30. Poésie ; 477 h. 30. Poésie ; 478 h. 30. Poésie ; 479 h. 30. Poésie ; 480 h. 30. Poésie ; 481 h. 30. Poésie ; 482 h. 30. Poésie ; 483 h. 30. Poésie ; 484 h. 30. Poésie ; 485 h. 30. Poésie ; 486 h. 30. Poésie ; 487 h. 30. Poésie ; 488 h. 30. Poésie ; 489 h. 30. Poésie ; 490 h. 30. Poésie ; 491 h. 30. Poésie ; 492 h. 30. Poésie ; 493 h. 30. Poésie ; 494 h. 30. Poésie ; 495 h. 30. Poésie ; 496 h. 30. Poésie ; 497 h. 30. Poésie ; 498 h. 30. Poésie ; 499 h. 30. Poésie ; 500 h. 30. Poésie ; 501 h. 30. Poésie ; 502 h. 30. Poésie ; 503 h. 30. Poésie ; 504 h. 30. Poésie ; 505 h. 30. Poésie ; 506 h. 30. Poésie ; 507 h. 30. Poésie ; 508 h. 30. Poésie ; 509 h. 30. Poésie ; 510 h. 30. Poésie ; 511 h. 30. Poésie ; 512 h. 30. Poésie ; 513 h. 30. Poésie ; 514 h. 30. Poésie ; 515 h. 30. Poésie ; 516 h. 30. Poésie ; 517 h. 30. Poésie ; 518 h. 30. Poésie ; 519 h. 30. Poésie ; 520 h. 30. Poésie ; 521 h. 30. Poésie ; 522 h. 30. Poésie ; 523 h. 30. Poésie ; 524 h. 30. Poésie ; 525 h. 30. Poésie ; 526 h. 30. Poésie ; 527 h. 30. Poésie ; 528 h. 30. Poésie ; 529 h. 30. Poésie ; 530 h. 30. Poésie ; 531 h. 30. Poésie ; 532 h. 30. Poésie ; 533 h. 30. Poésie ; 534 h. 30. Poésie ; 535 h. 30. Poésie ; 536 h. 30. Poésie ; 537 h. 30. Poésie ; 538 h. 30. Poésie ; 539 h. 30. Poésie ; 540 h. 30. Poésie ; 541 h. 30. Poésie ; 542 h. 30. Poésie ; 543 h. 30. Poésie ; 544 h. 30. Poésie ; 545 h. 30. Poésie ; 546 h. 30. Poésie ; 547 h. 30. Poésie ; 548 h. 30. Poésie ; 549 h. 30. Poésie ; 550 h. 30. Poésie ; 551 h. 30. Poésie ; 552 h. 30. Poésie ; 553 h. 30. Poésie ; 554 h. 30. Poésie ; 555 h. 30. Poésie ; 556 h. 30. Poésie ; 557 h. 30. Poésie ; 558 h. 30. Poésie ; 559 h. 30. Poésie ; 560 h. 30. Poésie ; 561 h. 30. Poésie ; 562 h. 30. Poésie ; 563 h. 30. Poésie ; 564 h. 30. Poésie ; 565 h. 30. Poésie ; 566 h. 30. Poésie ; 567 h. 30. Poésie ; 568 h. 30. Poésie ; 569 h. 30. Poésie ; 570 h. 30. Poésie ; 571 h. 30. Poésie ; 572 h. 30. Poésie ; 573 h. 30. Poésie ; 574 h. 30. Poésie ; 575 h. 30. Poésie ; 576 h. 30. Poésie ; 577 h. 30. Poésie ; 578 h. 30. Poésie ; 579 h. 30. Poésie ; 580 h. 30. Poésie ; 581 h. 30. Poésie ; 582 h. 30. Poésie ; 583 h. 30. Poésie ; 584 h. 30. Poésie ; 585 h. 30. Poésie ; 586 h. 30. Poésie ; 587 h. 30. Poésie ; 588 h. 30. Poésie ; 589 h. 30. Poésie ; 590 h. 30. Poésie ; 591 h. 30. Poésie ; 592 h. 30. Poésie ; 593 h. 30. Poésie ; 594 h. 30. Poésie ; 595 h. 30. Poésie ; 596 h. 30. Poésie ; 597 h. 30. Poésie ; 598 h. 30. Poésie ; 599 h. 30. Poésie ; 600 h. 30. Poésie ; 601 h. 30. Poésie ; 602 h. 30. Poésie ; 603 h. 30. Poésie ; 604 h. 30. Poésie ; 605 h. 30. Poésie ; 606 h. 30. Poésie ; 607 h. 30. Poésie ; 608 h. 30. Poésie ; 609 h. 30. Poésie ; 610 h. 30. Poésie ; 611 h. 30. Poésie ; 612 h. 30. Poésie ; 613 h. 30. Poésie ; 614 h. 30. Poésie ; 615 h. 30. Poésie ; 616 h. 30. Poésie ; 617 h. 30. Poésie ; 618 h. 30. Poésie ; 619 h. 30. Poésie ; 620 h. 30. Poésie ; 621 h. 30. Poésie ; 622 h. 30. Poésie ; 623 h. 30. Poésie ; 624 h. 30. Poésie ; 625 h. 30. Poésie ; 626 h. 30. Poésie ; 627 h. 30. Poésie ; 628 h. 30. Poésie ; 629 h. 30. Poésie ; 630 h. 30. Poésie ; 631 h. 30. Poésie ; 632 h. 30. Poésie ; 633 h. 30. Poésie ; 634 h. 30. Poésie ; 635 h. 30. Poésie ; 636 h. 30. Poésie ; 637 h. 30. Poésie ; 638 h. 30. Poésie ; 639 h. 30. Poésie ; 640 h. 30. Poésie ; 641 h. 30. Poésie ; 642 h. 30. Poésie ; 643 h. 30. Poésie ; 644 h. 30. Poésie ; 645 h. 30. Poésie ; 646 h. 30. Poésie ; 647 h. 30. Poésie ; 648 h. 30. Poésie ; 649 h. 30. Poésie ; 650 h. 30. Poésie ; 651 h. 30. Poésie ; 652 h. 30. Poésie ; 653 h. 30. Poésie ; 654 h. 30. Poésie ; 655 h. 30. Poésie ; 656 h. 30. Poésie ; 657 h. 30. Poésie ; 658 h. 30. Poésie ; 659 h. 30. Poésie ; 660 h. 30. Poésie ; 661 h. 30. Poésie ; 662 h. 30. Poésie ; 663 h. 30. Poésie ; 664 h. 30. Poésie ; 665 h. 30. Poésie ; 666 h. 30. Poésie ; 667 h. 30. Poésie ; 668 h. 30. Poésie ; 669 h. 30. Poésie ; 670 h. 30. Poésie ; 671 h. 30. Poésie ; 672 h. 30. Poésie ; 673 h. 30. Poésie ; 674 h. 30. Poésie ; 675 h. 30. Poésie ; 676 h. 30. Poésie ; 677 h. 30. Poésie ; 678 h. 30. Poésie ; 679 h. 30. Poésie ; 680 h. 30. Poésie ; 681 h. 30. Poésie ; 682 h. 30. Poésie ; 683 h. 30. Poésie ; 684 h. 30. Poésie ; 685 h. 30. Poésie ; 686 h. 30. Poésie ; 687 h. 30. Poésie ; 688 h. 30. Poésie ; 689 h. 30. Poésie ; 690 h. 30. Poésie ; 691 h. 30. Poésie ; 692 h. 30. Poésie ; 693 h. 30. Poésie ; 694 h. 30. Poésie ; 695 h. 30. Poésie ; 696 h. 30. Poésie ; 697 h. 30. Poésie ; 698 h. 30. Poésie ; 699 h. 30. Poésie ; 700 h. 30. Poésie ; 701 h. 30. Poésie ; 702 h. 30. Poésie ; 703 h. 30. Poésie ; 704 h. 30. Poésie ; 705 h. 30. Poésie ; 706 h. 30. Poésie ; 707 h. 30. Poésie ; 708 h. 30. Poésie ; 709 h. 30. Poésie ; 710 h. 30. Poésie ; 711 h. 30. Poésie ; 712 h. 30. Poésie ; 713 h. 30. Poésie ; 714 h. 30. Poésie ; 715 h. 30. Poésie ; 716 h. 30. Poésie ; 717 h. 30. Poésie ; 718 h. 30. Poésie ; 719 h. 30. Poésie ; 720 h. 30. Poésie ; 721 h. 30. Poésie ; 722 h. 30. Poésie ; 723 h. 30. Poésie ; 724 h. 30. Poésie ; 725 h. 30. Poésie ; 726 h. 30. Poésie ; 727 h. 30. Poésie ; 728 h. 30. Poésie ; 729 h. 30. Poésie ; 730 h. 30. Poésie ; 731 h. 30. Poésie ; 732 h. 30. Poésie ; 733 h. 30. Poésie ; 734 h. 30. Poésie ; 735 h. 30. Poésie ; 736 h. 30. Poésie ; 737 h. 30. Poésie ; 738 h. 30. Poésie ; 739 h. 30. Poésie ; 740 h. 30. Poésie ; 741 h. 30. Poésie ; 742 h. 30. Poésie ; 743 h. 30. Poésie ; 744 h. 30. Poésie ; 745 h. 30. Poésie ; 746 h. 30. Poésie ; 747 h. 30. Poésie ; 748 h. 30. Poésie ; 749 h. 30. Poésie ; 750 h. 30. Poésie ; 751 h. 30. Poésie ; 752 h. 30. Poésie ; 753 h. 30. Poésie ; 754 h. 30. Poésie ; 755 h. 30. Poésie ; 756 h. 30. Poésie ; 757 h. 30. Poésie ; 758 h. 30. Poésie ; 759 h. 30. Poésie ; 760 h. 30. Poésie ; 761 h. 30. Poésie ; 762 h. 30. Poésie ; 763 h. 30. Poésie ; 764 h. 30. Poésie ; 765 h. 30. Poésie ; 766 h. 30. Poésie ; 767 h. 30. Poésie ; 768 h. 30. Poésie ; 769 h. 30. Poésie ; 770 h. 30. Poésie ; 771 h. 30. Poésie ; 772 h. 30. Poésie ; 773 h. 30. Poésie ; 774 h. 30. Poésie ; 775 h. 30. Poésie ; 776 h. 30. Poésie ; 777 h. 30. Poésie ; 778 h. 30. Poésie ; 779 h. 30. Poésie ; 780 h. 30. Poésie ; 781 h. 30. Poésie ; 782 h. 30. Poésie ; 783 h. 30. Poésie ; 784 h. 30. Poésie ; 785 h. 30. Poésie ; 786 h. 30. Poésie ; 787 h. 30. Poésie ; 788 h. 30. Poésie ; 789 h. 30. Poésie ; 790 h. 30. Poésie ; 791 h. 30. Poésie ; 792 h. 30. Poésie ; 793 h. 30. Poésie ; 794 h. 30. Poésie ; 795 h. 30. Poésie ; 796 h. 30. Poésie ; 797 h. 30. Poésie ; 798 h. 30. Poésie ; 799 h. 30. Poésie ; 800 h. 30. Poésie ; 801 h. 30. Poésie ; 802 h. 30. Poésie ; 803 h. 30. Poésie ; 804 h. 30. Poésie ; 805 h. 30. Poésie ; 806 h. 30. Poésie ; 807 h. 30. Poésie ; 808 h. 30. Poésie ; 809 h. 30. Poésie ; 810 h. 30. Poésie ; 811 h. 30. Poésie ; 812 h. 30. Poésie ; 813 h. 30. Poésie ; 814 h. 30. Poésie ; 815 h. 30. Poésie ; 816 h. 30. Poésie ; 817 h. 30. Poésie ; 818 h. 30. Poésie ; 819 h.

**Vendredi 27 juin**

- 22 h. 30, Entretien, avec Henri Thomas ; 23 h., De la nuit ;  
23 h. 50, Poésie.

[illegible]

19 h. Pour les jeunes : Dans le village des vais-  
seaux village (épisode)  
19 h. 40 Un homme, un événement.  
20 h. Courts métrages : « les Bonis », de G.  
Sénéchal, et « le Beau et le Raze », de  
L. Gropierre.  
20 h. 30 Théâtre : « Du soleil toute la journée »,  
d'A. Rousson. Réal. L. Iglesas. Avec :  
B. Jancey, H. Bardin, G. Fontana, J. To-  
part, G. Gobin, Y. Brian, K. Lafaire.  
Une histoire à quatre personnages dans une  
ville stituée sur le versant d'une colline. Il y  
a une mère et sa fille, il y a un père et  
Mary Smith... leurs amants !

7 h. 7, *Matinées* : 8 h., *Les chemins de la connaissance* :  
 Records sur la science par le Rouge (l'association de fond-  
 vers par J.-C. Pecker, professeur au Collège de France) ;  
 8 h. 32, *Les cadres responsables de notre temps* : Emploi,  
 retraite, fiscalité, évolution de l'entreprise... Les cadres sont-ils  
 si pleins ? ; 9 h. 7, *Le monde contemporain*, par J. de Beer  
 et F. Crémieux ; 10 h. 48, *Démarches*, par Gérard-Louis  
 Sarrailh ; 11 h. 25, *Le monde* ; 12 h., *L'artiste prend le*  
*parole* : Jancarik ; 12 h. 5, *Le pont des arts* ;  
 14 h., *Poésie* ; 14 h. 5, *Emission spéciale* : Une note  
 vendée, par M. A. Blichartz et B. Saxel ; 16 h., 20 h., *Le*

7 h. Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.), Actualités d'air : « Petite musique de nuit », version pour quatuor à cordes (Mozart) ; « Album à la jeunesse », extraits de « Les contes de fées » (Mozart) ; « Les contes de fées », 8 h. 25 orchestre (H. Sautourel), avec M. Rostropovitch, 8 h. 25 (S.), Musique à la une (jeu) : 10 h (S.), Pour l'annuaire de la musique : 10 h 15 (S.), Concerto pour piano (M. Martinu) avec V. Leikstova et V. Leisak, Orchestre philharmonique de Brno, direction J. Wiedmann ; 10 h 45 (S.), Concerto pour piano (M. Martinu) avec V. Leikstova et V. Leisak, Orchestre de chambre et symphonique de Sarrebruck ; « Concerto brandebourgeois n° 3 en sol mineur » (Bach), direction M. Rostropovitch ; 11 h 15 (S.), Concerto pour piano n° 1 mineur, opus 64 (Mendelssohn), direction M. B. Maderna, avec Thomas Brandner : « Jeux » (Debussy), direction M. B. Maderna ; 12 h (S.), Variétés actualité : 12 h. 37, Sortilège du Flémenco

**SAMEDI 23 JUIN**  
**(PARIS 312 mètres)**

9 h., Civilisations du cheval ; 11 h. 30, Regards sur la science ; 14 h. 30, Université radiophonique ; 15 h. 30, A chacun selon son lot ; 17 h., Le philosophe dans les bois ; 17 h. 30, Thèses en Sorbonne ; 17 h. 30, Chronique de l'UNESCO.

Au début du siècle dernier, un aristocrate  
*californien* partait du rattachement aux  
*Etats-Unis* doit lui-même une bande qui  
 cherchait à faire passer le pays sous la coupe  
 des Russes.  
 18 h. Dessus Amix.  
 18 h. 15 Tierce: Grand Prix de Paris à Longchamp.  
 18 h. 30 Dimanches illustres (suite).  
 19 h. 15 Les deux frères - La mère l'oie -  
 18 h. 20 Reportage: Le monde vivant.  
 La vie des pique-boules, ces oiseaux qui  
 sont les compagnons des lions, des guépards,  
 des félins.  
 18 h. 45 Sports sur l'A 2  
 19 h. 30 Variétés: Ring-Parade, de G. Lux.

**ET PHILOSOPHIQUES**  
**DIMANCHE 23 JUIN**  
**FRANCE - CULTURE**

5. Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christi-  
anisme ; 8 h. 30, Service religieux protes-  
tant ; 9 h., Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects  
de la culture contemporaine : « La Fédération fran-  
çaise de la culture humaine » ; 10 h., Messe à la chapelle  
Sainte-Marie d'Antony, prédication du

12 h. Dimanche Illustré, de P. Tchernia.  
12 h. 30 Jeu: Le défi, de J. et J.-P. Rouland.  
13 h. 45 L'album de Pierre Doris.  
14 h. 5 Jeu: Monsieur Cinéma.  
14 h. 45 Film: "Californie en flammes", de  
L. Landers (1951), avec C. Wilde.

7 h. 2, Polme : 7 h. 4, La fenestre açoriana : 7 h. 15, Harizon : 7 h. 40, Chasseurs de soleil : 8 h., Entaision philosophique et religieuse : 11 h., Regards sur le muséum, par Naxos : (R. Strausz) : 12 h. 5, Alisero, de R. Chouvet : 12 h. 45, Orchestre de chambre de Radio-France, direction de R. Chouvet : 13 h. 15, Concerto pour piano et orchestre de M. C. (C. Chavez), « Poetica II » : (L. Antunes), « Ballade pour saxophone et piano » (J. Martin), avec G. Lacour et J. Morla, piano : 14 h., Morla, piano : 14 h. 10, Poésie Interrompue : 14 h. 55, M. La Tronchade et J. Morla, piano : 15 h. 15, Concerto pour piano et orchestre, comédiens-français : 16 h. 5, Echanges, avec le B.C.F., et les Viers », de Monteverdi, avec J. Smith, A. Homelle, J. Bouvier, J. Morla, piano : 16 h. 45, Concerto pour piano et orchestre, Chœur des Petits chanteurs de la cathédrale de Salfisbury et de la cathédrale de Wells, Ensemble de cuivres Ph. Jones.

[illegible]

M. Valéry Giscard d'Estaing fera le point de la situation dans une allocution radiotélévisée diffusée sur les deux premières chaînes et la radio en début de soirée, reprise en fin de programme sur FR3.

19 h 30 Variétés : Midi première.  
19 h 30 Série : Les séducteurs du ciel.  
19 h 30 Tour de France cycliste.  
19 h 50 Rugby : 2<sup>e</sup> test-match France-Afrique du  
Sud.  
19 h 20 Le fil des jouns.  
19 h 45 Pour les petits : Pierrot.  
19 h 50 Feuilletton : Casinway.  
Le meurtre d'un homme, au siècle dernier,  
des forces se trouvent mêlées aux passagers  
et à l'équipage : le narré, au bord de la tropi-  
que de cette époque, est d'un haut intérêt.  
Une minute pour les femmes.  
19 h 40 Tour de France cycliste (résultats filmé).  
19 h 45 Les canards du lundi, regard sur l'his-  
toire : « Quand passent les cigognes », de  
M.Kalatozov (1957), avec T. Samoilova.  
En 1941, Veronika, une jeune Moscovite,  
voit son fiancé partir pour la guerre  
contre les Allemands. Il meurt au front sans  
qu'elle le sache. Veronika mûrit dans les  
années et se marie. Elle apprend que son

[illegible][illegible][illegible]

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.  
15 h. 30 Série : Les mystères de l'Océan.  
16 h. 10 Les après-midi d'A. Jammot.  
18 h. 30 Pour les petits : Le palmier des enfants.  
18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h. 45 Feuilletton : Filiste de courses.  
20 h. 45 Série : Le cratère de glux (quatrième épisode) - Mai 1944 - de G. Perrault et J. Cosmos; réal. G.-A. Lefranc.  
21 h. 40 (8) Documentaire : Des hommes, « Les égoutiers de Saint-Denis » de J.-M. Soyez; réal. A.-S. Labarthe.

[illegible][illegible][illegible]

مکتبہ امین الاسلام



LA GÉOGRAPHIE

par Maurice Le Lannou

IDEES

# LE STYLE DES GÉOGRAPHES

ES géographes s'en plaignent, et parfois s'en indignent : leurs ouvrages sortent maladeusement du public d'apprentis spécialistes, élient peu d'échos et ne confèrent, règle générale, que de médiocres notoriétés. Non que la discipline faille à l'essentiel de ses tâches, ni lui manque l'ardeur. Mais sans doute, prise dans le grand tumulte du monde, et soucieuse d'en élargir les horizons et les effets, a-t-elle dû parer à plus pressé et renoncer à séduire. La géographie est peut-être devenue la science, elle n'est plus un art, mais où sont les bons écrivains géographes d'antan ?

On aperçoit le mal à sa racine quand est appelé par métier, comme je le suis, à lire force thèses de doctorat, à donner la moindre référence, car s'agit de travaux sur d'autres points et méritoires et que je n'entends point déprécier, le cernai quelques-uns de ces textes où l'on voit que l'auteur, si efficace soit-il, n'est pas le maître de son expression et se livre à d'autres disciplines, voire à d'autres continents, et dont l'usage, très souvent des détours qui la dénaturent irrémédiablement, constitue proprement le jargon. Voici des établissements de des monuments qui, dans une ville, ont un caractère de centralité, où un quartier qui exerce le monopole hôtelier (j'ai vu, avec un valais conchyliole). Il est dit plus loin que ledit quartier abrite la majorité des structures d'habitat de la ville, et qui est censé vouloir signifier à peu près la même chose. En telle et telle, ce pays se dépeuple la croissance théorique, tandis que la capitale a l'excubité des médias au niveau national. Et ces niveaux ! Toute l'activité des humains ne semble pouvoir être examinée que par tranches, sur la foi d'indicateurs... de niveau, providentiellement placés sur chacun des plans de séparation. Au niveau de la circulation, au niveau des échanges, au niveau des

psychologies populaires... Il y a aussi cette trop fameuse « motivation », qui remplace la cause, le motif, la suggestion : la suppression des grands magasins limite sérieusement les motivations de déplacement des citoyens vers le centre. On savait nos équipes de football plus ou moins « motivées » par le désir d'une revanche, ou l'espoir d'une promotion, mais voici qu'une de nos capitales européennes s'enorgueillit d'un quartier motivé conjoncturellement par la tenue d'une exposition universelle. Comment un public de bonne volonté accepterait-il de gâter le plaisir de la géographie par l'ingrat effort de traduction qu'imposent ces galimatias ?

C'est que les géographes prennent eux-mêmes de moins en moins la peine de traduire en clair langage la matière désormais quasi exclusive de leur information, à savoir la note documentaire ou statistique, officielle ou privée, sortie toute saine de quelque bureau d'études et pleine de ces raccourcis à l'américaine qui économisent l'effort d'écrire en attendant d'éprouver celui de penser. Dès lors, rien ne s'oppose à ce qu'il passe quatre mille cinq cents octets-heures devant certaine cathédrale, la marche de l'empire urbain peut bien submerger la campagne d'une ville méditerranéenne, la mince arête du dix-huitième siècle se faire goutte d'étranglement, l'édile se lamenter de l'absence de tout zoning-fonctionnel, il n'y a plus qu'à se spécialiser pour s'en chagriner et pour imaginer qu'on puisse encore dire tout cela en bon français. Et les choses vont très loin, puisque le soul de la forme arrive à passer pour une vraie trahison : quand presse la nécessité d'aménager le monde, ne faut-il pas se préoccuper d'arriver à l'heure et, pour participer utilement à l'action, ne convient-il pas d'adopter purement et simplement la langue des scénarios ? Bien rétrograde qui s'y refuse.

Mais voici encore des échantillons de

ce mauvais style, pour justifier plus complètement mon inquiétude. Ils sortent eux aussi d'une thèse de géographie, mais comme on les devine inspirés par quelque impératif commanditaire d'une liste statistique ! Dans la composition des effets d'immigrés reçus par telle capitale d'Europe, certaine région est bénéficiaire dans toutes les catégories, et particulièrement dans l'industrie et les autres salariés, cependant que, si l'on considère la répartition des hors-venus selon les différents quartiers de la ville, tel de ceux-ci est récepteur à tous les niveaux. Le nombre, le flux, la ventilation, l'indice, voilà maintenant l'essentiel. Je veux bien l'admettre, puisque le monde nouveau, universalisé, mécanisé, robotisé, relève désormais du chiffre plus que de la phrase. Mais je puis bien regretter que, s'il y a place pour cette géographie de courbes et de signes, elle absorbe tout le reste ou du moins le contamine, mettant ainsi le géographe au ban des écrivains.

Je n'ai certes pas choisi le très solide ouvrage de Christian Verlaque sur les transports de mer (1) pour le donner en exemple de ce fâcheux élitisme. Bien au contraire, le livre est fort correctement écrit, sur une matière qui pourtant se prête assez peu aux volutes du style. Il est gros d'une illustration remarquable, où les indispensables statistiques sont rangées en tableaux expressifs, et les chiffres ne viennent pas alourdir le texte. Le vocabulaire technique reste toujours de bon aloi : quand il n'a pas la patine du temps — les vieux termes marins sont précis et respectables — et qu'il doit être fabriqué pour rendre compte des puissantes innovations en cours, il ne manque jamais d'être passé au meilleur crible (le contenu, le porte-conteneurs, le porte-barges, le vraquier...) ou bien, s'il est étranger,

d'être utilisé comme tel et sans compromission. La rédaction est simple et claire, point du tout jargonnante. Bref, l'ouvrage, que je recommande pour sa substance aux lecteurs curieux des choses de la mer, ou soucieux de savoir comment collaborent ou rivalisent aujourd'hui océans et continents, est agréable à lire et concilie fort bien la forme et le fond.

Il me servira pourtant à montrer combien la géographie devient un art difficile et de quelle manière la Terre, avec ses couleurs, ses formes et ses spectacles, tend à lui échapper. Qu'a-t-on, depuis une ou deux décennies, de la vie des ports ? Christian Verlaque note avec pertinence que les plus grands occupent « un espace terrestre considérable, parfois aussi important, sinon plus, que l'espace maritime ». Ses cartes si claires illustrent bien les extraordinaires dimensions acquises par Rotterdam, Anvers, Londres, et cet étonnant Kita Kyu-Shu, qui couvre tout un demi-cercle de la baie japonaise de Suho (entre Hondo et Kyu-Shu), laquelle a quelque 20 kilomètres de rayon. L'industrie, qui « polérisse » d'énormes surfaces autour des grands organismes portuaires d'Europe comme du Japon, est en grande partie responsable de ces extensions, mais la multiplication des bassins accessibles aux navires géants de l'heure appelle aussi de notables allongements. Du Rijnhaven, la darse la plus intérieure de Rotterdam, à la pointe de la Massalake, cette « plaine de Meuse » construite par les hommes au-delà même de la véritable embouchure du grand fleuve, il y a 35 kilomètres, à vol d'oiseau. Le bassin minéralier de Dunkerque, à l'ouest des anciens quais, mesure environ 6 kilomètres, mais de nouvelles installations sont en cours, qui le prolongeront jusqu'aux abords de Gravelines et lui donneront une longueur totale de près de 4 lieues à partir du vieux centre urbain ; et ce ne serait pas

tout, puisque l'on projette de réunir Dunkerque à Calais dans un même ensemble portuaire, et que ce « Cadunor » s'étendrait sur une trentaine de kilomètres. Que dire aussi de Gènes, déjà très étiré vers l'ouest, par Mulino et Voltri, et que l'on songe à pousser plus loin encore, jusqu'à Vado-Ligure, au-delà de Savone ? De tels organismes ne peuvent plus être embrassés d'un coup d'œil. Combien de Gênois pourront entrer dans la familiarité de Voltri ? Et comment le géographe parviendrait-il aisément à rendre compte, avec de simples armes traditionnelles, d'un cadre et d'une vie qui sont devenus proprement invisibles, comme si l'objet même de la géographie s'évanouissait dans ses dimensions ?

Ce qui est vrai des ports l'est aussi des villes, et peut-être même, déjà, des campagnes. Gigantisation et banalisation, qui sont les phénomènes majeurs du monde contemporain, achèvent de remettre en cause l'ancienne solidarité des hommes et des lieux, qui était au cœur de la géographie. Elles menacent en tout cas de rendre plus ardu le métier du géographe, devant qui se dérobent les spectacles et les faits, et qui doit recourir à ces abstractions que sont les données comptables, souvent fausses, rarement contrôlées, toujours encombrantes, fournies par la statistique. Et l'on comprend que les géographes, privés d'air, arrachés au réel, se condamnent à écrire si mal. Le livre de Christian Verlaque — il n'est heureusement pas le seul — administre du moins la preuve qu'il pourrait en être autrement, qu'il n'est pas nécessaire de jargonner pour décrire les transformations de la planète et que, si la bousculade de notre temps explique l'abandon d'une langue soignée, elle ne l'excuse pas.

(1) Christian Verlaque, *Géographie des transports maritimes* (Collection « Grands produits et transports » dirigée par A. Huels de Lempdes), Doin, Paris, 1975 (248 F.).

## Langues, revues, colloques

- *Le français, langue sans frontières*. Synthèse des trois premières biennales de la langue française, communications de la quatrième. Les textes consacrés à la quatrième langue des affaires « sont intéressants et toujours d'actualité. 1 vol., 30 p., 25 F.
- Commandes à M. Bernard Pignon, journal de la langue française, 3, rue du Sergent-Bauchet, Paris, 3012.
- *Vie et Langage*, la revue mensuelle éditée par Larousse, s'est créée sans bruit. La formule n'était pas « rentable ». La curiosité d'un si large public pour les « cotés du vocabulaire, l'histoire des mots, l'étymologie, serait-elle une légende ? *Vie et Langage* somnolait un peu, ouhulations que sa disparition ne soit adéquate, et qu'une petite «vue du français vivant trouve sa place sur le marché.
- *Le dictionnaire de l'enseignement français au Québec*. Sous ce titre, la plaquette de 55 pages réunit 10 articles (5-12 avril 1975) de très excellente conception. Lysiane Pignon (La Presse de Montréal), dispensable à tous ceux (et celles) qu'intéresse l'avenir du français au Québec : utile à tous ceux que préoccupe le problème de l'enseignement du français en France : qui plus est, un modèle d'actualité journalistique. Solides, vivants, passionnés. Envoyez votre demande à la délégation générale du Québec, 65, rue Pergolèse, 75016-Paris.
- *Langue et Décolonisation*, séminaire organisé du 10 au 25 juillet 1975, à Frédéric (Danemark) par le TEJO (Tutmond Espérantiste Juniors Organizo), qui tiendra en même temps (à Frédéric) son trente et unième congrès international. Renseignements et inscriptions à TEJO, commission des relations extérieures, Kastelenstrat 231, Amsterdam 1011 (Pays-Bas). A la même adresse, d'intéressantes publications, en particulier sur les rapports de forces en Europe dans les domaines linguistique et culturel. Sur demande.
- *Michel-Ange*, revue francophone italienne, publiée (en français) pour la première partie) son numéro 1. Particulièrement destinée aux étudiants d'Italien en France, ou à ceux qui souhaitent l'apprendre. Abonnement (4 numéros par an),

- à Rencontres et Réalités franco-italiennes, 10, rue Clément-Marot, 75008-Paris.
- *Ecrite pour être lu*, de Sven Sanderichin, prouve le mouvement en marchant. Plaisant, alerte, stimulant, ce petit livre (102 pages) se lit d'une traite et se relit avec profit. Comme « il est beaucoup plus facile d'écrire en français qu'en anglais », les conseils de bon sens et de grand savoir-faire de S. Sanderichin viennent à leur heure. Beaucoup d'exemples, qui sont en fait des exercices pratiques. Une règle d'or : être clair, être bref, être simple. Les proclamations de Bonaparte comme les messages du général de Gaulle en 1960 avaient « quinze mots à la phrase ». *Rencontres extraordinaires* ! Les derniers discours du général de Gaulle, en 1968, à la veille de son départ, étaient de seize mots. Un bon journaliste : quinze à vingt mots. A vous de jouer !
- *Ecrite pour être lu*, de S. Sanderichin, Entreprise moderne d'édition, 4, rue Cambon, 75001-Paris. Volume, 26 F.

## Portrait

### Éditeur à dix-huit ans

MARC MINOUSTCHINE a dix-huit ans. S'il rate le baccalauréat, série philosophie, il n'en fera pas un drame : il a une autre corde à son arc, une vraie passion, un métier. Éditeur depuis l'âge de quinze ans, Marc a franchi cette année une étape décisive dans l'évolution de la maison qu'il a créée et qui porte son nom : il a abandonné le secteur de la presse pour se consacrer aux albums de bandes dessinées. Il en a déjà publié quatre et, pour la rentrée, de nouveaux projets. Lorsqu'en 1971, alors qu'il était en classe de troisième, un camarade du lycée Henri-IV lui proposa de lancer avec lui un journal de bandes dessinées, une « fanzine », Marc n'était pas un spécialiste. Comme tout le monde il lisait *Pilote* et « se tenait un peu au courant ». Sans plus. Il se retrouva vite seul à la tête de ce journal — *Submarine* — où, comme tant d'autres il était à la fois courriel, dactylo, P.D.G., « hôte » d'accueil et comptable. Il faut croire qu'il le

fit bien, puisque les mille exemplaires de chaque numéro se sont vendus comme des petits pains dans le milieu bien délimité de la B.D. L'erreur de Marc — qui avait entre-temps créé une S.A.R.L. au capital de 20 000 F et dont sa mère fut nommée gérante — a été de vouloir « bénéficier du réseau de distribution des N.M.P.P. au lieu de se contenter de son réseau personnel. Résultat : après deux numéros d'une nouvelle série il a dû cesser en décembre 1974 la publication de *Submarine* : il ne sait toujours pas, après six mois, combien d'exemplaires, sur les douze mille tirés, ont été vendus.

Point d'écoulement — il en faudrait plus pour désamorcer ce grand garçon sérieux, méticuleux et presque austère. Marc Minoustchine s'orienta vers un autre « créneau ». Laisant à ses fans de la B.D. leurs pompes et leurs fanzines, leur amateurisme maniaque, il décida de publier des albums pour les gens qui lisent volontiers de la B.D. sans, pour autant, en faire une raison de

J'AI MÊME MORU UN CONTREMAÎTRE.



vivre ou une religion. Le résultat, pour l'instant, ce sont ces quatre albums, tous tirés à trois mille exemplaires, sauf un qui en est déjà au sixième mille.

Aucun de ces ouvrages n'est à proprement parler un chef-d'œuvre, mais les amateurs de B.D. seront heureux de disposer d'un album reprenant la première bande publiée dans *Pilote* par F.Murr : « *Au loup !* ». Ce dessinateur de vingt-huit ans a devant lui une carrière assurée. Il devra se souvenir — lorsqu'il sera riche et glorieux — que son premier album a été publié par le plus petit et le plus jeune éditeur de bandes dessinées.

Les trois autres albums montrent que Marc Minoustchine n'entend pas se limiter à un seul genre de B.D. Avec le petit personnage de White Spirit, créé spécialement pour lui par un autre jeune dessinateur, Forcadell, Marc Minoustchine tente — et c'est risqué — de lancer ce média, sans le support d'un journal, un de ces petits personnages qui, en six dessins, viennent décrire leur état d'âme ou commenter la vie de la planète. *Histoire d'or*, fantastico-politique, est bien dessinée par Claude Barru, mais son scénario n'est pas toujours intelligible, ce qui fait sans doute son charme mystérieux ! « *Le Destin des P'tits* », de Massonnet, est assurément le moins bon de la série, et Marc Minoustchine, s'il veut durer, devra éviter de publier trop de poches de cette sorte.

Dur... Marc Minoustchine a la vie devant lui. « *A vingt-huit ans, dit-il, il y aura dix ans que j'aurai commencé à publier des albums. En commençant jeune, j'ai quelque chance de tenir jusqu'à ce que mes albums soient rentables.* » Pour l'instant, il ne fonctionne qu'avec son capital de 20 000 francs, mais il a quelques grandes coupes en perspective : des dessinateurs déjà célèbres travaillent pour lui dans le secret.

BRUNO FRAPPAT.

★ Editions Marc Minoustchine, 5, rue des Chantiers, 75005 Paris. Tél. : 226-26-94. Tous les albums sont vendus au prix de 15 F, sauf celui de White Spirit : 10 F.

## hèse

### « La plus haute des solitudes »

LS traversent nos vies comme des fantômes. Le maître pourrait se lire sur leurs visages. Mais on ne prend ni la ligne ni la pente de leur regard. Pendant trois ans, Tahar Ben Jelloun a écouté de ces travailleurs immigrés dans le centre médical psychosomatique, où intervient comme psychothérapeute.

De cette expérience, il a tiré une « hèse » qu'il a soutenue récemment à l'université de Paris VII (1).

**Des allures de poème**

Le mot de thèse ne convient pas lorsqu'il s'agit d'un travail si passionné, qui revêt véritablement des allures de poème. Tahar Ben Jelloun a intitulé son livre « La plus haute des solitudes ». Il présente vingt-sept canonniers nord-africains, frappés d'impotence sexuelle. A force de considérés seulement comme des travailleurs, ils ont fini par perdre le regard, la notion des autres. On nait leur individualité, leurs désirs, leurs espoirs : alors, ils se sont jetés dans un processus d'autodestruction. La lente mutation qui se produisait au secret de leur esprit a entraîné leur impuissance sexuelle. En prenant l'initiative de se nier, de laisser mourir leurs désirs, ces hommes ont protesté à leur manière contre le sort qui leur était fait, d'exclusion qu'ils subissaient. Ils ont ouvert le « spectacle silencieux » de notre société.

Tahar Ben Jelloun s'est impliqué lui-même dans cette expérience. Il ne revendique pas l'objectivité. « Comment poser, dit-il, un regard scientifique et froid sur quelque chose qui relève de soi-même ? Il ne se cache pas d'avoir été ébranlé, remué, atteint. Que pouvait-il faire ? Les écouter, leur parler. Et ensuite ? Aucune thérapeutique ne saurait les guérir, selon l'auteur. Leur maladie est politique, au sens le plus riche du terme. On ne peut la séparer de leur aliénation quotidienne.

**FRANÇOIS BOTT.**

(1) Thèse du 3<sup>e</sup> cycle en psychologie. Tahar Ben Jelloun a obtenu la mention très bien. Le jury était composé de Mmes Hervé d'Almon, Germaine Trillion, de MM. Claude Weil et Roland Jaccard.

## Les travailleurs au château

(Suite de la page 9.)

Avec eux avec des créateurs de renom qui viendront animer des stages d'une semaine l'an prochain. Marc Chevalier veut aussi faire de CREAR un carrefour de recherches sur l'art et ses rapports avec le milieu social. « Ne pas se fier, sans cette recherche, nous faisons du patronage. »

### Le prix d'une H.L.M.

Cette détermination est bien la caractéristique de l'équipe de l'INTEPAC, qui, depuis plusieurs années, a décidé de dépasser le boy-scoutisme des milieux traditionnels de l'éducation populaire. Sans renier ses principes, ni ses objectifs, mais en essayant de « voir grand ».

Certains spécialistes font parfois le reproche à CREAR de son confort, et à son directeur d'être plus un P.D.G. qu'un militant. Dominique Alloué fait volontiers valoir que l'achat de CREAR, son aménagement intérieur, la construction de nouveaux ateliers (audio-visuel, techniques « lourdes » et bruyantes comme le fer, le bois...), l'achat de matériel, représentent un investissement total de 15 millions de francs.

Dans ces conditions, avec des subventions de l'Etat (30 %) et de la Caisse nationale d'allocation familiale (25 %), la partie devenait jouable. Car l'enjeu était d'offrir des stages à des prix accessibles, sans compter, cette fois, sur des subventions publiques de fonctionnement. Le semaine complète en atelier à 480 francs, c'est la moitié du prix de revient. Les comptables de CREAR ne s'y retrouvent qu'en se « rattrapant » sur l'hôtellerie des week-ends, pour les séminaires et les stages de groupes.

Cet équilibre est sans doute précaire, et le risque est grand de faire de CREAR une sorte « d'usine à stagiaires ». La cohabitation entre les artistes et les gestionnaires n'est pas toujours sans problème. Ceux-ci ont besoin de souplesse, de disponibilité ; ceux-ci veulent des plannings bien établis et des horaires fixes.

CREAR a grandi trop vite. Four confier son succès, il aura certes besoin d'asseoir la réputation de son hôtelier (courtoisie de l'accueil, qualité de la table), mais aussi, et surtout, de faire triompher sans cesse l'enthousiasme sur la bureaucratie.

YVES AGNÈS.

remise scolaire 75%

LES INSCRIPTIONS

cont. reçues tous les jours pour le

**B.T.S.**

(Brevet de Technicien Supérieur)

- comptabilité et gestion d'entreprises
- gestion et exploitation de centres informatiques
- secrétariat de direction et trilingue

Ecole Supérieure Privée de Technico-logie - 6, rue d'Amsterdam 874 55 59

94, rue St-Lazare 874 56 50

**FAX**

## SOCIÉTÉ

## Métiers

## Il n'y a plus de forgeron à Rauville-la-Bigot

**R**AUVILLE-LA-BIGOT, dans la Manche. Une bourgade comme tant d'autres. Une rue principale qui s'étire d'un bout à l'autre de la commune. Une mairie et une école qui se confondent. Une église qu'on remarque à peine. Quelques commerces. Et tout là-bas, à l'extrémité de la route qui relie Cherbourg à Bricquebec, une forge. C'est là qu'habite M. René Durel, « Obélix » comme l'appellent les jeunes du village qui l'imposante stature du forgeron impressionne.

M. Durel a toujours vécu près d'une forge. C'est son père, forgeron lui-même, qui lui a appris les rudiments du métier. « J'ai commencé à travailler à la forge à l'âge de treize ans, se souvient René Durel. C'était à Bricquebec, à quelques kilomètres d'ici. Pendant vingt-quatre ans, j'ai aidé mon père. Il m'a tout appris, le métier de forgeron et celui de maréchal-ferrant. En 1947 — j'avais treize-sept ans — j'ai pu enfin m'installer à mon compte à Rauville-la-Bigot. J'ai aménagé, noté même la forge que

vous avez devant les yeux. Elle n'a pratiquement pas changé depuis. C'est du vieux, mais c'est encore solide. Ça défie les ans. Le grand soufflet que vous voyez là est d'époque lui aussi. Un antiquaire m'en a proposé une petite fortune. J'ai refusé son offre : un bon ouvrier ne vend pas ses outils. »

Mais il s'en sépare quand même un jour, à regret : lorsqu'il prend sa retraite. Ce jour-là, c'est le forgeron de Rauville-la-Bigot, à soixante-cinq ans, le jour même de son anniversaire.

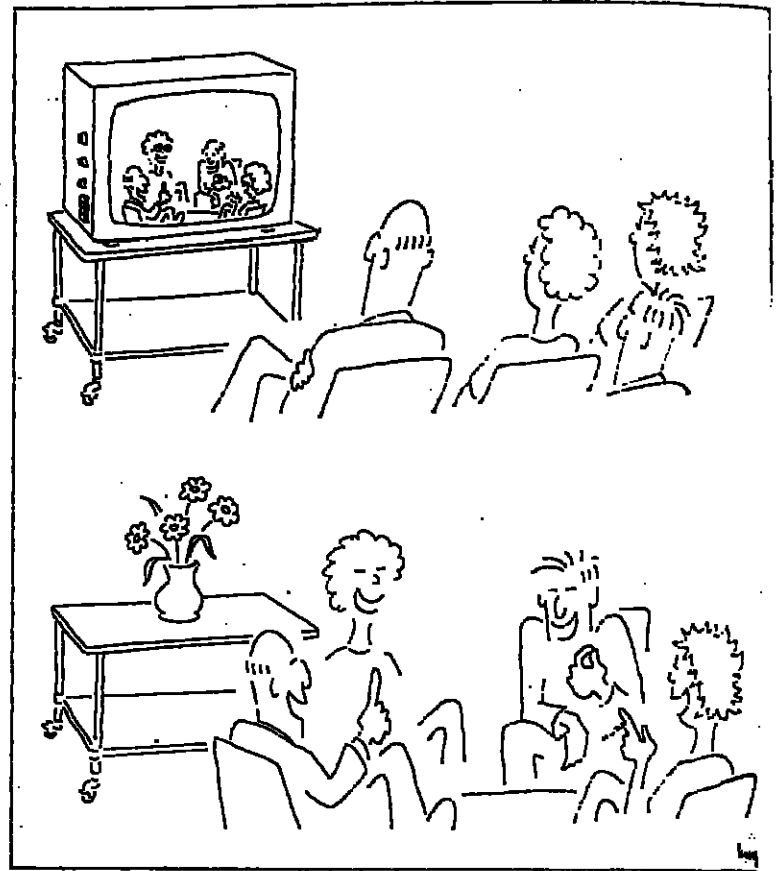
« Pour toute la commune, c'est un jour triste, dit le maire, M. François Lejeune. Encore un artisan qui disparaît, et qui ne sera pas remplacé. Et un artisan qui avait sa place ici. Il n'avait pas son pareil pour exécuter les multiples petits travaux que les cultivateurs attendent d'un forgeron et d'un maréchal-ferrant : rebattre les socs de charrues, tremper les outils, ferrer les chevaux et mille autres choses encore... avec la disparition de la

forge, c'est aussi un lieu de rencontre qui n'existera plus. Les Rauvillais aiment en effet rendre visite au forgeron et discuter un peu avec lui. Chacun lui confie ses petits secrets, ses petits problèmes. Le feu de la forge mettait tout le monde en confiance. On se sentait comme chez soi. »

On s'en doute, c'est la mort dans l'âme que M. René Durel s'est décidé à ranger son marteau et son enclume et à éteindre le feu de sa forge. On n'entend pas cinquante-deux années de travail sans un pincement au cœur. Mais ce qui fait le plus de peine au forgeron de Rauville-la-Bigot, c'est de savoir que sa forge restera définitivement fermée. Aucun de ses quatre fils n'a voulu prendre la relève : l'un travaille à la lutherie la plus proche, l'autre est cheminot, le troisième est gendarme, le quatrième est réceptionniste dans un grand magasin de Cherbourg. Et des jeunes, il n'en reste plus beaucoup dans la commune.

ROLAND GODEFROY.

## AVANT...



## ...APRÈS

Dessins de KONK

## BONNES FEUILLES

## « LE MINISTÈRE DE L'IMPOSSIBLE », de Robert Poujad

Les éditions Calmann-Lévy vont publier, dans la collection « Questions d'actualité », un livre de M. Robert Poujad dans lequel le premier des ministres français de l'environnement dresse un bilan de son action. (Le livre paraîtra fin juin.)

Créé en janvier 1971 dans le gouvernement de M. Chaban-Delmas, le ministère de la protection de la nature et de l'environnement constitue une innovation dans la structure du gouvernement et, comme le dit son titulaire, « une surprise dans l'administration ». M. Poujad, ancien secrétaire général de l'U.D.R., député de la Côte-d'Or et maire de Dijon, en est la charge jusqu'en mars 1975. Tâche difficile puisqu'il s'agit en somme

de créer et de faire vivre « ce ministère de l'impossible ».

Tel est d'ailleurs le titre du livre dans lequel l'ancien ministre raconte les batailles qu'il a menées pour s'imposer et les premières victoires qu'il a remportées contre les intérêts, les préjugés et les habitudes.

Dans le dernier chapitre, dont on lira ci-dessous des extraits, M. Poujad, après avoir rappelé comment la protection de la nature et de l'environnement doit s'appuyer sur une autre loi de la croissance, pose cette question fondamentale : une telle action n'est-elle que quelques chances de réussir dans une société libérale ?

On m'a parfois dit que la protection de l'environnement était impossible dans un régime libéral et que je me trompais de société. Je crois toujours que rien n'est aussi fécond, riche de surprises que la liberté quand elle est vraie. Non, un tel ministère n'aurait pas été, ne serait pas, dans un régime vraiment libéral, le ministère de l'impossible. Et cela d'autant moins que la règle du jeu libéral devrait être un effort systématique et persévérant de décentralisation et de déconcentration.

La bataille du cadre de vie se gage sur le terrain et non dans le triptyque des directions de ministères parisiens. Elle suppose l'engagement des collectivités locales et le développement, avec elles, d'une politique contractuelle sans arrière-pensées.

## Une équipe de pionniers

Persuadé de la nécessité du développement, je n'admettais jamais qu'on le considère comme une fatalité.

A cet égard, le vingtième siècle insulte au génie humain. Il crée dans la passivité politique. Je ne cessais de l'histoire d'être la « l'âme », comme nous le disait l'auteur de l'Esprit quand nous avions vingt ans. Trop de gens sont aujourd'hui ballotés entre la nostalgie du passé et la crainte de l'avenir, et j'ai souvent trouvé désolant que l'on confonde cette double hantise avec la lutte pour l'environnement. A la fin de ses

Mémoires, Chateaubriand écrit que « le monde actuel semble pris entre deux impossibilités : l'impossibilité du passé, l'impossibilité de l'avenir ». Cette définition élogieuse de la société bloquée s'appliquerait-elle à la fin du vingtième siècle ?

Durant trois ans, avec une équipe de pionniers trop passionnés peut-être par leur combat — mais cela ne vaut-il pas mieux que l'indifférence blasée ? — j'ai exploré le champ du possible, dans une société inquiète, à la recherche d'elle-même, et qui semblait en effet paralysée par ce qu'elle croyait être l'impossibilité du passé et de l'avenir, sans qu'elle ne comprenait l'un ou l'autre avec ses phantasmes.

Je crains que certains n'aient vu surgir la crise économique comme une sorte de réponse du destin à leur immense interrogation. Cette crise, pourtant, ne devrait pas inciter les Français à la résignation, au fatalisme. Elle ne résoudra naturellement pas les problèmes de l'environnement. On pourra donner l'illusion qu'ils ne sont plus urgents ou, au mieux, donner le change.

Seule la mise en œuvre de beaucoup d'autres choses pourrait les reléguer à l'arrière-plan, mais la mise n'est ni une espérance ni un programme. La conjoncture nous invite, trop brutalement bien sûr, à faire, au besoin par le « bon usage des malades », un choix de société, ce qui n'a pas grand-chose à voir avec les formules électorales : cela veut dire réfléchir un peu sur nos raisons de vivre, redécouvrir le volontarisme, le sens des desseins collectifs.

Une société libérale qui, par exemple, bloquerait la spéculation sur les sols, le massacre des forêts, l'accumulation des déchets, l'extension d'un état collectif, elle se réhabiliterait à ses propres yeux, car la nouvelle crise de la conscience européenne, bien antérieure à la crise économique mondiale, est pour une large part une crise de volonté. Elle démontre beaucoup de théories qui fondent la libération de l'homme sur l'aliénation de sa liberté.

La protection de la nature et de l'environnement est une pierre de touche pour la société libérale. Cette épreuve, elle l'a jusqu'à présent retardée, et elle en est diminuée dans sa dignité et dans sa crédibilité. C'est pourquoi la meilleure occasion de mettre la libéralisme à l'école du courage et de la vérité, sans laquelle la liberté s'étirole et devient vaine. S'il ne peut répondre à l'exigence de biens naturels à usage collectif, qui a précédé la société industrielle mais qui s'est développée avec elle et risque de la

## Sans bouleversement

Et cependant, dans notre pays comme ailleurs, les gens sentent confusément, que seraient possibles, sans d'immenses sacrifices sans une interminable attente sans un bouleversement des sociétés et des régimes, des améliorations sensibles du mode de vie et du cadre de vie.

« Changer la vie », ces améliorations le permettraient dans une large mesure. « Il ne s'agit plus de retenter les avantages particuliers que l'inégalité des conditions procure aux hommes, mais d'assurer les biens nouveaux que l'égalité peut leur offrir. » Ce n'est pas un révolutionnaire qui parle ainsi, c'est Tocqueville. Mais il donnait sans s'en douter une excellente définition d'une politique exigeante de l'environnement.

Il serait tout de même surprenant qu'en cette fin de siècle, où la conquête de l'espace nous a conduits à franchir toutes les frontières de ce qu'une humanité déjà lassée croyait possible, n'apparaisse comme impossible que l'amélioration de notre cadre de vie, la protection des biens naturels, ou, pour penser un peu plus gravement (et, je le crains, inutilement), que la sauvegarde de notre terre ?

## Photographie

## Regards sur un exil en Seine Saint-Denis

**C**ENT photographies de Claude Raimond-Dilyon dévoilent la réalité la moins insolite du monde. Déjà, rien que par le refus du sensationnel, de tout bluff racoleur, cette originalité-là méritait d'être mise en évidence. Des immigrés de la banlieue parisienne ont été saisis sans surprise dans leur vie de tous les jours. Mais quoi ! pourrait-on répondre, c'est sensiblement la même vie que celle des autres travailleurs. Qui serait la même, au moins du point de vue professionnel, sans le regard furtif du photographe, désormais devenu le nôtre, qui a capté justement ce qui différencie deux ouvriers rivaux à la même chaîne. Chez l'un, sur son visage, se lit avec des nuances diverses un sentiment d'absence. Parce que son regard à lui, même s'il lui arrive parfois d'être tourné vers l'objectif, est dirigé vers un au-delà que Raimond-Dilyon a su deviner : de l'autre côté des mers ou des frontières, il a biffé de ses « contacts » le misérabilisme, l'anecdote, la pittoresque, les effets dramatiques.

Les scènes spectaculaires ne lui ont pourtant pas manqué au cours d'un reportage qui lui a pris près d'un an. Tel n'était pas son propos. S'il est parvenu non sans mal —

les vrais reporters ne minimiseront pas ces difficultés — à se faire ouvrir les usines, les chantiers, les centres d'accueil, les hôpitaux, etc., c'est en quelque sorte pour faire ressentir l'isolement, la discrimination — on ne parle même pas de xénophobie, le racisme existe partout de façon endémique — qu'eux seuls souvent perçoivent, des immigrés dont le pays d'origine n'a pas, ici, à être expressément spécifié.

Même quand il s'agit d'un enterrement au cimetière franco-musulman de Bobigny, poignant dans sa simplicité, on ignore la nationalité des participants à la cérémonie. En revanche, Raimond-Dilyon a limité son rayon d'action à la Seine-Saint-Denis parce que pour 12 % la population de ce département est composée de travailleurs étrangers.

Les voici vivant en famille, lorsqu'ils ont réussi à la faire venir ou à en fonder une. Ou, célibataires, dans les foyers, et on n'oubliera plus l'expression indécise de cet Africain debout, seul dans un couloir. Dans les cités de transit se fait jour en images simples la tragédie du déracinement.

Les voici au travail, leur raison d'être, malheureusement, sur le sol français. La photographie a pénétré partout, dans les plâtreries de Livry-

Gargan et l'usine d'incinération des ordures ménagères de Montfermeil, à l'entreprise Christoffe, qui emploie 87 % de main-d'œuvre étrangère, et à l'entreprise 33 Export de Drancy...

Les voici enfin dans ce qu'on pourrait appeler leur vie publique. Se pressant devant les guichets de la cité administrative de Bobigny, de la mairie d'Epigny, de l'agence nationale pour l'emploi de Montreuil. A l'hôpital intercommunal de Montreuil, qui a fourni à lui seul dix des images exposées : salles d'attente, de consultation : une vue particulièrement émouvante est celle d'une femme qui a tenu à accompagner sa jeune compatriote venue se faire examiner, pour la rassurer. Au marché. Dans une rue de Saint-Denis où se déroule une manifestation contre le racisme. Dans les réunions syndicales. A l'école. Dans une classe d'alphabétisation où un adulte africain demeure méditatif, soucieux peut-être à cause de l'effort qui lui est imposé.

En réalité l'accrochage, très élargi, n'a pas regroupé ces magnifiques agrandissements par thèmes. Les organisateurs de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, que dirige Claude-Olivier Stern, ont préféré une présentation plus souple. Les images apparemment mêlées se répondent comme les thèmes musicaux d'une symphonie, et finissent par constituer une sorte d'écriture qui répond exactement à la véritable fonction de la photographie.

Car la photo est un langage qui se passe des légendes (il n'y en a pas, et qui veut situer les étapes de « Regards sur un exil » peut se reporter à un petit catalogue). Raimond-Dilyon est un des premiers à parler de façon cohérente. Un long poème, humain, s'inscrit ainsi sur les panneaux déployés à l'hôtel de ville de Bobigny, déchiffrable à l'œil nu.

JEAN-MARIE DUNOYER.

\* Hôtel de ville de Bobigny, jusqu'au 30 juin. A partir de ce jour, le catalogue, l'exposition sera présentée dans les villes et entreprises de la Seine-Saint-Denis.

## Université

## Les sujets du bac

Au lendemain des épreuves de philosophie du baccalauréat, la chronique de Claude Vincent le 18 juin au matin à « Radio-France », était consacrée aux sujets du bac. Voici le texte de cette chronique :

**L'**UNE des rares choses qui consolent de ne plus avoir dix-huit ans, c'est de n'avoir plus à passer le baccalauréat. En lisant les sujets de philosophie que les candidats bacheliers ont dû traiter hier, j'ai éprouvé un sentiment de compassion pour les malheureux qui ont disserté sur ces questions vides, faussement ingénieuses, franchement désolées et hors de toute réalité. Les plus à plaindre sont ceux qui ont inventé ces sujets : si vraiment ils expriment ce qu'on attend d'un lycéen à la fin de ses études secondaires, c'est à désespérer.

Je vous en fais juge en vous citant trois des sujets : « Est-il légitime de reprocher à un homme d'être théoricien ? » « Est-ce être raisonnable que savoir raisonner ? » Et j'ai gardé le meilleur pour la fin : « Passionné ou triste ? »

Voilà à quel il faut savoir répondre pour prétendre aux études supérieures. Il faut non pas avoir une opinion sur la question de savoir si le passionné mérite d'être plaint mais s'arranger pour balancer astucieusement le pour et le contre avant de conclure prudemment que ce n'est pas si simple et que ça dépend des cas. C'est exactement le genre de questions qui fait les délices des concours académiques depuis deux ou trois cents ans, question qui n'a ni queue ni tête, qui fait appel à des sentiments et à des raisonnements convenus et qui n'a pas la moindre chance d'éveiller

le plus mince intérêt chez les garçons et les filles de 1975.

Je ne sais pas si le pédant de collège qui a inventé des balivernes une idée de ce que sont les lycéens de 1975. Il devrait écouter ce qu'ils disent, essayer de comprendre leurs préoccupations et la manière dont ils vivent leur vie, passions incluses. Il devrait écouter deux heures — minuscule actualité, lire trois numéros de « Charlie-Hebdo » et s'en sortir vivant il aura appris quelque chose.

Ce n'est pas, bien sûr, qu'il faille se conformer au goût, bon ou mauvais, des jeunes. Mais il faut au moins obtenir d'eux un minimum d'adhésion à leurs études. Il ne faut pas que les cours et les examens leur apparaissent comme détachés de la vie. Et malheureusement, c'est bien souvent ce qui se passe aujourd'hui. Alors, ils subissent cette phase de leur existence avec « résignation », ils « jouent le jeu » avec plus ou moins d'habileté pour obtenir les fameux diplômes — leur permis — leur droit de vote — leur droit de parler à la télévision — les rites annuels de l'éducation à la française. Et, pour bon nombre d'entre eux, la nécessité s'impose de trouver une échappatoire, un moyen d'évasion, parfois catastrophique.

Si on leur parlait de la vie, en parlant de ce qu'ils peuvent en connaître, le « jeu » qu'on aurait résolu une bonne partie de leurs problèmes qui sont aussi les nôtres.

## Humour

## La grève des écrivains

**I**MPRESSIONNÉS par les revendications des prostituées, un peu jaloux de l'intérêt que la presse leur porte, les écrivains se sont demandé : « Pourquoi pas nous ? » N'ont-ils pas, eux aussi, quelque raison de se plaindre de la société ? Tenus par fumistes par leur concubine, pour mendier par leur éditeur, pour parasites par le public, pour parasites par la société ? Tenus par fumistes par leur concubine, pour mendier par leur éditeur, pour parasites par le public, pour parasites par la société ? Tenus par fumistes par leur concubine, pour mendier par leur éditeur, pour parasites par le public, pour parasites par la société ?

Où, mais comment ? L'un brûle son œuvre sur le trottoir, l'autre refuse de payer les allocations familiales au risque de voir un huis-clos lui saisir ses meubles, un troisième se résout à écrire, à le croire, un feuilleton sur le sol du métro. Les passants sourient et s'éloignent, comme si de rien n'était. Et, faute de posséder le physique de l'emploi, la plupart des « marchands de

meats » ne peuvent recourir aux « manœuvres de recyclage » propres aux marchands d'amour. Alors ?

Convoqués de l'inefficacité de toute révolte, les romanciers et les poètes ont donc décidé de boudier ce monde qui les refuse. Ils ne lui donneront plus une idée, plus un vers, plus une histoire. Que les grands sentiments se débrouillent sans interprètes, sans exemples, sans références. Que les événements se contentent de naître les pages des journaux. Que les chanteurs répètent : « Yé, Yé, Yé ! », sans parvenir à trouver de rimes, et que les cinéastes s'amusent dans des torrents d'images qu'aucun fil conducteur ne guide plus.

Eux, les pelés, les galeux, les torseus, les auteurs, prétendent démentir par le silence qu'ils avaient quelque chose à dire.

GABRIELLE ROLIN.

مكتبة الطفل











## Batailles budgétaires sur la voie d'eau

Ces restars-là elors dans les budgets pour les treux colteurs de franchissement des seuils ?

M. Gailey est resté très éval sur ce point : « Il faut faire un choix net, et, si nous décidons de franchir un seuil de bout en bout, nous devons prendre la mise en place des moyens nécessaires pour mener l'opération à son terme dans l'déal raisonnable. Rien ne serait pique, à mon sens, que de s'en-gager dans une opération aussi ponquée globale sans infrastructures fluviales, assortie d'un plan de financement étalé sur quinze ans ».

Au moment où la rigueur financière doit être pour tous une règle de conduite, la grande famille de la vote d'eau, au lieu de s'entre-déchirer, ne devrait-elle pas ser rer les coudes pour contrer les autres puissants « lobbies » et convaincre, enfin (car c'est lui qui décide), le chef de l'Etat ?

FRANÇOIS GROSCHIRCHARD,

Au moment où la rigueur financière doit être pour tous une règle de conduite, la grande famille de la voie d'eau, au lieu de s'entre-déchirer, ne devrait-elle pas serrer les cordes pour contraindre les autres puissants « lobbies » et convaincre, enfin (car c'est lui qui décidera), le chef de l'Etat ?

**FRANÇOIS GROSRICHARD.**

quantité, la qualité et la cohérence des  
pensées donnent sans doute une idée au  
juste de l'opinion des Français sur le sud.  
Et par conséquent sur les mesures à pren-  
dre en priorité pour satisfaire un droit nouveau  
le droit à la propreté des rivages et  
baignades.

## Une station à Marseille

A la question « Si cette plage est polluée qui en est responsable ? » les interrogés répondent : les autres estivateurs (34 %), les pétroliers et bateaux de plaisance, les municipalités. Celles-ci sont surtout mises au pilori sur

● **PARIS - HENDAY MOINS D'ENCOMBRE** — Grâce à la mise le 25 juin prochain, itinéraires de délestage de la circulation de

l'améliorer cet été. Les estiva-  
consommateurs ont enfin la  
role. A eux d'en profiter.

**MARC AMBROISE-RENDI**

● **PARIS-HENDAYE AVEC MOINS D'ENCOMBREMENTS.** — Grâce à la mise en service, le 25 juin prochain, des quatre itinéraires de circulation de deux itinéraires bis autour de la Nationale 10, la circulation sur cette route traditionnelle entre Paris et Hendaye doit être allégée et quatre obstacles importants évités à Montbaban, Béziers, Béziers et Saint-Jean-de-Lux.

M. Michel Fèvre, directeur des routes au ministère de l'équipement, est venu présenter les modifications de ces itinéraires conseillés aux automobilistes en fonction des conditions de circulation par

### Région parisienne

## MILLE SIX CENTS ÉLUS AUTOUR DU SCHEMA

M. Maurice Doubiet, préfet la région parisienne, a invité parlementaires, les conseil généraux et les maires de région à débattre, le 2 juillet l'hôtel P.L.M.-Saint-Jacques, la mise à jour du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional.

Environ seize cents élus par  
ciperont à cette manifestation  
qui donnera au préfet l'occasion  
de commenter les propositions  
de l'administration et celles des  
assemblées régionales. Les élus  
auront la possibilité de poser  
toute question sur les évé-  
nements proposés par le schéma

## **Transports**

## MOTOBÉCANE

### PROGRESSION DES EXPORTATIONS

La société a encore enrichi sa gamme de produits. Parmi les innovations de l'année, il convient de signaler la sortie du Cady M3 et la présentation au Salon 1974 d'une moto 350 cc. à injection électronique. D'autre part, les produits Guzzi, dont la commercialisation dans le réseau de la société a débuté en 1974, ont rencontré un bon succès en raison de leur compétitivité et de leur présentation attrayante.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Avant d'ouvrir la discussion, le président avait signalé à l'assemblée générale que les membres du conseil d'administration de Motobécarrès, après consultation, avaient considéré la proposition faite par Pengeat. A par une lettre, du 12 juin 1971, attribuer à une société de ce groupe un mandat d'administrateur en lieu et place de la candidature résoutée par le conseil ne pouv

La profession française du dentiste, tout entière, dont la vitalité est concevable que stimulée par une saine concurrence.

L'assemblée générale a très largement approuvé le point de vue du conseil, la résolution présentée par celui-ci ayant été adoptée par tous les actionnaires présents ou représentés, à l'exception du groupe Dragage.

**SOCIÉTÉ DU LOUVRE**

Les chiffres d'affaires des cinq premiers mois pour les filiales ont été les suivants :

Société des hôtels « Concorde » : 15 724 000 F (+ 78 %) ;

Hôtel « Lutetia » : 2 272 000 F (+ 22 %) ;

« Terminus Saint-Lazare » : 608 000 F (+ 10 %).

Au cours de sa réunion à l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a réélu M. Claude Trautinger président-directeur général pour une durée de six ans.

**COMPAGNIE LYONNAISE  
IMMOBILIÈRE**

À la fin mai, la COMPAGNIE YONNAISE IMMOBILIÈRES possédait 3 732 logements achevés, ainsi que 17 000 m<sup>2</sup> de surface de bureaux et de commerces; 118 logements étaient en cours de construction, ainsi que 1 800 m<sup>2</sup> de bureaux.

**AUSSE DAT REY** 

Le rapport du conseil rappelle qu'en 1974 a eu lieu la fusion des Papeteries de France avec Auzedat-Rey, puis la mise en route de la nouvelle machine à papier à Seillat, et enfin l'augmentation de capital matérialisée pour les actionnaires par l'attribution d'une action gratuite pour cinq.

Le résultat d'exploitation de

## TASTING

elle machine à papier de Saillat  
été présentée par un audio-visu  
Ayant atteint l'âge de 65 ans,  
président Paturle a annoncé sa  
décision de se démettre de ses  
fonctions de président à l'issue de  
la présente assemblée.

Sur sa demande, le conseil  
nommé M. Jacques Calloud pour lui  
succéder. M. Marc Ammédet l'assis  
tera comme directeur général.

**C.C.V.C.**

## ARCHÉOLOGIE

**LE ROMAN DE LA MOMIE  
OU LES MALHEURS  
D'UNE JEUNE ÉGYPTIENNE**

De quoi est morte, il y a plus de deux mille ans, une jeune Egyptienne de quinze ans ? Les égyptologues de l'université de Manchester, qui étudient la momie depuis une dizaine de jours, ont constaté que la jeune fille avait été gravement blessée : pieds sectionnés, côtes fracturées, enfoncement de la boîte crânienne.

Les spécialistes ont d'abord pensé à une lésion par des villages croyant cette jeune concitoyenne enceinte hors mariage. La momie n'étant pas enceinte, ils ont alors émis l'hypothèse d'un accident de la circulation : la victime aurait été écrasée par un char. Malheureusement, un examen plus minutieux du corps suggère plutôt l'hypothèse d'un accident : la façon dont les jambes ont été sectionnées correspondrait aux morsures d'un reptile et le cadavre semble avoir séjourné dans l'eau avant d'avoir été embaumé.

Depuis 1905, aucune momie égyptienne n'avait été ainsi déterrée et étudiée en Grande-Bretagne.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### La Fédération des travaux publics demande un plan de relance des équipements collectifs

Au rythme où nous allons, perdrons nous la fin de nos cinquante-trois mille em- s sur trois cent cinquante e. A la fin du mois de mars, verte s'élevait déjà à quinze pécunies », a déclaré Philippe Clément, président de la Fédération des travaux publics. 0 juin. Pour lui, c'est l'éczie- même des entreprises de xes publics qui est menacée. 1 1975, la Fédération prévoit les travaux exécutés par les gries du secteur diminue- de 11 %, en volume, par rap- à l'an passé, tandis que leurs

### Les interventions de l'IDI vont s'accélérer en 1975

Créé en 1970 pour faciliter la croissance des entreprises moyennes des prises de participation en capital, l'Institut de développement ariel (IDI) a effectué en 1974 douze nouvelles interventions, alors cent quarante-trois dossiers ont été examinés, a indiqué, vendredi un, au cours d'une conférence de presse, M. Laurent Boix-Vives, sident de l'Institut.

1975, du fait du ralentissement l'activité et de la situation du ché française, l'IDI sera sans e amené à s'intéresser à des iétés de taille plus importante. signifiants, dix entreprises cotées Bourse se sont adressées à l'ins- ur faire face à cette accélération, dont la vocation est d'être un socié temporaire - des sociétés, nd bien poursuivre sa politique désengagement sans rechercher profit maximum. A ce propos, Boix-Vives a précisé que l'IDI

souhaitait céder sa participation dans la grosse informatique, compte tenu de la réorganisation qui vient d'intervenir dans ce domaine.

L'IDI devrait procéder prochainement à une nouvelle augmentation de capital de 100 millions de francs, a encore indiqué M. Boix-Vives, qui estime que, dans ces conditions, l'Institut ne devrait pas connaître de problème financier dans les mois à venir.

M. Boix-Vives a, enfin, confirmé sa décision de démissionner de son poste de président de l'IDI

### Selon le parti communiste, d'ici à 1980

### une mille emplois seraient supprimés dans la sidérurgie lorraine

### La direction de Sacilor-Sollac dément

De notre correspondant

etc. — Deux semaines avant l'arrivée du premier ministre à a (prévue pour le 2 juillet), le u communiste a annoncé, le uedi 18 juin, à Hagondange, eours d'une conférence de presse à laquelle participait Jean Colpin, membre du bu-

## CONFLITS SOCIAUX

### INCIDENTS DANS PLUSIEURS ENTREPRISES

Les initiatives prises par le parti communiste, et la méconnaissance d'un certain nombre de ses militants, ont été à l'origine de plusieurs incidents.

L'usine Citroën d'Anlunay-Bois, où des communistes ribusient des tracts vendredi uin, des heurts, qui ont fait ques blessés, se sont produits à reprises entre des manifest- s et des salariés de l'établisse- t : la C.G.T. a protesté au- du gouvernement ; la C.G.T. conseil général de la Seine- St-Denis ont chacun déposé gression par 200 nerfs, hom- de main de la direction.

Thaon, dans les Vosges, les grévistes de la fabrique d'armes Mussy, qui s'opposent à licenciements, ont été séquestrés mardi matin, leur directeur.

L'usine des Câbles de Lyon, Richy (Rhône-de-Seine), où ouvriers étaient en grève avec pation depuis le 26 mai, les S. sont intervenus pour libé- les locaux.

La suite d'une occupation des aux de Creusot-Loire, à Chamond, le 16 juin, la di- on a mis à pied pour 48 he- le 20 juin, dix délégués, on isables C.G.T. et C.F.D.T.

neau politique que le groupe sidérurgique Sacilor serait amené à supprimer douze mille emplois d'ici à 1980 (1).

« Nous sommes en possession d'informations qui nous permettent d'affirmer que de nouvelles fermetures d'usines ont programmées d'ici à 1980 par le groupe Sacilor-Sollac », affirme le parti communiste, qui précise que cette opération se traduirait par l'arrêt de sept hauts fourneaux, d'une aciérie (Rombas), de sept trains de laminaires et d'un blooming.

Toujours selon le parti communiste, un certain nombre d'installations (à Sacilor-Aumont, à Longwy-Villerupt) seront fermées, ainsi que les plus anciennes installations de laminage de Sollac. D'ores et déjà, huit cents emplois seraient supprimés à brève échéance à Echange.

« Nous démentons catégoriquement la déclaration faite par le P.C. », affirme M. Jean Gaudet, directeur général du groupe Sacilor-Sollac. Au cours de ces dernières années, malgré les graves difficultés que nous avons traversées, nous avons pu maintenir un niveau d'investissements qui représentera pour la période 1971-1975 plus de deux milliards de francs. Pour l'année 1975, nous avons prévu des dépenses d'investissement de près de 500 millions de francs.

Malgré ce démenti, les informations lancées par le P.C. ont provoqué une certaine inquiétude en Lorraine, où le souvenir du plan de restructuration de 1971 (douze mille suppressions d'emplois) a laissé des séquelles.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

(1) Une enquête régionale, faite dans le cadre de la préparation du VII<sup>e</sup> Plan, fait apparaître à la rubrique minerai de fer sidérurgie que destruction de dix mille à douze mille emplois entre 1974 et 1980.

## A LA VEILLE DU CONGRÈS DU BOURGET

### La C.G.T. vue par des patrons

La C.G.T. vous semble-t-elle avoir évolué ces dernières années, et dans quel sens ? Comment vous paraît-elle s'orienter vers l'avenir ? Ce sont les deux questions que nous avons posées à quelques « patrons » de la vallée de l'Ourveire, le 22 juin au Bourget, du tramé-nouveau congrès de la principale centrale syndicale française. Tous n'ont pas montré la même bonne volonté à répondre, certains craignant des représailles éventuelles. On les a pourtant trouvés assez ouverts dans l'ensemble : le sujet n'est donc plus tabou sur la place publique.

Parmi les réponses citées ci-dessous, on constatera la diversité des opinions. Pour les uns, la centrale « communiste » est « plus gauchiste » qu'avant ; pour d'autres, le « ménage » a été fait pour éliminer les mêmes « gauchistes » ; en tout cas, le problème de la surcharge entre tendances

syndicales différentes est au centre des préoccupations. Les relations avec le parti communiste sont décrites tantôt comme trop étroites, tantôt comme pas assez harmonisées dans la mesure où les salariales du P.C. commencent à concurrencer les sections syndicales d'entreprise. La technique a commencé à se faire jour dans les négociations, mais le rôle des jeunes — souvent plus intraitables et moins prudents — reste une incognite qui pèsera sur l'évolution de la centrale. Chacun semble admettre, toutefois, qu'avec la C.G.T. la « collaboration de classes » est limitée. Certains chefs d'entreprise, par ailleurs, plus en vue, n'ont accepté de nous livrer leurs réponses qu'anonymement. L'un se déclare frappé de l'importance du mouvement en faveur de l'autogestion chez les jeunes. Pour lui : « Si l'on arrive encore à faire un bout de chemin avec les anciens,

rien d'accord n'est possible avec les nouveaux ; au fond, ils sont gauchistes... » Un autre s'affirme impressionné par la « grande cohérence » de l'action syndicale depuis des années : « La C.G.T. a tout le temps devant elle ; elle procède par étapes... » Un troisième reconnaît que l'insécurité de l'emploi provoque une inquiétude — qui donne les apparences de la sagesse —. Mais il ajoute : « Il ne faut pas s'y fier. Des échecs apparents comme ceux des grèves des P.T.T. ou de Renault ne veulent pas dire que le mouvement ait perdu de son mordant, surtout avec le renouvellement des militants. » Le dernier, enfin, affirme, comme au sché : « Malgré tout, ce qu'il y a de certain, c'est que les syndicalistes sentent la classe ouvrière. Ils ne se trompent que lorsqu'ils obéissent en priorité à des mots d'ordre politiques. »

JACQUELINE GRAPIN.

### ● M. PIERRE JOUVEN : P.-D.G. de Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

« Nous travaillons avec deux catégories de syndicats. Avec la C.G.C. le C.F.T.C. et F.O., au-delà des revendications, nous rencontrons peu d'opposition fondamentale ou du tout. En revanche, la C.G.T. et la C.F.D.T. méprisent la politique contractuelle et les engagements pris. Cela rend nos relations sans confiance. La liaison de la C.G.T. avec le parti communiste est évidemment une des causes fondamentales de ces deux choses. »

« La C.G.T. est une affaire de syndicalistes de vieilles soules qui ne répondent pas trop aux mots d'ordre politiques, on arrive à se comprendre, mais l'autre côté, le réalisme de la base, fatiguée de recevoir des mots d'ordre d'inspiration exclusivement politique, finissent par être à plus de prudence. »

jeunes et qui sont relativement prospères : on n'y est pas à un jour de grève près. Si, à l'échelon local, on arrive parfois à s'entendre, au niveau national, cela est beaucoup moins facile. »

### ● M. GEORGES CHAVANES : P.-D.G. des moteurs Leroy-Somer.

« Dans la Charente, il est certain qu'il y a eu une période pendant laquelle la C.G.T. a été l'élément influent dans les éléments gauchistes. Elle les a accueillis de 1968 à 1970 environ. Mais par la suite il a nettement semblé qu'elle faisait le ménage elle-même, et qu'elle n'en voulait plus. La section syndicale d'entreprise a été nettement reprise en main par des gens du parti. Cela n'a pas contribué à durcir leur position. Il est clair qu'ils sont soucieux de ne pas engager à tort et à travers des actions qui risqueraient de mal se terminer. »

« A l'échelon de l'entreprise, on arrive mal à distinguer les actions de la cellule du parti communiste et de la section syndicale C.G.T. d'entreprise. Ils distribuent à peu près les mêmes tracts. Certes, la conjoncture, qui inquiète tout le monde, les rend plus prudents. La C.G.T. a une grande influence avec relativement

peu d'adhérents. Si elle veut augmenter leur nombre, il faut qu'elle entreprenne la confiance de la base, ce qui n'est pas facile. Elle ne manque pas d'adhérents, mais elle ne veut pas dire qu'elle en retire plus d'adhérents. Alors il lui faut tenir compte de l'inquiétude générale. Elle ne manque pas d'adhérents d'entreprise, et de remplacer les conflits lorsqu'ils existent d'eux-mêmes. »

### ● M. JOSÉ BIDEGAIN : délégué général d'Entreprise et Progrès, délégué général de la Fédération de la chaussure.

« La C.G.T. apparaît aujourd'hui comme ayant une approche plus technique et moins idéologique, au moins dans les revendications qu'elle présente à la base et dans les négociations professionnelles. Il y a dix ans, le

leitmotiv était : « Le patron peut payer. » Aujourd'hui, on discute sur les indices, la productivité, etc. Le dialogue est moins religieux et plus réaliste. Voilà ce qui a changé. D'autres choses n'ont pas évolué. Ainsi malgré

quelques tentatives pour accrocher les jeunes (qui ont d'ailleurs eu un certain succès), la C.G.T. reste prisonnière de schémas flous sur le type de société à instaurer. L'approche technicienne à la base n'a pas encore débouché sur le plan idéologique, et elle ne s'est pas encore traduite par une approche plus réaliste et plus contemporaine de la société à bâtir qui puisse joindre l'espoir des nouvelles générations. »

« Certains des problèmes actuels de la C.G.T. déterminent sans doute son évolution future. Tout d'abord, le problème des relations avec le parti communiste. L'action tous azimuts lancée par le P.C. est traduite dans les entreprises par une action beaucoup plus grande des cellules communistes que de la C.G.T. Il en résulte dans les usines des difficultés qui n'ont pas encore été résolues et dont il serait bon qu'elles le soient, car deux structures parallèles entraînent une

surenchère qui n'est pas toujours souhaitable pour qui que ce soit. »

« Un autre souci de la C.G.T. tient certainement — autant qu'on puisse s'en rendre compte de l'extérieur — à l'évolution de ses structures d'encadrement. Actuellement elles sont composées principalement de gens de quarante-cinq à cinquante-cinq ans qui ont beaucoup milité, courageux, ayant un profil comparable à celui des agents de maîtrise. Comme ceux-ci se retirent à des difficultés dans leurs rapports avec les jeunes générations, à savoir un problème de communication. »

« Pour ma part, je souhaiterais que la C.G.T. abandonne au moins une partie de son dogmatisme pour devenir plus réaliste. Le pays entre dans une période difficile. Le patronat devra vivre avec la C.G.T. puisqu'elle existe. Mais la C.G.T. devra vivre aussi avec le patronat. »

### ● M. ALAIN CHEVALIER : administrateur général de Moët-Hennessy.

« La C.G.T. est depuis longtemps un important interlocuteur pour nous. Nos relations avec elle ont peu évolué, même si sa position à l'échelon national a quelque peu changé, notamment à l'égard de la politique contractuelle. Les revendications sont maintenant plus fortes qu'il y a quelques années, mais, dans l'ensemble, nous arrivons à établir un dialogue. Si la politique contractuelle semble avoir nettement perdu des points à l'échelon national, son déclin est moins net au niveau des entreprises et des négociations. »

« Le phénomène du chômage ne durcit évidemment

pas la position des syndicats mais, en les rendant plus solidaires, des problèmes économiques, il oblige les chefs d'entreprise à s'expliquer avec plus de précision sur leurs difficultés et leurs projets. Faut-il s'attendre à une évolution du comportement de la C.G.T. dans les années à venir ? Je crois que c'est plus dans l'entreprise, où le système de valeurs a vieilli, qu'il faut s'attendre à des changements que dans les années à venir. Un dialogue peut s'instaurer, mais les positions politiques des principaux syndicats resteront probablement proches de ce qu'elles sont, reflétant un clivage qui ne paraît d'ailleurs correspondre à une partie de la réalité. »

### ● M. JACQUES FERRY : vice-président du C.N.P.F., président de la Chambre syndicale de la sidérurgie.

« Il ne m'apparaît guère qu'un cours des récentes années la C.G.T. se soit montrée réellement désireuse de jouer le jeu de la politique contractuelle. Certes, par souci tactique ou pour ne pas heurter l'opinion de la majorité des intéressés, elle a, dans certains cas, accepté de signer certains accords salariaux ou conventionnels. Mais elle a des conditions de travail, rendant

ainsi, moins aléatoires leur application. »

« Il reste que la C.G.T. demeure fondamentalement hostile à toute idée de participation, base de la politique contractuelle. Il est à craindre qu'il en sera ainsi tant que cette organisation syndicale restera inféodée à un parti politique dont le but avoué est la destruction de notre système économique. »

## FAITS ET CHIFFRES

M. SEGARD AU ZAIRE. — M. Norbert Segard, ministre du commerce extérieur, a quitté samedi 21 juin Paris pour un voyage officiel de cinq jours au Zaïre, pays où le président Valéry Giscard d'Estaing se rendra en août prochain. Le ministre doit inaugurer le pavillon français de la Foire de Kinshasa et faire le point des relations économiques franco-

zaïroises. Il devait, en principe, être reçu par le président Mobutu.

M. HENRI POLLET devient président du Syndicat national des entreprises de vente par correspondance. Président-

directeur général de La Redoute, premier firme du secteur, il remplace M. Marcel Delour, président-directeur général des Trois Suisses. Le chiffre d'affaires des entreprises de vente par correspondance a atteint 6 570 millions

de francs en 1974, malgré la longue grève des P.T.T. en novembre dernier.

EN ITALIE, la production industrielle a baissé de 0,7 % en avril dernier par rapport à avril 1974. De janvier à avril, la baisse a été de 11,7 % par rapport aux quatre premiers mois de l'an dernier. — (A.F.P.)



LE NOUVEAU  
DANS **observateur** A PARTIR DU 23 JUIN *en couleur!*  
**LUCKY LUKE**  
**LA GUERISON DES DALTON**  
EN AVANT-PRÉMIÈRE, LA PUBLICATION INTÉGRALE D'UNE BANDE DESSINÉE







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
  - GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement accorde aux chômeurs les 30 % d'augmentation qu'ils réclamaient.
  - ESPAGNE : le gouvernement rapporte la mesure d'interdiction de séjour prise contre le comte de Barcelona.
3. DIPLOMATIE
  - La visite en Pologne du président de la République.
4. AMERIQUES
  - Femmes d'Amérique latine (III), par G. Razalet.
4. AFRIQUE
  - PROCHE-ORIENT
5. OUTRE-MER
  - La convention nationale du P.S.
6. HISTOIRE
  - La huitième duc de Wellington a reconquis Waterloo.
7. MEDICINE
  - Les résistances à la contraception.
7. EDUCATION
  - La formation des travailleurs sociaux.
7. SCIENCES
  - Le président Ford propose que les futures usines d'enrichissement de l'uranium soient confiées au secteur privé.
8. JUSTICE
  - Le gouvernement de Copenhague examine « l'affaire Nielsen ».
8. POLICE
  - Le directeur du camp de Mauthausen, par Maurice-Ardoise a été libéré.
8. RAPATRIÉS
  - Le directeur du camp de Mauthausen, par Maurice-Ardoise a été libéré.
8. SPORTS

**LE MONDE AUJOURD'HUI**  
PAGES 9 à 16

- AU FIL DE LA SEMAINE : Chénier à vingt ans, par Pierre Vinson-Ponté.
- FORMATION PRESIDENTIELLE : Les travailleurs au château, par Yves Agnes.
- L'ANGLOISSE : Occident, sexualité, écologie, par Romain Gary.
- La géographie, par Maurice Le Lannou.
- Radio-télévision : Europe 1 huit mois après la crise.
- Réalisme social-démocrate en Scandinavie, par Claude Sarraute.

- 18-19. ARTS ET SPECTACLES
  - DANSE : Félix Blaska ou Théâtre de la Ville.
20. EQUIPEMENT ET REGIONS
  - ENVIRONNEMENT : des Français sont prêts à payer pour avoir des vacances plus propres.
21. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
  - CONJONCTURE : la Fédération des travaux publics demande un plan de relance des équipements collectifs.
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIERE ET LA REVUE DES VALEURS

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (11 à 14)  
Annonces classées (12) : Aujourd'hui (17) : Carnet (17) : « Journal officiel » (17) : Météorologie (17) : Mot croisé (17).

Le numéro du « Monde » daté 21 juin 1975 a été tiré à 539 588 exemplaires.

**SUR MESURE  
OU DEMI-MESURE**  
DURFORD

Album GRATUIT SUR DEMANDE

ADRESSE UTILE A CONSERVER  
A B C D F G H

### En Israël

## Le parti communiste pro-sioniste Maki disparaît

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël n'aura plus désormais qu'un seul parti communiste, le Rakah (pro-soviétique, à majorité arabe) ; quatre députés dont deux juifs et deux arabes. Le Maki, parti communiste pro-sioniste (non représenté à la Knesset) disparaît de la carte politique. Son congrès national, le dix-septième, devait se tenir samedi 21 juin, en faveur de l'union avec la formation sioniste de gauche « Bleu-rouge », à laquelle appartient le député Meir Pall. Le parti communiste a été créé en Palestine, en 1919, par des membres de la communauté juive. Pendant les années 30, la tendance était à l'« arabisation ». Son secrétaire général était à l'époque Edward El Hilou (« le camarade Mousa »), un ouvrier de Jaffa qui habite, depuis 1948 Jéricho. En 1943, le parti se

scinde en deux : le P.C.P. (juif) avec Samouël Mikounis à sa tête, et la Ligue (arabe) pour la libération nationale. Après la création de l'Etat hébreu, les communistes arabes vivant en Israël adhèrent au parti communiste israélien (ancien P.C.P.), qui accueille bientôt dans ses rangs, au début des années 50, les dissidents du parti socialiste Mapam, avec à leur tête M. Moshe Sneh, qui était à l'époque un ingénieur sioniste connu et chef de l'état-major de la Hagana (l'armée clandestine de la communauté juive en Palestine à l'époque « mandataire »). M. Sneh devient en 1955 le chef de file des éléments sionistes juifs du parti. Ces derniers accusent leurs camarades arabes ainsi que d'autres éléments juifs, dont Meir Vilner, de « nationalisme arabe » et de « pro-soviétisme aveugle ». Une nouvelle scission est inévitable. M. Sneh devient le chef du Maki, exclusivement juif tandis que les Arabes et une minorité juive forment le Rakah.

Le Maki prône l'évacuation de la quasi-totalité des territoires occupés et un règlement négocié avec les Palestiniens, mais il apporte son soutien au gouvernement dans son attitude à l'égard du monde arabe. Il considère en effet que la guerre de six jours a un caractère patriotique de défense. Ses efforts diminuent au fil des années. Plusieurs de ses militants tombent, en 1972, le Akil, à sa tête l'ex-député Esther Vilenska, qui se rapproche du Rakah. La mort, en 1972, de Moshe Sneh a porté un coup fatal au Maki. Finement, son secrétaire général Hilon, M. Mikounis, l'a quitté en passant à l'Aki.

(Interim.)

### Au Dahomey

## UN MINISTRE EST TUE APRES AVOIR SEDUIT LA FEMME DU CHEF DE L'ETAT

Cotonou (Reuter). — Surpris en flagrant délit d'adultère avec la femme du lieutenant-colonel Kérékou, le capitaine Michel Allipe, ministre des affaires intérieures et de la sécurité, a été tué vendredi soir, 28 juin, par la garde présidentielle, alors qu'il tentait de s'enfuir, malgré les sommations, a déclaré samedi un porte-parole du gouvernement.

### Le trentième anniversaire de la libération des camps

## M. Jacques Chirac préside dimanche plusieurs cérémonies au Struthof

De notre correspondant

M. Jacques Chirac, premier ministre, président, dimanche 22 juin, les cérémonies du trentième anniversaire de la libération du camp de Struthof.

Strasbourg. — Le camp d'extermination du Struthof — dénommé officiellement par les Allemands camp de Neuwiller — situé à 800 mètres d'altitude sur un sommet des Vosges, près de Sirmenack (Bas-Rhin), fut le seul à être installé en dehors des frontières occidentales de l'Allemagne.

Avant la dernière guerre, le Struthof, avec son hôtel, était la douceur de vivre dans ce cadre grandiose entouré de magnifiques forêts de sapins, les nazis installèrent, à partir d'avril 1941, un ensemble de baraques — s'élevant en plan incliné — dont chacune contenait deux cent cinquante à deux cent quatre-vingt lits superposés à trois étages. Mais comme chaque lit recouvrait une personne, le nombre des prisonniers entassés dans une baraque variait entre cent et six cents. Cinq baraques étaient réservées aux malades. Ainsi, l'occupation normale, qui était de trois mille détenus, fut portée à sept mille.

Le somptueux hôtel servait de lieu de séjour aux chefs nazis et aussi à des médecins de la faculté de Strasbourg, les « professeurs » Birkl, Hagen, Buhl et Bickenbach, qui trouvaient là leurs cobayes humains (trente-six séries d'expériences sur le typhus et la résistance aux « gaz phosphorés » en 1943 et 1944). Les membres de la SS — commandés par Kramer, qui allait diriger plus tard d'autres exterminations à Bergen Belsen, pour lesquelles il fut condamné et exécuté — assuraient la garde du camp. Il y avait là le Hauptsturmführer

Seuss, qui excitait les chiens contre les prisonniers et traitait les Allemands à coup de pelle ; l'Unterscharführer Fuchs, qui lançait un casque à travers les fils de fer barbelés commandant aux prisonniers d'aller le rechercher et les faisait tuer par les postes de garde ou déchirer par les chiens ; l'Oberscharführer Strümann-Traut, à qui les prisonniers du commando Kartoffelkeller (cave à pommes de terre) devaient lécher les bottes maculées d'excréments.

Le siteur allemand d'abord dans le « crématoire » — un four immense en pierres réfractaires. Les cadavres y venaient de la « morgue », située au-dessus du crématoire, pour y être brûlés ; jour et nuit, les habitants du camp pouvaient voir monter la fumée de la cheminée. Le sol en ciment légèrement incliné vers le milieu — où l'on avait pratiqué un trou, une sorte de bouche à égout — permettait l'écoulement du sang des victimes tombées d'un coup de revolver dans la nuque ou battues à mort.

A côté se trouvait une autre salle, la chambre à tortures. Au plafond de cette salle pendait encore une centaine de crochets en forme de S. Le détenu s'assessait sur un escabeau dans cette chambre, complètement obscure, qui ressemblait à s'y méprendre à un séchoir de boucher. Puis, après lui avoir attaché les mains à un crochet, ses bourreaux le frappaient et le torturaient avec des foudres de cuir. A côté de ce « séchoir » se trouvait une pièce plus vaste, dont le plafond est orné d'une installation de douches. Deux baignoires s'y trouvent également. On plongeait les victimes avant la bastonnade dans un

bain chaud pour amollir la chair. Une dernière chambre à gaz était aussi installée dans cette baraque réservée aux hommes. On y expérimentait toutes sortes de gaz sur les victimes et, de la sorte, on trouvait la solution, par un couloir central, à la chambre des médecins qui y « travaillaient ».

En pénétrant dans le camp du Struthof, les enquêteurs ont trouvé des traces d'activités de terre culte, que les Allemands livraient aux familles des victimes contre la somme de 75 Deutsche-Marks (1 500 francs de l'époque). Dans un hangar, on a aussi découvert un amas de cheveux de femmes et de jeunes filles, un tas de souliers de toutes dimensions, des restes des innombrables victimes.

Le Struthof était aussi un centre de concentration et de redistribution des prisonniers venant d'Alsace, des Vosges, du Jura, ainsi que des pays de Bade. Des milliers de détenus y ont trouvé la mort dans des épidémies de typhus et de dysenterie ; plusieurs autres milliers y périrent par le gaz. On évalue aujourd'hui à vingt mille le nombre total des victimes, dont six mille sont morts par pendaison ou fusillade ; des Polonais, des Russes, des Luxembourgeois, des Alsaciens et d'autres Français, dont les premiers arrivèrent en juillet 1943. Les registres révèlent le cas du général de division, ancien gouverneur militaire de Strasbourg et de Lyon, qui y mourut d'une dysenterie. Dans les derniers jours d'août 1944, le Struthof fut le théâtre d'assassinats massifs de résistants français. Cent cinquante à deux cents membres du réseau « Alsace » y moururent de façon le 31 août, les Allemands évacuèrent le camp, transférant les sept mille survivants au camp de Dachau.

Plusieurs procès ont été intentés aux tortionnaires. Les médecins Hagen et Birkenbach furent jugés par le tribunal militaire de Metz en décembre 1962 et condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Sur renvoi au tribunal militaire de Lyon, cette peine fut ramenée, le 15 mai 1964, à vingt ans de travaux forcés. Depuis, les intéressés ont été libérés. Quant aux gardiens, quarante-trois d'entre eux furent condamnés à mort par contumace.

Inauguré le 23 juillet 1960 par le général de Gaulle, le Mémorial de la déportation drigue grâce à une souscription publique, se dresse aujourd'hui en bordure du camp. Œuvre de Bertrand Monnet, le monument de béton et de marbre blanc, haut de quarante mètres, est simplement orné d'une gigantesque silhouette décharnée de déporté taillée dans la pierre même par le sculpteur Lucien Fenaux. Il porte une seule inscription : « Aux héros et aux martyrs de la déportation, la France reconnaissante ».

### Annulant la mesure de suspension des cotations prise par M. Ansquer

## Un arrêt du Conseil d'Etat risque de raviver la crise du marché du sucre de Paris

Le Conseil d'Etat a annulé, par un arrêt pris le vendredi 20 juin en assemblée du contentieux, sur le rapport de M. Fournier, la décision du ministre du commerce et de l'artisanat, M. Vincent Ansquer, de suspendre, les 3 et 4 décembre dernier, les cotations sur le marché international des sucres blancs de Paris. Cette décision risquait d'aggraver la crise financière du marché du sucre de Paris.

La fermeture du marché avait été décidée à la demande du président de la Compagnie des commissionnaires agréés et de celui de la Caisse de liquidation des affaires en marchandises pour éviter la banqueroute du marché. A la veille de la suspension des cotations, l'autre transaction n'avait été enregistrée au cours des sept séances précédentes faite d'acheteurs. Après la folle flambée des cours du sucre, d'achat donc l'effondrement : en huit jours les pertes cumulées atteignent 25 % par rapport au plus haut cours, 8 200 f. par tonne. Les opérateurs, dont le dépôt de garantie ne s'élevait pas à plus de 10 % de la valeur des contrats, n'arrivaient plus à liquer leurs positions quotidiennes, comme le veut le règlement du marché.

En suspendant les cotations, le ministre du commerce pensait qu'une solution transactionnelle pourrait être trouvée entre les spéculateurs privés et les négociants sur un cours de liquidation. Il n'en a rien été, la Caisse de liquidation des affaires en marchandises a refusé d'appliquer le règlement de la Caisse de liquidation des affaires en marchandises, estimant qu'elle ne pourrait faire face aux conséquences financières qu'un éventuel changement entraîné par l'application de l'article 22 du décret (qui garantit la bonne marche des opérations) — qui prévoit les conditions de dénouement des opérations en cas de suspension des cotations — met en jeu des intérêts privés considérables, environ 200 millions de francs. Le ministre avait ensuite expliqué : s'il y a application de l'article 22, le règlement se fait sur la base d'un cours supérieur de 1 200 francs la tonne au cours du marché — il était alors tombé de 8 200 francs à 5 000 francs, — ce qui est préjudiciable aux négociants internationaux ; s'il n'y a pas application de l'article 22, le marché reprend sur la base du dernier cours enregistré. Plusieurs commissaires agréés (entre cinq et huit, a précisé le ministre) seraient alors mis en faillite.

Le ministre du commerce et de l'artisanat, on ne fait actuellement aucun commentaire sur les conséquences d'un arrêt du Conseil d'Etat qui laisse pendant une crise financière grave au moment où les négociants britanniques ont décidé l'ouverture d'un marché du sucre blanc à Londres.

ALAIN GIRAUD.

### LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES REVOQUE UN AGENT DE CHANGE

Le Journal officiel du 21 juin publie un arrêté du ministre de l'économie et des finances portant révocation d'un agent de change parisien, M. Jean Varangot. La révocation d'un agent de change est une procédure exceptionnelle. A notre connaissance, elle n'a pas été utilisée depuis la fin de la guerre. La cause de cette décision est une manipulation de titres d'emprunt 4,5 % 1973 — est-il vrai d'importance.

Le prix de remboursement de l'emprunt 4,5 % 1973, qui a remplacé le « Finay », est indexé sur l'évolution du cours du napoléon. Ce prix a été fixé, cette année, à 732,30 francs, soit à un niveau très supérieur au cours pratiqué en bourse (500 francs environ). Or M. Varangot, après avoir acheté en Bourse des titres d'emprunt 4,5 % 1973 en utilisant des fonds de sa charge, s'est par un jeu d'écritures, personnellement fait attribuer — après le tirage — des titres d'emprunt amortis au prix de 732,30 F. La Chambre syndicale des agents de change, qui a découvert l'opération frauduleuse à l'occasion d'un contrôle, a révisé la situation, et aucun client de la charge n'a été lésé. Elle a demandé la révocation de M. Varangot.

### Après une manifestation antifrancisque à Grenoble

## LE PRÉFET DE L'ISÈRE INTERDIT « TOUTE MANIFESTATION NON DÉCLARÉE »

Le préfet de l'Isère a décidé d'interdire « toute manifestation non déclarée » et de déléguer toute personne qui tentait d'y participer. Cette décision fait suite à la manifestation antifrancisque qui a eu lieu à Grenoble et à l'issue de laquelle un jeune homme a été grièvement blessé. Celui-ci, Patrick Berot, dix-neuf ans, a eu main presque entièrement décollée par l'explosion de l'un des projectiles.

Quatre jeunes gens interpellés le 19 juin ont été incrimés de participation à une manifestation armée et violente en agissant. Ils ont été libérés.

[La décision du préfet de l'Isère a été prise essentiellement de l'ordre psychologique dans la mesure où elle n'est et ne peut être qu'un simple rappel de la réglementation en vigueur. En effet, les manifestations sur la voie publique, n'ont pas à être autorisées, de être déclarées quinze jours à trois mois au moins, avant la date. L'autorité administrative, dans ce cas, prononce une sanction motivée. Le défaut de déclaration met donc la manifestation en situation irrégulière. La décision du préfet de l'Isère n'ajoute rien à ce qui est déjà prévu.]

### UN POLICIER ESPAGNOL EST INTERCEPTÉ ALORS QU'IL TENTAIT D'EN FRANCE

Bayonne. — Un inspecteur de police espagnole a été intercepté le 20 juin, au pont-frontière Bayonne, près d'Esclapart (Pyrénées-Atlantiques), alors qu'il tentait d'entrer en France avec un pistolet chargé calibre 9 mm. Il tentait d'en faire.

L'homme, M. Angel A. vingt-sept ans, qui avait été intercepté par les douaniers, avait reconnu grâce à la carte de l'Etat qu'il portait. Il pourrait être poursuivi, dès ce samedi 21 juin, par le tribunal de grande instance de Bayonne, en audience de flux délit.

● Au départ des gares de Nord Paris-Austerlitz, des perturbations de trafic sont à craindre durant le week-end des lignes S.N.C.F. de la banlieue parisienne en raison de la manifestation des agents de l'éducation nationale pour s'opposer à la loi de la S.N.C.F. annonçant le trafic normal dimanche, au départ de Paris-Austerlitz, où plusieurs trains sont supprimés. Arrêts de travail sont également prévus dans plusieurs dépôt réseau Sud-Ouest.

● Strip-tease pédagogique. Deux jeunes enseignants d'enseignement de Saint-Louis (Rhin) viennent d'être sanctionnés par l'administration de l'éducation nationale pour s'être livrés à un strip-tease devant leur classe, première année de C.E.T. (prenant vingt-cinq filles et garçons), au cours d'une soirée organisée dans le cadre des horaires scolaires. Il semble que ce soit la suite d'un pari avec certains élèves que les deux enseignants se sont entièrement dévêtus, restaurant à pris des sanctions à des plaintes de parents d'élèves. Le professeur titulaire de l'enseignement de l'histoire, géographie et de l'économie a été congédié.

**une suggestion  
pour vos repas d'affaires**

**le restaurant club**

**QBC**

Un parfait équilibre obtenu par l'alliance d'une ambiance raffinée, celle d'un club confortable, et de la valeur gastronomique d'une très bonne table.

Au cœur du quartier Opéra, le Q B G est le rendez-vous de ceux qui cherchent à faire partager une certaine notion de confort et de qualité.

- le restaurant, le bar,
- salons pour réunions, cocktails ou banquets.

Monsieur GOUJAT, le Directeur, vous reçoit et vous conseille.

Le Q B G 3, rue Taftbout - Paris 9<sup>e</sup> - Tél. : TAI.82.78

OUVERT EN AOÛT

مكتبة النور